

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LE VIGNOBLE FRANÇAIS ET L'AFRIQUE DU NORD

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

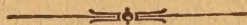
Le lundi 9 décembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

PAUL RAYNAL

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
 HITIER, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549928_0042

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LE VIGNOBLE FRANÇAIS

ET

L'AFRIQUE DU NORD

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 9 décembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

PAUL RAYNAL

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
HITIER, professeur.



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1912

AUX MIENS

P. R.

LE VIGNOBLE FRANÇAIS

ET

L'AFRIQUE DU NORD

INTRODUCTION

La nature, les mœurs, les conventions privées, les lois font aux vins de l'Afrique française du Nord, dans leur concurrence sur le marché de la métropole avec les vins indigènes, une condition privilégiée. L'Algérie, encouragée, développe incessamment son vignoble et désire qu'on n'entrave pas sa prospérité. Les viticulteurs français expriment leurs inquiétudes et demandent qu'on les protège. Déjà un différend moral existe. Une crise économique est possible et prochaine. Elle ne se manifesterait pas seulement comme une perturbation passagère du marché. Elle risque de marquer, pour certaines régions viticoles, le commencement d'une déchéance définitive.

Quelles causes, lointaines et prochaines, ont créé cet état de choses, en lui préparant ce caractère de

singulière gravité ? Quelles sont, en faits et en chiffres, les données de ce problème ? De quelle importance et de quelle acuité apparaît ce conflit ? Quelles solutions lui proposer, quel remède guérirait ce mal ? Qu'ajoutent à ce malaise le vignoble croissant de la Tunisie, le vignoble naissant du Maroc, et comment peut on et doit on se garder de ces deux côtés ?

C'est notre sujet, et notre plan est de répondre par un chapitre à chacun de ces points d'interrogation.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES

La façon dont l'Algérie a été conquise et colonisée par nous préparait de loin ce problème. Les conditions précaires où se trouve la viticulture en France devaient le rendre particulièrement dangereux. Aussi rappelons-nous les unes et l'autre. Il devait se poser un jour, tôt ou tard. La crise phylloxérique française a précipité les faits.

§ 1. — LES CAUSES LOINTAINES

A. — *La colonisation de l'Algérie*

a) *L'origine de la colonisation algérienne.* — L'origine de notre entreprise algérienne est unique dans l'histoire de la colonisation. C'est le pouvoir qui en prit l'initiative, et il la prit brusquement. Rien n'avait préparé ni fait prévoir cette conquête. D'ordinaire, dans l'action extérieure, les gouvernements ont des raisons profondes, mûrissent longuement leurs projets, choisissent leur instant pour la réalisation. Quand

ils se décident, c'est sur une occasion qui survient ou qu'ils font naître. Les causes immédiates ne sont que d'apparence, elles sont des prétextes et non pas des raisons. Pour l'Algérie, un incident fortuit nous dirigea vers elle. C'est par un fait divers que débute notre histoire nord-africaine, l'insulte d'un prince barbare à notre représentant. Une armée française partit pour Alger. On vit un brillant fait d'armes. Mais une victoire se remporte en un jour, l'établissement d'une domination est une œuvre de longue haleine. Encore les troubles politiques sont-ils apaisés avant que s'instaure solidement l'équilibre économique. Il ne faut donc pas s'étonner que des malaises de cet ordre soient d'une urgente actualité. Et il ne faut pas espérer qu'ils soient les derniers qui occuperont l'attention française.

On ne voit rien d'analogue chez les autres peuples coloniaux, Espagnols, Hollandais, Portugais, Anglais.

Pour les Espagnols ce sont des raisons d'ordre politique et religieux qui les ont d'abord poussés vers l'Amérique et les Indes Orientales. L'Espagne n'était surabondante ni en richesses ni en hommes. Vers le milieu du xv^e siècle, quand Christophe Colomb obtint l'attention et l'appui de la reine Isabelle et du Conseil de Castille, elle sortait de longues guerres. La sécurité lui avait manqué jusque-là pour se livrer aux besognes fécondes de la paix. Les guerres achevées, dans le pays affaibli restaient le goût des aventures

et le dégoût du travail. Ceux qui avaient été soldats s'ennuyaient sur une terre tranquille. L'Orient parlait à leur imagination, il les tentait par ses mystères intéressants à percer et par ses richesses faciles à conquérir. L'exemple des Vénitiens, qui avaient jusqu'alors le monopole du commerce lucratif avec le pays des soieries, des parfums et des perles, était là. L'Amérique une fois découverte les attirait par toutes les richesses vierges qu'elle offrait à la civilisation. Et l'esprit religieux avait sa part dans cet exode. La lutte contre les Maures l'avait surexcité. Des peuples inconnus semblaient attendre la propagande catholique. L'administration des colonies espagnoles prouva plus tard quelle avait été dans leur conquête l'importance du prosélytisme religieux. Les personnages des contes de Voltaire, au retour de leurs longs voyages, aiment à dire que dans l'Amérique du Sud les Jésuites sont rois. Ce sont les aventuriers et les moines qui, secondés par la Couronne, créèrent dans le Nouveau Monde le domaine espagnol.

Les Portugais et les Hollandais étaient des peuples commerçants. Lisbonne, où les rois du xv^e siècle établirent le siège de leur capitale, devint rapidement le centre du commerce du monde. La proximité de l'Espagne, des luttes et des spectacles pareils, expliquent que les Portugais aient subi eux aussi l'influence des guerres contre les Maures et de la prospérité de Venise. Ils ne cherchaient pas, eux non plus, à se créer

des patries nouvelles. Ils voulaient organiser des comptoirs et des ports de ravitaillement, des escales et des relais pour leurs vaisseaux. Plus tard, avec les progrès de la civilisation, le Cap, qui, on l'a remarqué, a toujours appartenu successivement à la puissance qui dominait les mers, suffit au radoubement et à l'approvisionnement des vaisseaux allant aux Indes. La possession du Congo et de la Crimée leur importait, à cause de la traite. En un mot, ce qu'ils voulaient, ce n'était pas acquérir des territoires, c'était accaparer à leur profit le commerce de l'Orient. Et c'était l'œuvre des particuliers plutôt que du pouvoir royal.

Chez les Hollandais, entourés et pénétrés de tous côtés par la mer, actifs, audacieux, mal satisfaits par une agriculture et une pêche organisées d'ailleurs excellemment, la navigation est comme une production naturelle et le commerce maritime une industrie nationale. Avant l'Angleterre ils furent les rouliers et les facteurs de l'Europe, luttant avec avantage contre la Hanse. Lorsque, les Indes conquises, le Portugal eut la maladresse de dédaigner le commerce européen, ils accaparèrent le trafic de Lisbonne avec le reste de l'Europe. Et lorsqu'ils se séparèrent de l'Espagne et que Philippe II, maître de Lisbonne, interdit à ses sujets toutes relations avec les marchands des Pays-Bas, ils entreprirent, malgré le Portugal et malgré l'Espagne, de gagner les Indes par la route du Cap.

Pour remplacer les efforts bornés des particuliers, ils créèrent en 1602 la fameuse Compagnie des Indes qui fut plus tard imitée par toute l'Europe. Ce monopole avait, comme tout monopole, ses défauts, exagérés par son succès même. Cependant ils connurent grâce à lui deux siècles de la plus éclatante prospérité. Elle s'explique par l'unité du but et la simplicité des moyens. Pas de missionnaires, pas d'aventuriers, pas ou presque pas de véritables colons, sauf la petite exception du Cap et de Surinam. Des facteurs, des commissionnaires, des matelots. Une entreprise uniquement commerciale et mercantile.

L'Angleterre est, pour la chronologie, un des derniers peuples colonisateurs, et, pour l'habileté et la puissance, le premier. Sa fortune coloniale fut prodigieuse. Mais, ainsi que l'a noté un grand historien, M. Etienne Lamy, « jamais il n'y eut moins de hasard dans le bonheur ». C'est qu'elle était menée par le plus impérieux et le plus sûr guide, l'instinct de conservation. Il fallait qu'elle colonisât pour qu'elle vécût. Ceux qui la quittèrent pour passer la mer étaient poussés par la nécessité. C'étaient des agriculteurs, des artisans, c'étaient de vrais colons. Ils ne cherchaient pas des aventures, ils avaient besoin d'une patrie nouvelle, car la mère patrie ne pouvait les nourrir. Ils fuyaient la grave crise qui suivit, sous Elisabeth, les guerres de la fin du xv^e siècle et du commencement du xvi^e. Le pâturage, substitué au labourage, laissait

une foule de bras sans travail et sans rémunération. C'est une rémunération et du travail que les bras cherchèrent ailleurs. Ainsi, par un grave malaise intérieur, commence l'histoire glorieuse et agitée de la colonisation anglaise. Qu'elle fût, successivement ou simultanément, l'œuvre des marchands, des Compagnies privilégiées, de l'État, toujours elle eut des raisons d'ordre positif et pratique. Aucun idéalisme n'y a aucune part. Elle sert des besoins inéluctables et suit des directions réfléchies.

La France était moins pressée par les faits et y fut moins attentive. Depuis cent ans elle a renouvelé son empire colonial. Au début du xix^e siècle, elle n'avait là qu'un beau passé. Ce n'est pas, quoi qu'on ait prétendu, que nous soyons foncièrement inaptes à la colonisation. Nos marins, nos voyageurs, nos commerçants ne sont pas inférieurs aux étrangers pour l'audace avec laquelle on s'aventure dans des régions inexplorées, la facilité avec laquelle on s'y acclimate, la sympathie qu'il faut inspirer aux aborigènes. Il ne faut pas, non plus, imputer exclusivement nos revers à l'incurie d'un règne. Mais les entreprises coloniales sont de grandes œuvres, elles ne durent que si elles suivent un solide plan d'ensemble, elles ne se maintiennent que si des bases solides ont été posées. Le plan et les bases nous manquaient. Pour suppléer aux insuffisances d'une première organisation, il eût fallu des rois vigilants. La négligence de Louis XV

permet que des efforts, mal coordonnés mais vigoureux et d'abord heureux, restassent sans résultat. Nous n'avions plus, il y a quatre-vingts ans, que des positions rares et dispersées, des regrets, et des enseignements pour l'avenir. C'est alors que Hussein dey frappa de l'éventail le représentant de la France, M. Deval, que l'opinion française se souleva, qu'une expédition militaire fut décidée, et que Bourmont prit Alger.

Il n'est pas inutile de rappeler ces choses à qui veut bien comprendre et situer nettement le différend économique qui fait l'objet de cette étude. Les origines de tous les établissements coloniaux tiennent dans un de ces trois mots : évangéliser (Espagne, Portugal, France), s'enrichir (Espagne, Portugal, Hollande, Angleterre, France) subsister (Angleterre). Elles ont pu être résumées sans que fût écrit le mot d'honneur national. C'est ce sentiment, c'est un sentiment qui le premier nous a conduits vers l'Algérie. Il n'y a pas de sentiment qui soit plus noble, mais la politique est faite de prévoyance, et il n'y a pas de sentiment qui soit prévoyant.

Notre action algérienne a d'autres singularités. Nous l'avons dit, elle est née d'un fait fortuit et de l'initiative d'un gouvernement, tandis que la colonisation est d'ordinaire l'œuvre lente des particuliers. De plus, la France, au lieu de trouver devant elle, comme avaient fait ailleurs d'autres nations, « des ré-

gions d'une facile conquête, offrant en abondance des terres libres et d'une appropriation aisée, ne représentant qu'une population disséminée, primitive, et incapable de résistance », la France « prenait possession, en 1830, d'une terre occupée, cultivée, défendue par une population nombreuse, guerrière, opiniâtre,... douée d'une civilisation avancée..., société régulière, pourvue de tous les éléments de vie et de consistance », rencontrait une race qui « répugnait par ses mœurs, ses idées, sa religion, à toute assimilation avec une autre race » et dont la religion est « une religion hautement spiritualiste, dépourvue presque de toute empreinte de superstition, une religion qui, par la simplicité et la netteté toute philosophique de sa doctrine, par la pureté de ses enseignements, est douée d'une force défensive que, au point de vue humain, on peut appeler insurmontable... Jamais autant que dans notre Afrique du Nord, la nature, l'histoire et, en outre, la religion n'accumulèrent tant d'obstacles à l'action d'un peuple civilisé » (1).

On sait combien notre établissement en Algérie fut laborieux, et les longues guerres que jusqu'en 1854 (soumission d'Abd-el-Kader) et même jusqu'en 1857 (fin de la guerre de Kabylie) nous dûmes soutenir. Longtemps les préoccupations politiques et

1. Paul Leroy-Beaulieu, *l'Algérie et la Tunisie*.

militaires restèrent au premier plan, tandis que l'évolution économique de la colonie nouvelle sollicitait moins impérieusement l'attention des pouvoirs publics. Dans cet ordre de choses notre nation n'apportait pas d'idées claires. (On l'a vu, pour citer un exemple, par les multiples variations successives du régime des terres.) Et cependant, là aussi, notre colonisation était grosse de nombreuses difficultés. Une des premières, ce fut l'absence, en Algérie, d'un de ces produits spéciaux qui permettent à une colonie de se développer spontanément par le commerce. « En Algérie, écrivait M. de Broglie, point de cultures tropicales, point d'épices, point de mines d'or, partant point d'échanges préexistant entre la métropole et le territoire destiné à porter une colonie nouvelle, point de flux naturel des capitaux vers ce territoire. » Donc la colonisation devait être agricole. Et vers quelles branches de l'agriculture l'Algérie, si elle n'était pas intelligemment et fermement conseillée, devait-elle se tourner ? Vers celles de la France, et spécialement du sud de la France, la quasi-parité de latitude le rendait facile à prévoir.

Quand les Espagnols prirent possession de l'Amérique, un historien du temps, Pierre le Martyr, blâmait en ces termes l'expédition pour la Floride : « Quel besoin avons-nous de contrées dont les productions sont les mêmes que celles du sud de l'Europe ? » Nous n'avons aucun désir de manifester une

pareille indifférence pour notre belle colonie algérienne, quoique ses productions soient en ce moment les mêmes que celles du sud de la France. Mais de cette identité va naître un péril qu'il n'est pas sans intérêt d'étudier d'un peu près.

b). — *Le régime douanier.* — Les lois douanières ont accru et consolidé ce péril. En vertu de la loi du 17 juillet 1867, article premier, les échanges entre la France et l'Algérie s'effectuent sous un régime d'union douanière complète.

Au sujet de ce régime, notons que :

1) Il est durable. Loin de revenir aux anciennes barrières, c'est d'après lui qu'on réglera peu à peu l'ensemble des relations de la métropole et des colonies. Dans une lettre du 7 février 1912 à M. Emmanuel Brousse, député, M. Klotz, ministre des Finances, constate que « les tendances générales sont pour la réalisation de l'union douanière intégrale ».

2) Ses avantages ne sont pas assez appréciés par tous les Algériens. L'andernier, à la session des Délégations financières, il fut proposé d'affranchir la colonie à l'égard de la métropole et d'instituer au profit de l'Algérie l'autonomie douanière. L'auteur de la proposition estimait que le nouveau régime procurerait au budget de l'Algérie un supplément de ressources de 40 millions de francs par an. Cette manifestation d'un certain esprit séparatiste resta vaine.

3) Il soulève d'autre part en France, le conflit actuel

mis à part, d'assez vives critiques. En 1907, dans un discours à la Chambre des députés, M. Caillaux, depuis président du Conseil des ministres, disait : « La politique qui a prévalu dans le tarif de 1892 s'est inspirée vis-à-vis de nos colonies du vieux pacte colonial. Elle a pour objet de donner libre accès aux colonies sur les marchés de la métropole pour leurs produits agricoles, et en revanche de leur imposer nos produits industriels. Cette politique me semble mauvaise... En outre, elle présente, au point de vue pratique, les conséquences suivantes : L'Algérie prend bien nos produits industriels, mais elle nous envoie ses vins obtenus dans de tout autres conditions que les nôtres et qui viennent concurrencer nos propres vins... Pour ma part, je n'hésite pas à dire que cette politique a été un peu imprévoyante. Je demande même à ceux de mes collègues qui n'appartiennent pas à la minorité économique de cette Chambre de réfléchir sur ce que je viens de dire. Croient-ils qu'une politique qui a consisté à favoriser la production du vin, qui en même temps restreignait les débouchés et qui préparait par une politique similaire vis-à-vis de nos colonies une invasion du vin colonial sur le marché français, croient-ils, dis-je, que cette politique soit tout à fait logique ? »

Du moins elle avait ses dangers.

B. — *Le vignoble français*

a) *La production.* — La vigne est proverbialement une culture française. Au-dessous de la ligne qui joint Saint-Nazaire et Mézières, la vigne est cultivée dans tous les départements. Le vin industriel est produit pour la plus grande partie par les régions du Bas-Languedoc, du Roussillon, et du Sud-Est, les autres fractions du vignoble français visant seulement à assurer pour partie la consommation locale. C'est la production du Midi qui règle le marché des vins, c'est la baisse des vins du Midi qui précède et entraîne la baisse des vins dans les autres régions. L'expérience de la dernière crise est concluante à ce sujet. Les vins fins de la Bourgogne et du Bordelais, si distincts qu'ils paraissent, au point de vue du marché, des vins de consommation courante, ont eux-mêmes, pendant la dernière crise, subi une baisse considérable. Un raisonnement fait sur le vignoble méridional, comme on pourra en trouver dans cette étude, sera donc valable pour l'ensemble du vignoble français.

1° *Conditions naturelles de la production.* — Les viticulteurs ont trois espèces d'ennemis : les fléaux climatiques, les maladies de la vigne, les maladies du vin.

α) *Les fléaux climatiques.* — Les accidents les

plus dangereux sont, outre les orages, les gelées et la grêle.

L'étude de ces phénomènes est encore peu avancée, quoique des efforts intéressants aient été tentés. Il existe au ministère de l'Agriculture un Bureau central de météorologie, dont le comité directeur a pour chef M. Angot. Ce Bureau publie chaque jour un bulletin. Il doit recevoir dans le courant de 1913 une organisation générale et se trouvera relié aux stations régionales et aux postes locaux d'observation. Parmi ces postes et stations, signalons, outre celui de Paris, ceux qui existent déjà à Condom, Châlons-sur-Marne, Montpellier, Carcassonne, Narbonne et Perpignan. En outre, plusieurs stations sans caractère officiel ont été fondées par différentes associations viticoles, elles sont en correspondance avec les établissements publics, et transmettent à leurs adhérents toutes indications utiles et tous avis techniques sur les traitements et opérations agricoles à effectuer.

Les phénomènes météorologiques sont encore étudiés par les professeurs d'agriculture, les directeurs des stations œnologiques, ils font fréquemment l'objet de conférences et d'articles de presse.

Les associations syndicales de submersion et d'irrigation, intelligemment organisées et administrées, luttent avec efficacité contre les fléaux naturels.

Les orages peuvent être prévus plusieurs heures à l'avance grâce à l'appareil électrique imaginé par

M. Turpain, professeur à la Faculté des Sciences de Poitiers. M. Turpain exposait récemment, au Congrès pour l'avancement des Sciences, les résultats obtenus. Dès 1901, à Saint-Emilion l'appareil put prévoir à Château-Pavie, dès onze heures du matin, alors que le ciel était sans nuage, un orage qui ne s'abattit sur cette commune de la Gironde qu'entre 4 et 5 heures du soir. Depuis, l'usage du dispositif de M. Turpain s'est répandu. Un poste fonctionne à l'Observatoire du Puy-de-Dôme. Des appareils d'enregistrement des orages sont installés à Paris, depuis deux ans, place de la Nation. De la place de la Nation on peut par téléphone avertir les viticulteurs de la région de Montreuil, qui possèdent un parc paragrêle. Pendant l'été de 1911 on a pu ainsi économiser plus de six tirs au parc paragrêle de Montreuil, en interprétant les indications du téléphone ou de la T. S. F., qui prévoyaient que les orages probablement ne se dirigeaient pas sur Montreuil.

Pour *les gelées*, on sait qu'elles peuvent être évitées grâce aux nuages artificiels faits des fumées épaisses que dégagent les sarments et les herbes sèches imbibées de goudron. C'est là une opération de quelque envergure, qui doit être organisée et surveillée par les associations agricoles agissant de concert.

La grêle peut être utilement combattue. Ne citons que pour mémoire l'emploi des canons paragrêles, dangereux surtout pour les servants et dont l'effet fré-

quent est l'anéantissement des récoltes voisines. Les fusées préconisées par M. le docteur Vidal, président de la Société agricole d'Hyères, ont donné des résultats intéressants. On attend beaucoup des Niagaras électriques, paragrêles à grand débit, inventés par MM. le général de Négrier et de Beauchamp, dont l'action est contraire à la formation de la grêle dans les nuages, et dont l'installation est d'ailleurs coûteuse. Mais il ne faut point trop regretter que des engins indispensables à tous les viticulteurs excèdent les moyens personnels de la plupart d'entre eux. Tout est bon qui les pousse vers la coopération.

β) *Les maladies de la vigne.* — Elles se divisent en maladies non parasitaires, parasitaires, et cryptogamiques.

Les maladies non parasitaires, dues à certaines circonstances atmosphériques et aussi aux vices organiques de la plante, affaiblie peut-être par les rendements excessifs que l'on exige d'elle, sont le rougeot, le folletage qui cause l'apoplexie de la vigne, la coulure ou millerandage, la chlorose ou jaunisse, le court noué et la brunissure.

Les maladies parasitaires doivent être distinguées en trois catégories, suivant qu'elles sont causées par les coléoptères, les lépidoptères, ou les hémiptères.

Les coléoptères comprennent : l'altise (*altica ampelophaga*) ou puce de la vigne, le molpe, appelé aussi gribouri ou écrivain (*adoxus vitis*), le cigarreur ou

eigarrier (*rhynchitis betuleti*) et enfin les hannetons et charançons. L'altise et le molpe sont les plus dangereux de ces insectes mais peuvent être facilement déterminés.

Les lépidoptères, très redoutables, comprennent la pyrale (*tortrix pilleriana*) qu'on traite par l'ébouillantage et le clochage, la cochyliis ou teigne de la grappe (*cochyliis roserana* ou *tortrix ambiguella*), fort dangereuse, dont le traitement est coûteux et peu efficace, et qui a causé avec l'eudémis (*eudemis botrana*) les récoltes déficitaires de ces deux dernières années.

Les hémiptères comprennent la grisette de la vigne, punaise qui a ravagé cette année même le vignoble de Chablis, l'érinose (*phytoptus nitis*), petit acérien, les cochenilles de la vigne, blanches, rouges, grises, et enfin le phylloxéra, observé pour la première fois dans le Gard en 1863, déterminé en 1868 par M. Planchon, professeur à l'Ecole d'Agriculture de Montpellier, et par lequel en 1888 les vignobles de 61 départements furent infectés.

Les maladies cryptogamiques sont très nombreuses. Nous nous bornerons à citer les plus redoutables d'entre elles : la pourriture grise, produite par le *botrytis cinerea*, le pourridié s'attaquant aux racines, et provenant de plusieurs cryptogames, l'anthracnose ou charbon de la vigne, due au *maginia empelina*, le black-rot, très grave maladie, que donne la présence

du guignardia biduelii, le rot blanc, s'attaquant aux grains et dû au coniothyrium diplodiella. Plus répandus, plus connus et plus redoutés encore sont le mildiou, qui est dû au peronospera viticola, qui s'attaque à la grappe et à la feuille, qu'on traite par le sulfate de cuivre, et l'oïdium, qui provient de l'erysyphe tucheri, que l'on combat avec le soufre, et qui, apparaissant dans notre vignoble vers le milieu du siècle dernier, réduisit en 1854 à dix millions d'hectolitres une récolte qui était en 1845 de quarante-cinq millions.

γ *Les maladies du vin.* — Elles résultent, d'après Pasteur, « de la présence de végétations parasitaires microscopiques qui trouvent dans le vin des conditions favorables à leur développement et qui l'altèrent soit par soustraction de ce qu'elles lui enlèvent pour leur nourriture propre, soit principalement par la formation de nouveaux produits qui sont un effet même de la multiplication de ces parasites dans le marc du vin ».

Trois catégories de ces maladies :

Les maladies dues à des ferments aérobies, dont les principales sont les maladies de la fleur et la piqure ou acescence, dues toutes deux au micoderma aceti ;

Les maladies dues à des ferments anaérobies, parmi lesquelles l'amertume, la graisse, la pousse, la tourne ;

Les maladies dues à des ferments solubles ou à des

actions chimiques, dont la principale manifestation est la casse des vins.

Les opérations de vinification exigent du viticulteur les soins les plus attentifs et la connaissance exacte des réactions chimiques qui accompagnent la fermentation des moûts.

En ce qui concerne le traitement des maladies que nous venons de signaler, l'emploi des levures et des produits chimiques a été déterminé limitativement par le législateur (loi du 11 juillet 1891 sur le plâtrage et loi du 1^{er} avril 1905, complétée par le règlement d'administration publique du 3 septembre 1907, sur les manipulations permises et les doses tolérées des produits chimiques).

Signalons en passant de quelle utilité, pour les délicates opérations de la vinification, est l'institution de caves coopératives communales. La vinification en commun, minutieusement réglée et surveillée par des spécialistes, est appelée à donner d'excellents résultats. Le moindre ne sera pas la création d'un type de vin communal, connu du monde commercial et servant de base marchande. Nommons les associations coopératives de ce type créées dans le Midi à Marausan, Marsillargues, Bessan, Lézignan d'Aude. L'essai le plus intéressant paraît être celui d'Alella, dans la Catalogne espagnole, qui est si voisine de notre Roussillon et de notre Languedoc par les mœurs, l'esprit, les tendances. A Alella les règlements coopératifs

embrassent les moindres détails de la fabrication du vin, depuis la cueillette inclusivement.

2° *Conditions économiques de la production.* — *Le régime de la propriété* est essentiellement individuel. Le propriétaire de vignobles emploie peu ou point le contrat de fermage ou de métayage, dont l'effet n'est pas toujours heureux, qui éloigne de la terre la surveillance personnelle et éclairée du maître et quelquefois, par voie de conséquence, les capitaux nécessaires à une culture intense et à des travaux de longue haleine.

La coopération est très insuffisamment connue et pratiquée. Il est pourtant très nécessaire que, pour les moyens de défense, l'achat, la vente, l'information, le crédit, etc..., l'action collective corrige l'action individuelle dans ce que celle-ci présente de défectueux, d'imparfait, de limité, tant au point de vue de l'intelligence qu'à celui des capitaux.

Les conditions du travail se sont précisées nettement à la suite des grèves qui ont marqué ces dernières années. Les ouvriers se sont groupés en syndicats communaux, s'adaptant ainsi avec souplesse aux conditions locales. Leur mouvement a provoqué le rapprochement des patrons. Un nouvel état de choses s'est donc créé, qui traverse en ce moment son âge ingrat. Mais ces premiers heurts et ces violences passagères ne doivent pas empêcher d'espérer que les rapports du propriétaire et du travailleur agricole s'améliorent, en attendant qu'ils soient réglées d'une

façon équitable et définitive par le contrat collectif.

Le crédit rural a deux formes, le crédit foncier et le crédit agricole mobilier.

1° *Le régime foncier* pèse lourdement sur le vignoble que les frais énormes de reconstitution et la lutte des années de mévente ont acculé à des emprunts absorbant presque intégralement la valeur réelle de la terre. Tout a été dit sur les vices de notre régime hypothécaire suranné, sur le peu de sincérité qu'il donne au prêteur, sur le peu de facilité de sa mobilisation, sur la rigueur de son système d'échéances fixes, sur la longueur et les frais des procédures d'expropriation et d'ordre. Il y a là une réforme complète et profonde à accomplir, que nous reconnaissons difficile à réaliser. Quoi qu'il en soit, le régime actuel a eu une influence néfaste dans les périodes de crise où les terres mal cultivées se sont vendues à vil prix, en causant des paniques qui ont eu sur le cours des vins un fâcheux retentissement.

2° *Le crédit agricole mobilier* comprend le warrant agricole et les sociétés de crédit agricole.

Le warrant, actuellement régi par la loi du 9 avril 1906, offre un vice capital d'insécurité résultant de la garde du produit warranté entre les mains de l'emprunteur. Ce vice est si grave que le warrant n'a donné lieu à presque aucune opération individuelle, sauf dans le monde spécial de l'usure, et que d'autre part les emprunteurs, en cela encouragés par l'indulgence

des tribunaux, ont souvent diverti l'objet du gage.

Dans ces conditions le warrant apparaît comme un instrument précaire et ne peut guère être utilisé que par les caisses de crédit locales, lesquelles exercent officieusement une surveillance efficace.

De plus, la publicité organisée par la loi est défectueuse et restreinte. Il serait bon qu'on établît, tant pour les warrants que pour les ventes de vin sur souches et autres, un régime de publicité obligatoire au siège de l'arrondissement. Le warrant s'appliquant au vin ou à l'alcool produit par sa distillation (il existe actuellement 17 distilleries coopératives dans la seule région du Midi) ne sera vraiment sûr et pratique que lorsque es caves coopératives communales constitueront un dépôt certain.

En ce qui concerne le crédit agricole, régi par les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899, complétées par les lois des 25 décembre 1900, 20 juillet 1901, 29 décembre 1906, 18 février 1910 et 19 mars 1910, il appartient au temps et aux sociétés agricoles de compléter l'œuvre législative.

Les syndicats agricoles, déjà fédérés en syndicats régionaux, ont compris qu'ils pouvaient aller au delà du simple rôle d'acheteur dans lequel ils semblaient s'être cantonnés.

Au 31 décembre 1911, nous voyons fonctionner 97 caisses régionales, au capital de 19 millions de francs, dont les réserves s'élèvent à 5 millions et qui

ont consenti aux agriculteurs des avances se montant à 59 millions. Elles groupent 3.600 caisses locales et comprennent 170.000 adhérents.

b) *Le commerce*. — Le véritable intermédiaire entre le producteur et le consommateur est ici le négociant, négociant de gros, de demi-gros et de détail. A côté d'eux, il faut nommer les courtiers et les commissionnaires.

Le rôle de *courtier* s'analyse dans un mandat, rétribué par le propriétaire et le négociant, d'assurer à l'un l'écoulement de son produit, à l'autre l'achat de la marchandise. Il faut reconnaître que cette profession, libre depuis la loi du 18 juillet 1866 et exercée dans les pays de vignobles par tous ceux qui n'en peuvent avoir une autre, est un peu décriée. Il y a certainement parmi eux des hommes compétents et respectés. Mais ils sont assez rares. La plupart des courtiers en vins sont pour ainsi dire les employés libres des commerçants d'une place. Ils recherchent souvent le propriétaire à court d'argent et redoutant la venue de l'huisier. On nous écrit du Midi à leur sujet que leur corporation « à de rares exceptions près, se compose d'hommes sans connaissances spéciales réelles, sans autorité morale ni pécuniaire, semeurs de nouvelles fausses et tendancieuses visant et provoquant la baisse du produit ». Au moins peut-on dire que les services rendus par les courtiers au marché des vins sont peu importants.

Cet intermédiaire est appelé à disparaître, au moins en partie, de même qu'un autre, beaucoup plus utile et plus sérieux, le *commissionnaire en vins*. Celui-ci n'est pas un simple rabatteur du négociant. Il en est presque l'associé. Son mandat est très étendu. Il traite pour son commettant, mais sous son propre nom, et ainsi garantit au négociant le secret absolu de ses opérations bien mieux que ne peuvent le faire les courtiers. Il lui économise des frais très onéreux de déplacement. Il fait les achats, s'occupe des expéditions, entrepasse les marchandises, effectue les paiements, etc. Il est donc pour le commerce un auxiliaire excellent. Malheureusement il tend à disparaître, pour trois raisons : ce rôle exige du commissionnaire de grands capitaux et souvent une installation onéreuse ; le contrat de commission nécessite de part et d'autre une grande confiance, confiance portant à la fois sur la moralité des contractants et sur leur solvabilité ; les commissionnaires, surtout en temps de crise, sont trop peu rémunérés, eu égard à leurs frais et à leurs risques.

Les courtiers et les commissionnaires ont donc les uns et les autres des raisons de disparaître. Il n'en existera plus le jour où le rouage qu'ils constituent sera remplacé, au siège de chaque arrondissement, par un bureau où les échantillons seront déposés, les offres d'achat et de vente reçues, l'exécution des marchés surveillée.

A l'autre extrémité des intermédiaires nous trouvons *les vendeurs au détail*, hôteliers, restaurateurs, marchands et débitants de vin, que nous nous bornons à signaler. Le rôle du débitant, utile en principe, diminue tous les jours par le fait des coopératives de consommation et par l'habitude récente, dans la grande épicerie, de faire de la vente du vin au détail une des branches de son exploitation.

Restent *les négociants*, en gros ou demi-gros, qui se confondent pour ce qui est de leur rôle économique.

Le commerce, tel qu'ils le pratiquent, est nécessaire. Il assure l'achat de la marchandise, la création des débouchés, la livraison à l'acheteur, la discussion délicate des prix, le transport des produits, leur logement, l'application en ces matières des lois fiscales et douanières. Ce rôle, très utile, ne peut être assumé ni par le propriétaire seul, ni même par les associations coopératives. Il exige une compétence spéciale, un personnel et des capitaux. A l'heure actuelle, les sociétés coopératives, sans prétendre à ces fonctions, ont assez à faire pour s'organiser au point de vue technique, fabriquer leurs produits, constituer leurs capitaux de réserve. Cette tâche leur suffit. Le reste serait au moins prématuré, d'autant plus que le commerce, tel qu'on peut le juger dans son ensemble, apparaît comme loyal, sage et audacieux.

Il lui manque pourtant deux choses essentielles : l'argent et la sécurité du marché.

Comme la propriété viticole, qui cependant semble maintenant marcher vers la coopération, le commerce paraît se complaire à garder une organisation purement personnelle et répugner aux organisations syndicales.

La conséquence est que le crédit commercial, personnel et limité, se trouve en fait aux mains des grands établissements de crédit, lesquels subissent, malgré eux, les variations des cours, sans pouvoir permettre aux négociants d'agir sur longues échéances. L'ancienne organisation des banques locales se prêtait davantage à l'appréciation du crédit personnel, et faisait du banquier une sorte de commanditaire du négoce. Les grandes banques ne répondent pas à cette idée. Il importe que le commerce ne compte que sur lui seul pour améliorer la situation.

La création de Magasins Généraux peut l'y aider. Chose surprenante, le commerce des vins connaît à peine le bienfait de cette institution. Régie par la loi du 28 mai 1858, elle est pourtant fort ancienne déjà. Elle connaît une parfaite prospérité dans les grandes villes et les grands ports marchands, à Paris, à Lyon, à Marseille, au Havre par exemple. Outre que sous leur responsabilité ces Magasins, agréés par l'État, comportent une sécurité parfaite, le commerce des vins y trouverait une organisation supérieure et d'appréciables facilités de crédit. Avec leurs vastes cuveries et leur outillage perfectionné, ces Magasins, qui dis-

pensent le commerce des loyers privés ainsi que des soucis et des risques du personnel, se chargent de loger, d'unifier, de filtrer et d'expédier les vins peut-être beaucoup mieux que chez les négociants eux-mêmes. Leur rémunération consiste en de faibles redevances basées sur un immuable tarif officiel, et par eux il devient aisé de réduire au minimum l'établissement d'un prix de revient.

De plus, les Magasins Généraux mettent aux mains du commerce le remarquable instrument de crédit qu'est le warrant. Le Midi vinicole l'ignore. Dans les quatre départements qui produisent et expédient le plus de vin, on ne trouve de Magasins Généraux qu'à Béziers (Hérault). On nous écrit de Narbonne (Aude) qu'ils sont dans cette ville en voie de création. La notice (1) qu'on veut bien nous communiquer à ce sujet définit et explique le warrant, « bulletin de gage que délivrent les Magasins Généraux en même temps que le récépissé descriptif de la marchandise. Il est transmissible par voie d'endossement et reçu dans les établissements publics de crédit, même avec dispense d'une des signatures communément exigées. Tout en gardant la propriété de ses marchandises dans les Magasins Généraux, à la faveur d'une modique redevance, le déposant peut donc réaliser la

1. Parue dans la *République Sociale* de Narbonne, n° du 12 septembre 1912.

plus grande partie de leur montant, continuer par ailleurs ses affaires, sachant que le jour où il voudra rentrer en possession de la marchandise déposée, il n'aura qu'à s'acquitter envers le banquier moyennant l'intérêt particulièrement modéré qui s'attache à l'usage du warrant... Le porteur d'un warrant n'aura pas à solliciter un découvert, mais une sorte de prêt sur titre. Il portera sur lui sa caution. Avec une pareille garantie, les Banques se sentiront plus sûres et pourront s'engager plus à fond. L'usage du warrant... élargira la base du crédit, permettant ainsi aux négociants d'étendre leurs affaires, sans autre commande que celle de leurs propres marchandises. » Rien que d'exact dans ces affirmations. Il serait salutaire que des Magasins Généraux fussent établis dans tous les centres vinicoles, pour développer le crédit et stabiliser le marché.

L'insécurité du marché des vins, insécurité bien connue, s'atténuera encore lorsque, aux affaires occultes ou qu'on s'efforce de rendre telles, à l'incertitude qu'elles créent, sera substituée, grâce à un effort coopératif, la publicité effective et obligatoire des éléments d'information et des conditions faites par la propriété. Une Bourse de vins pourrait être créée sur le modèle des Bourses de marchandises françaises. Cette idée semble chimérique à certains, à d'autres dangereuse. Elle n'a, croyons-nous, rien d'irréalisable, et donnerait au marché une ampleur et une

souplesse qu'il a jusqu'à présent ignorées. Les excès de la spéculation seraient facilement endigués, par des règlements analogues à ceux qui existent dans d'autres matières. D'ailleurs la spéculation de bourse, strictement réglementée, est beaucoup moins dangereuse à certains égards que les spéculations libres actuelles, lesquelles sont loin de se résoudre toujours par le paiement des différences.

c) La répression de la fraude.

La législation. — Elle est à ce sujet touffue et sévère. Citons :

Loi fondamentale du 1^{er} août 1905, complétée par la loi du 5 août 1908 ;

Loi du 24 juillet 1894 interdisant la vente et la mise en vente des vins additionnés d'eau ou d'alcool ;

Loi du 1^{er} août 1905 sur le sucrage des vins et la circulation des eaux-de-vie ;

Loi du 29 juin 1907 destinée à prévenir et à réprimer les abus du mouillage et du sucrage et établissant la déclaration de récolte ;

Décrets du 31 juillet 1906 et du 3 septembre 1907 contenant règlements d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 ;

Loi du 28 juillet 1912 modifiant et complétant les lois du 1^{er} août 1905 et du 29 juin 1907.

Les associations viticoles. — Les viticulteurs se sont

organisés pour lutter contre la fraude. C'est le but principal d'importantes associations viticoles, telles que la Confédération Générale des Vignerons, fondée le 22 septembre 1907, et dont le siège est à Narbonne (Aude). La C. G. V. a constitué l'union des syndicats professionnels de Montpellier, Béziers, Carcassonne, Perpignan, Narbonne. Elle réunit aujourd'hui 423 sections communales, comptant environ 50.000 adhérents, assurant une production moyenne de 17.500.000 hectolitres par an. Ses agents commissionnés, au nombre de 37, recherchent les fraudes dans toute l'étendue du territoire et en poursuivent énergiquement la répression.

D'autres unions de viticulteurs se sont constituées sur des bases similaires et avec des buts pareils. Nous croyons nommer les principales en citant la Confédération des Vignerons du Sud-Est, la Fédération des Viticulteurs Varois, la Fédération des Syndicats Champenois, la Confédération des Associations Viticoles de Bourgogne, la Confédération des Viticulteurs Charentais, la Ligue des Viticulteurs de la Gironde, etc...

La répercussion de ce mouvement s'est manifestée d'abord à Barcelone, où la Unio des Viticultors de Catalogna s'est constituée sur les bases de la C. G. V. française avec qui la Unio est en relations, puis par l'Union Nationale Espagnole des Associations Provinciales englobant tous les viticulteurs de la péninsule.

Enfin, cette année même, nos compatriotes de l'au-

tre rive méditerranéenne ont suivi l'exemple de la métropole. La Confédération des Viticulteurs Algériens vient de se créer. Elle fédère les groupements et englobe les vigneronns des trois départements de la colonie.

§ 2. — LES CAUSES PROCHAINES

La crise phylloxérique française

A. — *Les conséquences en France :*

Localisation et monoculture.

La zone de la vigne, nous l'avons déjà indiqué, comprend, sauf les régions d'une trop grande altitude, les parties méridionales et centrales de la France. La limite septentrionale de cette culture est à peu près marquée par une ligne menée des bouches de la Loire au point où la Meuse sort de France. Dans nos départements méditerranéens, Pyrénées Orientales, Aude, Gard, Hérault, Var, la vigne est dans son domaine naturel. Doux hivers, fortes chaleurs, humidité médiocre, toutes les qualités climatiques requises sont réunies. La Bourgogne, la Champagne, la Lorraine forment d'heureuses et célèbres exceptions végétales, car on sait que dans aucun pays d'Europe, sauf l'Allemagne rhénane, la vigne ne prospère sous une latitude aussi septentrionale qu'en France. En Normandie et en Bretagne, où le climat est d'ailleurs aussi chaud en moyenne et plus doux que dans le

centre, l'excès des pluies est un obstacle à la culture de la vigne.

On peut distinguer en France quatre régions viticoles :

1° Une région méditerranéenne, qui est par excellence la zone de la vigne ;

2° Une région du sud-ouest, où la chaleur est suffisante et, malgré le voisinage de l'océan, l'humidité assez tempérée ;

3° Une région du centre et de l'ouest, qui est déjà une exception de la végétation et comprend des plaines et des coteaux. Le climat y est assez doux, précisément à cause du voisinage de la mer. Il est encore empreint du caractère océanique, mais pas au point d'être humide à l'excès ;

4° Une région de l'est, d'un relief assez remarquable, comprenant la Bourgogne, la Champagne et la Lorraine. La Lorraine est l'extrême limite septentrionale de la culture de la vigne sur de vastes étendues.

Nous ne citerons que pour mémoire l'opinion souvent émise d'un changement de climat qui aurait eu pour résultat de faire reculer vers le sud la culture de la vigne. En effet, certains cantons de Lorraine, par exemple, comptaient jadis des vignobles rémunérateurs pour leurs propriétaires. Le fait est certain, mais l'explication généralement admise fort contestable. Il y a lieu, au contraire, de noter là une vérification remarquable des lois géographiques. A

mesure que les voies de communication se développent, les cultures exceptionnelles tendent à disparaître. Il est possible que, si les vignobles de l'Afrique du Nord poursuivent leur développement, il se produise une nouvelle rétrogradation vers le sud.

Des événements tels qu'une crise agricole peuvent précipiter ce mouvement naturel de localisation. La fameuse crise phylloxérique française en est la preuve. En 1875, il y avait en France 2.246.963 hectares de vigne, produisant 82.727.000 hectolitres. Survint le phylloxéra, qui avait été observé dès 1863 (1) mais dont les grands ravages ne se manifestèrent que dix ans après sa première apparition. En 1888, il n'y avait plus que 1.843.000 hectares, fournissant 23.224.000 hectolitres.

Les vignerons engagèrent une lutte vigoureuse contre le fléau, et contre l'oïdium, le mildew (mildiou), le blackrot, qui attaquaient aussi les vignes, desservies encore par les rigueurs de plusieurs années d'une température anormale et irrégulière. La moyenne de la production par hectare, comprise jadis entre 35 et 45 hectolitres, s'était plusieurs fois abaissée jusqu'à 12 et 11 seulement. Contre le mildiou et l'oïdium, le sulfatage, contre le phylloxéra, l'immersion, et surtout le remplacement des ceps affaiblis par des plants américains plus résistants, donnèrent les bons résultats que l'on connaît. Mais cette lutte et cette recons-

1. Dans le Gard, à Pujault, et en 1865 à Roquemaure (Vaucluse).

titution étaient coûteuses. Elles ne furent pas opérées avec la même vigueur dans les régions moins favorisées, soit que les frais à faire fussent jugés trop lourds, soit que d'autres cultures parussent pouvoir remplacer les vignes ruinées.

Cette localisation était bonne. Mais dans certains départements, tels que ceux du Midi, elle eut pour conséquence son propre excès, la monoculture. La « culture fascinatrice par excellence », comme M. Paul Leroy-Beaulieu appelle la vigne, manifesta une fois de plus son pouvoir de séduction. Tout lui fut sacrifié dans les plaines méditerranéennes, que les ceps couvrirent en rangées infinies. Il y a dans cette plantation exclusive une imprévoyance et une imprudence qu'il est à peine besoin de signaler. Toutes les cultures sont sujettes aux maladies et soumises aux conditions climatiques, mais de toutes les cultures la vigne y est la plus exposée et la plus sensible. Et vraiment c'est tenter le hasard que renforcer les dangers de la viticulture par les inconvénients de la monoculture.

B. — *Les conséquences en Algérie :*

Extension rapide du vignoble

a) *Le vignoble algérien avant 1875.* — Le développement du vignoble fut d'abord lent en Algérie. La production n'avait pour objet que d'alimenter la consommation locale limitée aux seuls Européens, l'in-

digène musulman ne buvant pas de vin. En 1864 l'Algérie produisait 65.000 hectolitres. Elle importait 300.000 hectolitres, dont les quatre cinquièmes de France.

Il est à remarquer que les débuts de la viticulture algérienne furent favorisés par une sorte de protection douanière contre les vins de la métropole. Dès les premiers jours de la conquête avait été établi, par arrêté du maréchal Clauzel du 17 octobre 1830, l'octroi de mer, qui frappait une série de produits, quelle que fût leur origine, même française. Ce droit offrait, malgré son nom, et surtout depuis la loi du 4 août 1844, une différence essentielle avec l'octroi français. Ce dernier n'a aucun caractère protecteur, les produits sujets au droit y restent soumis même quand ils sont obtenus à l'intérieur du périmètre de l'octroi. Au contraire l'octroi de mer algérien, perçu dans les ports tant au bénéfice de la colonie que des municipalités, grève les marchandises importées sans frapper les produits algériens similaires.

Vers 1864, les viticulteurs français se plaignirent de ce que le tarif de l'octroi de mer prévit un droit de 5 francs pour les vins en fûts, de 15 francs pour les vins en bouteilles, de 40 francs sur les eaux-de-vie et esprits (qui alors provenaient exclusivement du vin). Ils faisaient valoir que cette protection accordée aux producteurs algériens était de nature à fermer aux vins français un débouché assez important. En

Algérie, les comices agricoles, les publicistes s'émurent et réclamèrent le maintien du *statu quo*. Un viticulteur algérien écrivait à l'*Économiste français* : « Il n'y a pas lieu de sacrifier le plus faible au plus fort, de compromettre en Algérie une culture dont on ne connaît pas encore l'avenir, qui peut enrichir les colons et surtout ouvrir de précieuses ressources au budget public. » Lors de la discussion de la loi du 17 juillet 1867, qui établissait les rapports douaniers de la France et de l'Algérie sur la base d'une franchise réciproque, M. Pagézy, député de l'Hérault, à la séance du 28 juin 1887, attira l'attention du Corps législatif sur cette question : « Les agriculteurs algériens, disait-il, n'ont pas besoin de la protection du droit de mer pour soutenir une industrie naissante. L'Algérie est un pays très favorable à la culture de la vigne. Nous ne sommes pas de ceux qui voudraient tuer toutes les industries rivales. Seulement nous demandons et nous avons le droit d'exiger l'égalité. » M. Pagézy demandait en conséquence la suppression de l'octroi de mer et son remplacement par une taxe d'entrée et de sortie frappant toutes les marchandises. La proposition fut écartée. La production algérienne de 65.000 hectolitres parut quantité négligeable.

Ajoutons que l'octroi de mer ne frappe plus aujourd'hui les vins. Il était devenu improductif quand l'Algérie d'importatrice était devenue exportatrice.

b) *Les conséquences de la crise phylloxérique fran-*

çaise. — « Conformément, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, à la grande loi qui veut que des colonies naissantes ou adolescentes tirent en général un bénéfice des fléaux économiques comme des perturbations politiques qui frappent la métropole, le phylloxéra, qui a dévasté nos départements du Midi, a précipité vers l'Algérie un très grand nombre de vigneronniers méridionaux. »

Le gouvernement constatait chaque jour la diminution du vignoble. La reconstitution ne donnait pas toujours de bons résultats et n'arrivait pas à combler les vides produits par le phylloxéra. Le mildiou, contre lequel on n'avait pas encore de remède, apparaissait. Les récoltes déficitaires forçaient chaque année le commerce à faire venir d'Espagne et d'Italie, avec des droits d'entrée très réduits, la moitié des vins nécessaires à la consommation. C'est alors qu'au ministère de l'Agriculture on songea à l'Algérie. Sans aller jusqu'aux encouragements directs, comme il l'avait fait pour le tabac et le coton, le gouvernement organisa une campagne en faveur de la vigne. Il envoya des professeurs d'agriculture, M. Dejeron, M. Viala, prêcher en Algérie la bonne parole. Encouragés par ces conseils, alléchés par les prix élevés de l'époque, soutenus par la Banque d'Algérie et le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie (1), les planteurs de vignes

1. Le Gouvernement engagea la Banque d'Algérie à se montrer très large dans l'attribution de crédits aux agriculteurs, afin que fût rapi-

affluèrent dans la colonie. Ils attendaient des bénéfices fantastiques. Dans la première édition (1887) de *l'Algérie et la Tunisie*, de M. Paul Leroy-Beaulieu, on lit : « La grande séduction... reste la vigne. Cette plante, comme le jus qu'on en tire, a le don d'échauffer les cerveaux... Parlez à un planteur de vignes d'un revenu de 10, 12, ou 15 % du capital qu'il engage, il lèvera les épaules et ne se tiendra pas pour satisfait du double... En passant en Afrique, les Gascons ou les Provençaux se sont encore exaltés ; ils voient double ou triple. » L'Algérie délaissa les autres cultures.

Grâce au régime douanier dont elle jouissait, elle avait un avantage marqué sur l'étranger : ses produits nous arrivaient en franchise. Il n'en avait pas toujours été ainsi. Jusqu'à la loi du 9 juin 1845, les produits algériens étaient soumis en France au tarif général. Cette loi accorda le demi-tarif à quelques produits, spécialement ceux que la métropole tirait de l'étranger. Ainsi il n'était pas question des bestiaux, encore moins des vins. La loi du 11 janvier 1851 admit la franchise réciproque, sauf quelques exceptions insignifiantes. Enfin la loi du 17 juillet 1867 établit un système de franchise, absolu en ce qui

dement créé un vaste vignoble. Les prêts accordés dans de semblables conditions étaient évidemment antistatutaires, puisqu'ils ne pouvaient être consentis qu'à long terme et à des échéances qui tacitement seraient renouvelables pendant plusieurs années.

concerné les importations algériennes en France, contenant une réserve à l'égard des sucres en ce qui concerne les importations françaises en Algérie (art. 2).

Sous ce régime, les vins algériens importés en France avaient déjà un avantage appréciable sur les vins espagnols soumis à un droit de 2 francs. Cet avantage s'accusa lorsque le tarif de 1892 releva les droits à un minimum de 12 francs sur les vins étrangers.

Aussi les plantations de l'Algérie se multiplient-elles. En 1878, elle produit 1.000.000 d'hectolitres, sur lesquels 320.000 sont expédiés en France. En 1898, elle atteint une production de 5.000.000 et nous en livre 3.300.000. Ce mouvement fut ralenti par la crise de 1900-1901. L'encombrement du marché en France provoqua en Algérie une grave perturbation, dont témoignent ces chiffres.

	Production	Importation en France
	—	—
1900 . . .	5.444.000	2.338.000
1901 . . .	5.563.000	2.638.000

En 1902, les prix se relèvent en France. L'Algérie, dont la production était tombée à 3.666.000 hectolitres, puise dans le stock des années précédentes et nous envoie 3.897.000 hectolitres. En 1903, la marche ascensionnelle de la production et de l'importation en France ne s'arrête plus, malgré la mévente qui reparait en 1904 et persiste jusqu'à la fin de 1909, malgré le

phylloxéra, qui détruit le vignoble de Constantine où la reconstitution commence immédiatement.

	Production	Importation en France
	—	—
1904 . . .	7.900.000	5.200.000
1909 . . .	8.200.000	6.140.000

Avec le retour des prix élevés en 1910 et 1911 le mouvement ne fait que s'accroître.

1910 . . .	8.400.000	7.040.000
1911 . . .	8.800.000	7.300.000

Donc, malgré une crise très grave, malgré les attaques du phylloxéra, la production algérienne s'est accrue en dix ans de 70 % et 80 % de cette production est envoyée en France. Les débouchés étrangers sont minimes : 113.000 hectolitres en 1909, 97.000 en 1910.

c) *Le vignoble algérien actuel.* — Il s'étend sur une zone de plus de 1.200 kilomètres de long sur 100 kilomètres de profondeur environ. Les conditions du climat et du sol diffèrent beaucoup, aussi les qualités de vin sont-elles très variables.

Dans le département d'Alger, on peut classer les vins en trois groupes : Plaine, coteaux, montagne.

Plaine : Vignobles de la Mitidja, Oued el Alleng, Marengo, Meurad, Beni-Mered, Reghaïa, Rouïba, etc... ; degré 10 à 11 ; extrait sec 20 à 28 grammes.

Coteaux : Vignobles du Sahel, centres importants à Kouba, Crescia, Cheragas, Douéra, Castiglione, Cherchell ; degré 10,5 à 12 ; extrait sec 20 à 25 grammes.

Montagne : Centres viticoles, Milianah, Médéah, Berronaghia ; degré 12 à 13 ; extrait sec 27 grammes.

Dans le département d'Oran, deux groupes : littoral et intérieur. Le littoral produit des vins recherchés du commerce, mais les vins de l'intérieur (Mascara, Tlemcen, Sidi-bel-Abbès) sont plus fins, plus fruités, plus robustes. Le phylloxéra fait de grands ravages dans le vignoble oranais. La reconstitution se poursuit avec les plants américains.

Dans le département de Constantine, le vignoble est reconstitué en grande partie, surtout dans la région de Philippeville. Deux groupes le constituent : le littoral, avec Bougie, Djijelli, Philippeville Bône, et l'intérieur avec Guelma, Constantine. Bône possède des vignobles à grand rendement dépassant 200 hectolitres à l'hectare, avec une teneur alcoolique de 9° à 10°.

La progression dans un avenir prochain semble probable, maintenant surtout que les perspectives sont plus favorables pour le viticulteur algérien. Les années 1910 et 1911, inégales pour le viticulteur français, ont été en Algérie des années de bonnes récoltes, et sous l'influence des prix élevés atteints sur le marché de la métropole, le mouvement de plantation a repris avec une ardeur nouvelle.

Le graphique suivant indique les surfaces plantées en vignes pour chaque année depuis 1867.

VIGNES SURFACES PLANTÉES



Les terrains disponibles ne manquent pas. Le vignoble actuel couvre une surface de moins de 150.000 hectares. Cette surface pourrait facilement être doublée, triplée, puisque les céréales occupent en Algérie 3.000.000 d'hectares propres à la culture de la vigne (1).

Le phylloxéra semble vaincu, les premières reconstitutions sont déjà assez anciennes pour qu'on puisse juger du résultat. « Nous sommes définitivement sor-

1. Relevons par exemple dans la *Dépêche Algérienne* du 4 décembre 1911, l'annonce de l'adjudication d'un domaine à El Esnam, près de Bouira, contenant 155 hectares, entourant la gare, terres de première qualité. L'annonce ajoute : La situation de cette propriété se prête particulièrement à la création d'un vignoble irrigable.

tis de la période des tâtonnements, écrit M. Farges dans son *Livre du Colon algérien*. L'ère des expériences est close et l'on peut aujourd'hui constituer un vignoble avec la même certitude et dans des conditions aussi favorables qu'on avait pu le faire avant l'invasion phylloxérique... On n'opère plus qu'à coup sûr. » D'ailleurs le compte rendu du voyage d'études du Comice agricole de Boufarik dans les vignobles reconstitués du département de Constantine signale : à Gastu, un vignoble de 35 hectares appartenant à M. B..., où le carignan sur riparia produit 250 hectolitres à l'hectare et un carré d'aramon de 10 hectares sur le même porte-greffe, donnant une moyenne de 300 hectolitres à l'hectare; à Damrémont, chez M. de R..., des alicantes bouschets de 4 ans produisant 120 hectolitres à l'hectare, des carignans de 8 ans donnant de 100 à 150, les vignes plus anciennes donnant un rendement supérieur, qui atteint 10.000 hectolitres sur 40 hectares, etc... Nous trouvons ces renseignements dans les *Informations algériennes* des 27 août et 3 septembre 1911.

Dans le courant de l'hiver dernier, le mouvement de plantation a été très vif. En trois ou quatre mois le Gouverneur général de l'Algérie a autorisé l'introduction, pour quelques communes des environs d'Alger seulement, de 19.581.310 plants racinés, ou racinés greffés et 40.049.200 boutures, soit un total de 59.630.510 plants.

Ces 59.630.510 plants représentent environ 15.000 ha. de superficie. Un certain nombre, difficile à évaluer, d'entre eux, sont destinés à remplacer les manquants. Mais, quand on remarque que tels propriétaires ont obtenu l'autorisation d'introduire à eux seuls, l'un 200.000 boutures, l'autre 2 millions, un troisième 7 millions, il est permis de penser que des plantations nouvelles sont pratiquées activement.

C'est donc vainement que l'on a cru, lorsque le phylloxéra parut et s'étendit en Algérie, que ses ravages réduiraient une production surabondante, que la reconstitution des vignes ne se poursuivrait que dans une plus juste proportion, eu égard aux besoins de la consommation locale, et que les viticulteurs algériens, avec les bénéfices réalisés dans la vigne, se tourneraient vers les cultures qui ne concurrencent pas le marché métropolitain, mais l'alimentent en denrées qui lui manquent en totalité ou en partie, telles que le blé dur, les orges de brasserie, l'avoine, les primeurs maraîchères, les fruits (oranges, carroubes, amandes), les produits de basse-cour (œufs et volailles), les huiles d'olive, etc., tous produits que la métropole importe dans une certaine proportion. M. Lecq dit à ce sujet : « Une agriculture qui seulement ferait vivre largement celui qui s'y livrerait, mais sans lui donner l'espoir, même illusoire, de la fortune, ne saurait tenter le colon algérien, et malgré les leçons de prudence que laisse l'histoire

de la viticulture nord-africaine, on ne retiendra de celle-ci que les heureux événements, oublieux des ruines et des crises douloureuses dont elle est semée et dont le retour est fatal. »

CHAPITRE II

LES FAITS

Le mot *rente* étant pris dans le sens différentiel, le sens ricardien, il y a, d'après Ricardo lui-même, trois chefs de *rente*. Soient des terrains de qualité n° 1 et n° 2. Supposons que les terrains n° 1, ou soient plus fertiles, ou donnent un plus fort rendement aux capitaux incorporés, ou se trouvent mieux situés que les terrains n° 2. Les terrains n° 1, si leur production ne suffit pas aux besoins de la consommation, donneront une *rente*. Si leur production suffisait à la demande, les terrains n° 2 ne seraient pas ou ne seraient plus cultivés.

Inégale fertilité, inégal rendement des capitaux, inégal éloignement du marché de consommation, les trois chefs de la *rente* ricardienne s'appliquent, nous allons le démontrer, au vignoble algérien, terrain n° 1, et au vignoble français, terrain n° 2. Il est bien évident que, s'ils existaient spontanément, le problème serait tout

résolu. Il n'y aurait qu'à constater et accepter une supériorité naturelle, et qu'à arracher les vignes de France.

Mais des lois et des conventions qui ne sont point incoercibles ont dans cet état de choses leur part, que nous nous proposons de mettre en évidence.

Cette part est nulle, bien entendu, pour ce qui est de premier chef.

Elle existe dans le second. Ce n'est pas que des capitaux nouveaux donnent un rendement plus que proportionnel. Mais grâce à une inégalité dans les modes d'acquisition de la propriété, dans les régimes fiscaux, dans les frais d'exploitation, le viticulteur algérien obtient un rendement au moins égal avec des capitaux moindres.

Et le troisième chef de rente est tout artificiel. Ce sont les faveurs des Compagnies de Navigation et de Chemins de fer qui, en réduisant pour eux les prix de transport, ont rapproché les vins algériens des marchés de consommation. Elles ont ainsi retourné la situation naturelle.

Ces points examinés, et après avoir brièvement exposé la question de la fraude des vins algériens, nous dirons de quelle prime, à la suite de ces divers avantages, ces vins nous paraissent jouir.

§ 1. — LA FERTILITÉ NATURELLE

Le climat de l'Algérie est éminemment propre à la culture de la vigne. Dans son traité de la *Viticulture en Algérie et en Tunisie*, paru en 1911, M. Farges, professeur de viticulture à l'École de Philippeville, conclut par ces mots : « L'Algérie est le paradis de la viticulture. »

De toutes les cultures possibles dans le nord de l'Afrique, celle de la vigne est peut-être en effet la mieux appropriée aux conditions agricoles et culturelles. Nulle autre plante n'est susceptible de donner sur de plus grandes étendues territoriales une récolte plus régulièrement abondante, et nulle autre production n'est plus favorisée par les conditions climatiques, et, nous le verrons, économiques et fiscales.

La vigne peut résister victorieusement à la sécheresse, le principal fléau de l'Afrique du Nord. Il suffit qu'il pleuve en hiver (et la tranche d'eau est toujours suffisante dans les régions viticoles), pour que pendant tout l'été elle prospère, suffisamment alimentée par les réserves d'eau du sol, surtout si celles-ci sont aménagées par un travail judicieux de la surface du sol.

Les accidents météorologiques ne sont guère à redouter, et, en tous cas, sont toujours localisés. Les gelées du printemps n'ont jamais le caractère

général et la puissance de destruction que l'on observe trop souvent dans la métropole.

Dans son *Livre du Colon algérien*, édition de 1911, ouvrage subventionné par le Gouvernement général de l'Algérie, M. Farges, professeur de viticulture à l'Ecole d'agriculture et de viticulture de Philippeville, écrit à ce sujet : « En Algérie la culture de la vigne n'est possible économiquement que dans les régions où il tombe plus de 500 millimètres de pluie et dans la zone maritime où les gelées ne sont pas à craindre. Au delà de 60 kilomètres du littoral, elle devient exposée aux gelées de printemps, et elle ne doit alors être cultivée qu'à des altitudes assez élevées, qui retardent le débourrement et la soustraient aux gelées printanières... » Dans la zone privilégiée du littoral *les gelées ne sont donc pas à craindre*, situation qui n'existe dans aucun vignoble français.

Le siroco n'est néfaste que dans les terres peu profondes et insuffisamment ameublies de coteaux, et souvent même il devient un auxiliaire précieux dans la lutte anticryptogamique, en dispensant des traitements ou en permettant d'en réduire le nombre. Grâce à l'absence de pluie en été, le parasitisme végétal ou animal n'a jamais, même sur le littoral, une intensité comparable, même de loin, à celle observée en France, particulièrement en 1910. Et il est toujours aisé pour un vigneron avisé et vigilant de le combattre victorieusement sans dépenses élevées.

Maintes régions viticoles un peu éloignées de la mer ignorent le sulfatage et pratiquent à peine les soufrages. Pendant longtemps les ravages de l'altise ont été le mal le plus redoutable. Mais, actuellement, avec les insecticides dont on dispose, il n'est dommageable que dans la mesure de l'impéritie ou de la négligence du vigneron. Quant à la fabrication du vin, grâce aux progrès réalisés en œnologie, elle n'est guère plus difficile pour les vignerons expérimentés que sur l'autre rive française de la Méditerranée.

La moyenne de la production à l'hectare égale et dépasse celle des quatre départements gros producteurs du Midi, qui ont le rendement le plus élevé, mais aussi la culture la plus soignée et la plus coûteuse parmi tous les départements produisant les vins ordinaires. Pour les cinq dernières années, cette production oscille autour d'une moyenne de 60 hectolitres à l'hectare, un peu plus pour l'Algérie, un peu moins pour l'ensemble des quatre départements méridionaux. Cependant en Algérie les souches sont plantées à une distance de 2 m. 50 sur 1 m. 50, tandis qu'en France la distance est de 1 m. 50 dans les deux sens.

Un producteur algérien de 15.000 hectolitres a déclaré que cette année sa moyenne à l'hectare dépassait 85 hectolitres.

Au point de vue de la qualité des vins, nous lisons dans une notice publiée en 1906 par le Syndicat pro-

fessionnel agricole et viticole de l'arrondissement de Mascara : « Les variétés de cépages et la nature différente du sol et du climat, suivant les régions, permettent d'obtenir en Algérie les qualités de vins les plus diverses... Les vins de Mascara sont en majeure partie achetés pour le compte de maisons de Bordeaux ou de Bourgogne. Grâce au commerce bordelais et au commerce bourguignon, le prix de ces vins, quoique bien bas pendant les crises de mévente, ne s'est jamais avili comme dans la majorité des régions viticoles... On trouve dans la région de Mascara les installations les plus diverses, depuis le simple cellier jusqu'aux chais pourvus de l'outillage moderne. »

Au point de vue géologique, M. Farges écrit dans le *Livre du Colon algérien* déjà cité, qu'en Algérie, pour la culture de la vigne, « tous les terrains sont favorables, sauf les argiles calcaires du crétacé et du miocène. Mais les véritables terres à vigne sont les terres de plaine, formées d'alluvions anciennes ou récentes. Elles sont généralement riches en éléments fertilisants, profondes, meubles et fraîches, et les rendements avec des cépages producteurs peuvent facilement y atteindre de 100 à 200 hectolitres à l'hectare... Toutes les « situations » et toutes les « expositions » permettent la culture de la vigne dans le Nord de l'Afrique. »

Enfin, dans ce temps de reconstitution, il n'est pas sans intérêt de marquer, d'après M. Farges, que

grâce à l'emploi de plants greffés-soudés et aux procédés actuels de stratification, on obtient « dès la deuxième année de plantation, une bonne demi-récolte, qui paie les frais d'exploitation » et d'après M. Bertrand qu'« en choisissant de bons terrains, sans qu'ils soient cependant de qualité exceptionnelle, on arrive certainement à une production de 50 hectolitres à l'hectare à la troisième feuille, de 80 hectolitres à la quatrième, et à partir de la cinquième, c'est-à-dire après quatre ans et demi de plantation, la production moyenne peut être estimée à 120 hectolitres à l'hectare. En vendant le vin à 12 francs l'hectolitre on amortit en dix ans toutes les dépenses de création du vignoble, y compris le prix d'achat du terrain. » (*La Viticulture et la Vinification en Algérie*, 1900, J. Bertrand, président de la Société des Agriculteurs d'Algérie.)

§ 2. — LES CHARGES COMPARÉES DES VITICULTURES FRANÇAISE ET ALGÉRIENNE

A. — *L'acquisition de la propriété.*

a) Comment le colon algérien est-il devenu propriétaire ?

1° *Par des concessions gratuites.* — Dans ce cas, il n'a pas à tenir compte de l'amortissement d'un capital d'achat. Mais les concessions gratuites, qui étaient autrefois la règle, sont devenues excep-

tionnelles. La notice officielle du Gouvernement général de l'Algérie, *la Colonisation en Algérie*, édition de 1912, fait observer que le nombre des concessions gratuites n'est pas très élevé et que leur attribution nécessite une enquête assez longue.

2° *Par des achats peu onéreux.* — La même notice recommande le système de la vente « à bureau ouvert » en faisant valoir que « les terres mises dans ces conditions à la disposition des colons sont toujours vendues sur des mises à prix inférieures à leur valeur réelle. De plus l'administration accorde aux acquéreurs de grandes facilités de paiement (5 termes échelonnés sur une période de 10 années (1)), et même dans certains cas la remise d'une fraction importante du prix d'achat. »

Pour réaliser la vente, il suffit de se présenter dans le délai fixé chez le receveur des domaines, qui la consent immédiatement sur la mise à prix annoncée. L'acte est signé le jour même.

Chaque vente comprend une ou plusieurs propriétés, dont la surface varie suivant les localités contre 40 et 100, quelquefois 200 hectares. Le prix pour des terrains défrichés de bonne fertilité va de 80 à 100 francs l'hectare.

Voici, à titre d'exemple, un extrait de la notice

1. 2/8 au moment de la signature de l'acte de vente, 1/8 trois ans après, 1/8 un an plus tard, 1/8 l'année suivante, et 3/8 cinq ans après l'avant-dernier versement.

officielle du Gouvernement général concernant la vente de deux propriétés à Masséna, département d'Alger, faite par l'administration le 7 novembre 1911 :

« 2 propriétés à vendre :

« 1° 72 ha. 50, prix 7.200 francs.

« 2° 98 ha. 10, — 7.800 —

« Vallée dominée par des mamelons de 10 à 15 mètres.

« Altitude moyenne : 150 mètres.

« Territoire desservi par la route de Malakoff à Masséna.

« Service de voiture entre Masséna et Malakoff, prix 1 franc.

« Gare la plus proche : Malakoff, 14 kilomètres.

« Port le plus voisin : Ténès, 90 kilomètres.

« Nature du terrain : Terrain argilo-siliceux et argilo-schisteux, entièrement défriché.

« Cultures : céréales, oliviers, *vigne*.

« Élevage : bœufs, moutons, chevaux.

« Ressources en eau : Eau abondante au village (chaque propriété comprend un lot dans le village, destiné aux bâtiments d'exploitation).

« Main-d'œuvre : La population indigène fournit la main-d'œuvre moyennant un salaire journalier de 1 fr. 50. »

Nous pourrions multiplier les exemples de ce genre.

Même dans les régions les plus éloignées, celles

des hauts plateaux notamment, « la sécurité ne laisse rien à désirer », circonstance que l'administration ne manque pas de faire ressortir dans ses notices.

Tous les ans, le Gouvernement général met à la disposition des immigrants, et aussi des Algériens, d'importantes surfaces qu'il se procure par des achats aux indigènes. C'est ainsi que le budget algérien de 1911 prévoit pour « formation et extension des périmètres de colonisation » un crédit de 725.825 francs, non compris les frais de personnel et de levée de plans.

b) La rente du sol.

Etant donné une telle différence dans les modes d'acquisition de la propriété, la rente du sol doit elle-même, entre les deux vignobles, présenter une différence importante. Sur la valeur de l'hectare de vigne, l'enquête de 1907 ne donne pas pour l'Algérie de renseignements d'un caractère général. Actuellement, d'après les indications que nous avons recueillies, la valeur de l'hectare de vigne va en Algérie de 1.000 à 3.000 fr. l'hectare pour les vignes les plus productives.

Dans le Midi l'enquête de 1907 relevait, pour la période antérieure à la crise des prix moyens de 5.000 à 10.000 et même 12.000 francs l'hectare, en laissant de côté les vignes les plus favorisées comme rendement et comme situation. Ces prix qui, pendant la crise, avaient fléchi de 75 à 80 %, sont aujourd'hui rétablis

à 20 ou 25 % près. La rente du sol à 4 %, qui en Algérie serait de 80 francs par hectare en moyenne, arriverait donc dans le Midi à une moyenne de près de 250 francs. Il y aurait une différence d'environ 150 francs par rapport à l'Algérie.

B. — *Le régime fiscal*

a) Le système actuel.

Mettons d'abord à part les impôts qui, n'atteignant pas les colons, sont dus seulement par les indigènes. Ces impôts sont au nombre de quatre : le *Hockor*, qui n'existe que dans la province de Constantine et frappe les terres *arch* ou de propriété collective ; l'*Achour*, qui pèse sur les céréales ; la *Zekkat*, sur les troupeaux ; et, en pays kabyle, la *Lezma*, qui se présente tantôt sous la forme d'une capitation graduée, tantôt sous celle d'une taxe sur les palmiers. « Du chef de ces impôts, la propriété arabe, qui représente à peu près 480.000 hectares et dont la valeur est d'environ 120 millions, verse chaque année au budget public 4 millions de francs (1). » Mais seules nous intéressent les contributions et les excep-

1. Discours de M. de Redon au Conseil général d'Alger, séance du 22 octobre 1910. M. de Redon ajoute : Mais la grande propriété européenne, cette belle et bonne vigne, qui représente un capital de plus de 300 millions, est exempte de toute imposition. Trouvez-vous que ce soit équitable ? N'est-il donc pas temps que cette situation, privilégiée sans raison, prenne fin ?

tions qui s'appliquent aux Européens. Examinons-les.

1° *Dépenses publiques dont profite l'Algérie et auxquelles elle ne contribue pas.* — L'Algérie ne contribue pas aux charges générales du budget français. Ainsi elle ne supporte aucune part des arriérés de la dette publique qui figurent au budget de 1911 pour une somme de 1.278.112.967 francs. Cependant la conquête de l'Algérie a grevé notre dette consolidée et les pensions des militaires qui ont servi en Algérie grèvent notre dette viagère.

L'Algérie ne contribue pas aux dépenses des pouvoirs publics, s'élevant à 20.024.448 francs. Cependant elle est représentée au Parlement par 3 sénateurs et 6 députés.

L'Algérie ne contribue aux dépenses de l'administration centrale d'aucun ministère, sauf pour 40.000 fr. à la direction des Affaires algériennes du ministère de l'Intérieur. Cependant elle bénéficie des services de plusieurs de ces ministères, notamment des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, de la Guerre. Le budget de la Métropole paie même les allocations à la famille d'Abd-el-Kader s'élevant à 55.000 francs.

La Cour de Cassation qui coûte aux contribuables de la Métropole 1.198.100 francs et le Conseil d'État qui est inscrit au budget pour 1.293.600 francs ont à statuer sur les litiges algériens. L'Algérie ne contribue en rien à ces dépenses.

Elle ne contribue pas davantage aux dépenses des écoles des Ponts et Chaussées, des Mines, de Douai, d'Alais, de Saint-Étienne, se chiffrant par 646.740 fr. Cependant elle bénéficie des services des ingénieurs formés dans ces écoles.

2° *Subventions de la métropole à la colonie.* — L'Algérie, qui paie en 1911 un chiffre d'impôts de 53 millions, voit payer par la France une subvention d'environ 100 millions : 82.574.380 francs pour le Corps d'occupation, et 16.800.000 francs pour les chemins de fer algériens.

3° *Contributions de l'Algérie aux dépenses de l'État français.* — Ce sont : la taxe militaire, qui produit 150 francs ; le produit de la vente des tabacs des manufactures de France qui, à raison de la concurrence des tabacs algériens et de l'absence de monopole, sont vendus avec 40 % de rabais, soit 148.670 francs ; le produit de la vente des poudres à feu vendues à prix réduits, 878.800 francs ; le produit du travail des détenus qui fournissent une main-d'œuvre à bas prix aux exploitations agricoles, 175.815 francs. Ne parlons pas du produit des aliénations des objets mobiliers de la guerre et de la marine, contre-partie de biens appartenant à l'État français, ni des retenues opérées en vue des retraites et en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur le traitement des fonctionnaires civils ou détachés de la métropole, contre-partie de charges qui incombent au budget français.

4^e Recette spéciale à l'Algérie : l'octroi de mer. —

L'octroi de mer frappe à l'entrée certains produits et donne 9.618.276 francs. Purement fiscale, cette taxe n'a aucunement le caractère d'une taxe protectionniste. Aussi atteint-elle les produits français comme les autres. Les sucres de France par exemple ont acquitté de ce chef en 1910 des droits s'élevant à 4.761.716 francs. Cinq sixièmes du produit de l'octroi de mer sont attribués aux communes, et le dernier sixième au budget de l'Algérie.

5^e Contributions auxquelles échappe l'Algérie. —

La contribution foncière sur la propriété non bâtie produit en France 106.703.675 francs. Elle n'existe pas en Algérie sur les propriétés européennes. Signalons cependant la taxe phylloxérique, sur les vignobles, s'élevant à 485.062 francs, fixée chaque année en vertu des lois de 1883 et 1889. Elle est uniquement affectée à la lutte contre le phylloxéra qui coûte 617.000. La propriété indigène paie 8.397.641 francs, mais il est important de noter qu'elle ne comprend pas de vignes.

L'Algérie ne paie aucune des contributions dont voici l'énumération avec leurs produits respectifs en France.

Impôts directs. — Contribution person-

nelle et mobilière.	109.085.495 fr.
Portes et fenêtres.	69.917.333

<i>Enregistrement.</i> — Mainmorte	13.770.260
Mutations par décès.	355.271.200
<i>Impôts indirects.</i> — Voitures, chevaux, etc.	19.200.000
Impôt sur le prix des places et transports par chemin de fer,	77.700.700
Droits sur les autres transports . . .	4.583.700
Taxe sur le sel. . .	9.831.000
Taxe sur les bougies.	6.528.000
Taxe sur les vélocipè- des	7.729.000
Taxe sur les bières .	14.220.400
Taxe sur les vinaigres.	2.694.200
Taxe sur les billards.	1.070.000
Taxe sur les cercles.	1.250.000
Taxe sur les distribu- teurs automatiques.	1.200 000
Impôt sur les opéra- tions de bourse. .	12.513.000

Douanes. — Un tarif réduit est appliqué à certains produits, tels que le café, le poivre, etc., à leur entrée en Algérie.

On a vu que les droits de mutation n'existent pas en Algérie. Les autres droits d'enregistrement sont perçus avec un tarif réduit de moitié et sans décimes. Ces autres droits produisent en France 431.486.500 fr. et en Algérie 7.188.450.

Le monopole des allumettes qui produit en France 39.785.208 francs n'existe pas en Algérie.

Le monopole des tabacs qui produit en France 505.064.400 francs est remplacé en Algérie par une taxe qui produit 5.413.850 francs.

Les vins paient en France un droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre, en Algérie de 0 fr. 20 (Décret du 26 août 1907). Le droit produit en France pour les vins, cidres, poirés, 78.372.880 francs, en Algérie 199.615 francs.

6° *Avantage spécial à la métropole : le privilège des bouilleurs de cru.* — Les agriculteurs et les viticulteurs français jouissent du droit de distiller en franchise les fruits et les vins. Ce droit n'existe pas en Algérie. Il est équitable de noter cette différence. Mais il faut remarquer aussi qu'en établissant le privilège, la loi du 14 décembre 1875 a établi en même temps, en contre-partie, une taxe de 10 francs par hectare de terre complantée en vignes. Il se trouve donc que si tous les agriculteurs en France jouissent du privilège, les viticulteurs sont seuls à le payer.

Et ce sont eux peut-être qui s'en servent le moins. On compte par dizaines de milliers les vigneron qui n'en usent pas. Dans les pays de grande production principalement, la plupart des viticulteurs ne distillent même pas, ou distillent sous le contrôle de la régie pour bénéficier de l'acquit blanc. L'intérêt du privilège au point de vue viticole ne se manifeste

qu'en cas de grosse récolte, pour débarrasser plus facilement le marché de ses excédents. Il peut alors contribuer au raffermissement des cours. Dans ce cas, il sert tous les récoltants, sur quelque rive de la Méditerranée qu'ils aient leurs ceps.

Le vignoble français paraît d'ailleurs décidé à renoncer à son privilège, si l'Algérie insiste sur ce point et consent à prendre sa part des charges publiques.

Résumons-nous. L'Algérie paie un chiffre d'impôts de 53.943.710 francs, elle n'a d'autre monopole d'État que celui des postes, qui donne d'ailleurs un déficit pour son budget, et des poudres à feu, dont la vente faite à un tarif réduit produit comme on l'a vu 878.000 francs.

La France paie un chiffre d'impôt de 3.087.284.729 fr. Elle supporte les monopoles de tabac, des allumettes, des poudres à feu, des postes, qui rapportent à l'État un profit net et constituent par suite pour le contribuable une charge d'environ 480 millions, soit pour le contribuable français une charge totale de 3.567.000.000 de francs.

La France a une population de 39.200.000 habitants. La charge d'impôts par tête est donc de 90 francs environ.

L'Algérie, en ne tenant compte que des territoires administrés par l'autorité civile, possède une population de près de 5 millions d'habitants. Il semblerait

donc que la charge d'impôts par tête fût de 10 francs (en déduisant la part applicable aux territoires de commandement). Mais il faut tenir compte des charges différentes qui grèvent les indigènes et les Européens. Dans le rapport du budget présenté en 1908 par M. Cochery, on voit que les chiffres exacts sont, par tête d'habitant, de 91 fr. 50 en France, et, pour la population municipale européenne d'Algérie, de 45 fr. 30, soit d'un peu moins de la moitié.

Ne négligeons pas de noter que sur 100 francs d'impôts que paie le producteur français, plus de 85 prennent le chemin de Paris pour être dépensés dans l'intérêt général de la nation, et ne reviennent sous aucune forme dans le pays habité par le producteur.

De 100 francs d'impôts payés en Algérie (non pas par les producteurs, qui sont affranchis d'impôts, mais par les habitants des villes et les indigènes) l'intégralité est dépensée dans le pays même. Quand les producteurs, une fois réalisé le projet de réforme fiscale, seront à leur tour soumis à l'impôt, l'intégralité du produit de l'impôt leur reviendra d'une façon indirecte.

b) La réforme projetée

Principe de l'impôt sur la propriété non bâtie. —

On a vu qu'en Algérie la propriété non bâtie a été jusqu'à présent exempte de toute charge fiscale. Le principe d'un impôt y est maintenant admis, et c'est sur la forme de cet impôt que l'on discute.

Dans l'état actuel des choses, la viticulture est particulièrement privilégiée. Il n'y a pas à tenir compte des vignes indigènes, sans importance, mal tenues, et dont la récolte n'est pas en général vinifiée. Toute la production est représentée par le viticulteur européen qui, n'acquittant d'autre impôt que l'impôt foncier sur les bâtiments consacrés à son habitation, ne paie en général que des taxes insignifiantes.

A une séance du Conseil général d'Alger, le 22 octobre 1910, quelques chiffres ont été donnés.

A l'Arba, M. B., propriétaire de 114 hectares de vignes, paie 162 fr. 19 d'impôts; M. G., possédant 208 hectares de vignes, paie 190 fr. 21; M. B., avec 326 hectares, 178 fr. 11.

A Amour el Aïn, M. G., 298 hectares, 231 fr. 50. A Bourkika, M. F., 104 hectares, 135 fr. 52; M. G., 185 hectares, 110 fr. 55. A Boufarik, M. C. F., 106 hectares, 95 fr. 60, M. H., 255 hectares, 694 fr. 37, et M. Ch., 413 hectares, 370 fr. 06. A Coléa, M. D., 175 hectares, 158 fr. 42; à Marengo, M. G., 168 hectares, 114 fr. 88 et M. L., 225 hectares, 199 fr. 35. A Rouïba. M. J. H., 109 hectares, 797 fr. 68, M. D., 145 hectares, 20 fr. 91, et M. D., 602 hectares, 283 fr. 37. A Staouéli, M. H., 307 hectares, 301 fr. 19. A Sidi Moussa, M. M., 110 hectares, 50 fr. 56, et M. P., 434 hectares, 334 fr. 58.

Un propriétaire possédant à Alger, pour un immeuble de 1.000.000 francs, 50.000 francs de rente, paie

5.500 francs. Un propriétaire possédant un domaine de 1.000.000 francs paie 200 et 300 francs.

Ce sont de trop grandes différences pour que la question ne se soit pas posée depuis longtemps déjà. Dès 1883, un projet fut élaboré par une commission, instituée par M. le Gouverneur général Tirman, sous la présidence de M. Hamot, inspecteur général des finances, et qui comprenait deux conseillers généraux du département d'Alger et six fonctionnaires appartenant pour la plupart aux administrations financières. Dans ce projet, le produit de la contribution était, provisoirement, destiné à procurer des ressources aux budgets départementaux et communaux, le principal ne devant pas être perçu jusqu'à nouvel ordre. L'administration adopta ces dispositions en transformant l'impôt de répartition proposé en impôt de quotité.

Survient la loi du 23 décembre 1884 établissant en Algérie une constitution foncière sur les propriétés bâties. Dans l'exposé des motifs, il était dit : « Si l'exemption dont jouissent les propriétaires fonciers européens a pu avoir jusqu'à présent sa justification dans le désir de favoriser le développement de la colonisation, elle finirait certainement, si elle était trop longtemps prolongée, par devenir une inégalité fâcheuse dans la répartition des charges publiques. On espère pouvoir présenter à bref délai un projet d'établissement d'une taxe foncière sur les fonds de terres. »

Cette « inégalité fâcheuse » s'est accusée avec le temps.

Les partisans de la réforme estiment que, tout en réalisant une mesure de justice fiscale, cette imposition procurerait aux budgets de la colonie, des départements et des communes, des ressources appréciables, nécessaires pour leur permettre de faire face à des besoins toujours croissants.

Les adversaires du projet tiraient argument des variations considérables qui se produisent, d'une année à l'autre, dans le rendement des terres ; la contribution exigée des propriétaires de vignobles, par exemple, qui pourrait paraître légère quand la récolte serait abondante et le prix rémunérateur, deviendrait excessive et vexatoire dans les années de mévente ou de récolte déficitaire. Mais ces variations sont-elles spéciales à l'Algérie, et ne se produisent-elles pas sur des terres pourtant imposées ? Quels que soient les écarts que comportent d'une année à l'autre les bénéfices de l'exploitant, il s'établit une moyenne. En Algérie, dans chaque région, pour chaque culture de terre, il existe une taxe de location qui pourrait servir de base au nouvel impôt, avec évaluations périodiques et fréquentes pour assurer la concordance des chiffres avec la réalité.

Telles étaient les positions des partisans et des adversaires de la réforme. Elle a été votée en principe, par l'assemblée plénière des Délégations Algé-

riennes, dans la séance du 10 juin 1912, à l'unanimité moins trois voix.

La forme de l'impôt. — Deux modalités ont été envisagées : la taxe locative et la taxe à la sortie. On en a discuté à la Société des Agriculteurs d'Algérie, dans la séance du 14 mai 1912.

Le principe de la location, disent ses partisans, ne coûte rien ou presque rien. Il sera réalisé avec le concours des Commissions communales. Mais l'organisation de ces commissions risquerait d'introduire dans les communes, où les querelles politiques entretiennent des divisions très aiguës, de nouveaux ferments de division. Dans le département de Constantine, lors de la lutte contre le phylloxéra, il y eut entre les travailleurs des rixes telles qu'il fallut classer ces hommes en deux équipes portant respectivement le nom d'un des chefs des partis opposés. Il faut éviter de donner un nouvel aliment à ces dissensions.

La taxe à la sortie soulève deux objections que voici, avec les réponses. 1° Le produit de l'indigène a déjà payé. On répond : Si nous demandons cinq centimes par quintal de blé, quelle faible charge pour l'hectare de l'indigène, qui produit 4 quintaux, soit vingt centimes ! 2° Ce n'est pas la propriété qui paiera, c'est le consommateur. On répond : Pas le consommateur algérien, du moins, puisque la taxe est à la sortie. Puis le négociant qui exporte le vin en France ne le paiera-t-il pas au viticulteur en dédui-

sant le prix de la taxe ? Et le cours de la marchandise n'est-il pas fixé en France indépendamment de son prix en Algérie ? Donc la taxe retombera sur le producteur.

Quelle que soit la valeur de ces divers raisonnements, sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer, la Société des Agriculteurs d'Algérie, dans cette séance du 14 mai 1912, a émis à l'unanimité le vœu « que les Délégations financières adoptent le projet... établissant une taxe à la sortie pour tous les produits du sol ».

Les Délégations n'ont pas entendu ce vœu. Dans leur dernière session, elles ont voté un impôt foncier sur la propriété non bâtie, basé sur la valeur locative. Cet impôt sera de 3, 20 %. Il a été question de centimes additionnels départementaux et communaux qui porteraient un jour cet impôt à 7 %.

Notons que les Délégations ont également adopté le principe d'un impôt sur les successions, et d'un impôt sur les offices ministériels, dont le chiffre sera déterminé par une commission extradélégataire.

Le caractère de la réforme. — Les Délégations ont spécifié dans leur délibération que « l'impôt devra servir à gager l'emprunt destiné à doter l'Algérie de grands travaux publics ». Dans un discours prononcé le 20 juin 1912 au Conseil supérieur, le Gouverneur général disait : « Le produit en sera exclusivement consacré à l'outillage économique... Cet impôt four-

nira les éléments d'un grand emprunt, permettant de créer un outillage économique complet. »

Nous avons vu qu'en France, 85 % du produit des taxes servait à acquitter des dépenses dont l'outillage économique ne bénéficie en rien. D'après le budget de 1912, sur 3.136.996.425 francs d'impôts, il y aura pour 2.773.045.266 francs les affectations suivantes :

Dettes	1.286.084.000 fr.
Pouvoirs publics	19.972.948
Affaires étrangères	19.811.325
Guerre	920.498.638
Marine	423.278.924
Colonies	103.399.329
	2.773.045.266 fr.

Sur ces 2.773.045.266 francs, l'Algérie paie 40.000 pour le bureau des Affaires algériennes du ministre de l'Intérieur.

D'autres colonies sont moins favorisées. L'Indo-Chine, avec un budget de 80 millions, fournit au budget de la métropole un concours se chiffrant par 26.750.000 francs. L'Afrique occidentale, 800.000 fr., Madagascar, 400.000 francs.

Le régime fiscal accordé à l'Algérie est unique. La prospérité algérienne est incontestable et grande, et la France, qui a dépensé 6 milliards pour l'assurer, s'en réjouit. Mais la justice semble exiger que maintenant l'Algérie prenne quelque part aux dépenses

françaises, rétablissant ainsi quelque égalité économique entre ses producteurs et ceux de la métropole. Les dépenses d'intérêt national représentent en France 85 % de l'impôt. Sans demander à l'Algérie 85 % de ses revenus, soit 340 millions, soit le huitième des 2.773.045.266 francs dont il a été fait plus haut le compte, on peut douter que la question algérienne soit résolue par les réformes de modeste envergure conçues par la Délégation et le Gouvernement général.

C. — *Les frais d'exploitation*

I. — La main-d'œuvre

a) *La main-d'œuvre indigène*

1^o *Prix.* — En France, et spécialement dans les quatre départements du Midi grands producteurs de vin, Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, les salaires sont de 3 à 4 francs par jour, et de 5 francs pendant les vendanges. De plus, l'ouvrier agricole a droit quotidiennement à 2 litres de vin, à 4 même en temps de vendanges. La journée de travail est de six heures en hiver, sept en été.

En Algérie, le récoltant emploie des arabes, qu'il paie de 1 à 2 francs. Pour les vendanges il donne 1 fr. 50 plus un pain, quelquefois 2 francs. Pour la taille seulement, on a recours à des ouvriers espagnols spécialistes que l'on paie jusqu'à 3 francs. Mais pour tous les autres travaux de l'année, labours, sou-

frages, sulfatages, vendanges, on utilise la main-d'œuvre arabe.

Le salaire varie, bien entendu, selon la nature des travaux, la région, l'habileté du travailleur. Dans la Mitidja, il est de 1 fr. 75 pour le piochage de la terre et les travaux pénibles, tels que les sulfatages ; pour les vendanges il s'abaisse à 1 fr. 25 et même 0 fr. 75. Les laboureurs se paient 1 fr. 50 à 1 fr. 75, au maximum 2 fr. 25. Dans le département d'Oran, dans la région de Sidi-bel-Abbès, les laboureurs du vignoble reçoivent 2 francs à 2 fr. 25, les vendangeurs 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Les Européens sont mieux payés, 2 fr. 50 à 3 francs, 3 fr. 25 même quand ils taillent la vigne. Les garçons de ferme remplissant le rôle de chefs de chai reçoivent 90 à 120 francs par mois et sont logés.

La journée de l'ouvrier est de neuf heures de travail effectif en hiver et de treize heures en été. On travaille du lever au coucher du soleil.

2° *Qualité*. — On ne saurait prétendre que la main-d'œuvre algérienne égale celle de la métropole. Il y a ici, entre elles, une différence nouvelle, en sens inverse de la précédente, mais inférieure à celle-ci. La main-d'œuvre arabe, moins habile, est moins soigneuse aussi que la main-d'œuvre française. En France un instrument de viticulture et de vinification durera plusieurs années. En Algérie, il risque d'être hors d'usage après deux ou trois ans.

Mais il ne faut pas exagérer ce désavantage, ni croire que les outils agricoles sont fréquemment détériorés par l'indigène désireux de se donner un certain temps de répit dans son travail. L'arabe n'est sans doute pas un ouvrier de premier ordre, mais il est sobre, assidu au travail, fait une longue journée, et quand l'escouade est surveillée, comme d'habitude, par un contremaître français ou maltais, le rendement n'est guère inférieur à celui d'un ouvrier du Midi. Enfin les grèves ne sont guère à craindre. Toute velléité de résistance serait vite réduite grâce au régime spécial institué par le code « l'Indigénat ».

b) *La main-d'œuvre militaire et pénitentiaire.* — Depuis des années, la main-d'œuvre militaire, qui était autrefois donnée, spécialement pour les moissons et les vendanges, n'est plus accordée. Mais ce refus ne porte que sur les troupes régulières. La main-d'œuvre militaire pénitentiaire reste acquise aux colons, moyennant de faibles redevances que, dans la seconde partie de ce chapitre, nous avons vues se monter pour une année à la somme totale de 175.815 francs. Le colon, en faisant sa demande à l'autorité militaire, doit justifier qu'il peut fournir logement et nourriture, et obtient à certaines conditions une escouade ou un peloton d'hommes qu'il occupe à tous les travaux du domaine. Cette main-d'œuvre présente environ 4.000 individus.

c) *La main-d'œuvre étrangère.* — En dehors des

indigènes et des détenus militaires, la majeure partie des ouvriers agricoles est constituée en Algérie par les Italiens et les Espagnols, moins exigeants que les Français pour leur rémunération. Il y a aussi, c'est vrai, des Espagnols qui viennent faire les vendanges dans le Midi et des Piémontais et des Siciliens qui travaillent dans les plaines de Provence et du Sud-Est. Mais cette main-d'œuvre étrangère est en France insignifiante. Ce sont nos compatriotes du Plateau Central, des Cévennes, des Alpes, qui au mois de septembre accourent en foule pour les vendanges dans les plaines du Midi. La proportion d'étrangers qui existe dans les quatre départements gros producteurs du Midi, malgré la proximité de la frontière, ne dépasse guère celle qu'on trouve dans l'ensemble de la France, soit 3,1/2 %. En Algérie au contraire on ne compte que 7 % de Français.

d) Les charges militaires des ouvriers agricoles. — En France, le service de deux ans obligatoire pour tous diminue la main-d'œuvre et augmente les frais de culture. Ce désavantage n'est subi en Algérie que dans la proportion de 7 %. Il n'existe en rien pour la population indigène qui fournit presque exclusivement la main-d'œuvre agricole. Le journal le *Tell*, à propos de la conscription organisée par le décret du 3 février 1912 sur le recrutement des indigènes algériens non naturalisés, rapporte dans son numéro du 20 avril 1912, les dispositions suivantes, prises par

le préfet d'Alger : « Pour le département d'Alger, sur un chiffre total de 21.601 indigènes figurant au tableau du recrutement établi en exécution du décret, il ne doit être prélevé qu'un contingent de 827 hommes dans les communes désignées pour l'application de la conscription et dans lesquelles communes le nombre des inscrits est de 10.512. Le prélèvement de 827 hommes représente donc 7,85 % du contingent des 19 communes de plein exercice ou mixtes désignées à l'arrêté préfectoral et 3,85 % du contingent de tout le département... Il faut d'autre part considérer que chaque indigène appelé sous les drapeaux pour une période active de trois années aura droit au moment de son incorporation à une prime de 250 francs dont 150 payables de suite et 100 après deux années de service. Le décret du 3 février 1912 prévoit en outre le remplacement, comme cela existe en Tunisie actuellement. C'est encore là une atténuation de la charge imposée à nos sujets. Enfin, et comme mesure dans le même ordre d'idées, le décret indique que le contingent des appelés assignés à chaque commune sera diminué du nombre des volontaires qui se produiront lors de l'itinéraire des commissions de tirage au sort. »

On voit avec quelle bénignité la conscription est appliquée à l'Algérie.

Dans une lettre qu'il a bien voulu nous adresser à ce sujet, M. Gustave Coste, de Nîmes, qui joue

un rôle prépondérant dans le mouvement viticole méridional, écrit : « Comment rétablir l'égalité des charges économiques, alors que le travailleur indigène n'est et *ne peut pas être* soumis à l'obligation du service militaire, qui grève si lourdement notre main-d'œuvre ? » Et il nous rappelle « l'échec de la tentative timide de service obligatoire faite récemment en Algérie, échec tant du côté indigène où la conscription provoque l'émeute et l'émigration, que du côté des colons français, qui voient avec une véritable terreur armer la population arabe ».

II. — La lutte contre les maladies de la vigne

Dans un article de la *Revue de Viticulture*, paru le 22 février 1912, M. Bertrand, président des Délégations financières, président de la Société des Agriculteurs d'Alger, écrit : « ... Lorsqu'il s'agit de lutter contre des fléaux qui compromettent et peuvent anéantir nos récoltes, nous sommes obligés de nous imposer des sacrifices plus importants qu'en France, si nous voulons nous en préserver. Huit sulfatages avant les premiers jours de juillet ne nous assurent pas toujours l'immunité contre le péronospora, tandis que ce résultat est atteint en France avec moitié moins de traitements. La lutte contre les altises nous a coûté certaines années jusqu'à 100 francs par hectare. Il nous faut souffrir trois fois contre l'oïdium, chauler contre

l'anthracnose, badigeonner en hiver à l'acide sulfurique les ceps pour détruire les cochenilles que nous donne la fumagine, et déjà la pyrale, l'eudémis, la cochylis nous envahissent rapidement et menacent nos récoltes futures. »

L'oïdum, l'anthracnose, les cochenilles, la pyrale, l'eudémis, la cochylis n'épargnent pas la France, plus atteinte par eux jusqu'à présent que l'Algérie (1). Les sulfatages sont, suivant les années, de 5 à 10 fois répétés. Il y a eu dans des années humides jusqu'à 18 sulfatages. La moyenne de 8 n'est pas au-dessus de la vérité. Quant aux 100 francs par hectare et par an qu'a coûté la lutte contre les altises, il nous paraît que ce chiffre est peu exact. On lutte contre les altises au moyen de l'arséniate de soude, qu'on joint au premier sulfatage ou, s'il y a lieu, aux deux premiers. La dépense est d'environ 2 francs par hectare et par an.

Par contre, la vinification, pour obtenir des vins marchands, est plus coûteuse en Algérie qu'en France. Les fermentations doivent être conduites avec beaucoup de soins. La réfrigération est parfois indispensable. Pendant la fermentation, il faut souvent avoir recours à l'acide tartrique, et toujours il est utile d'employer l'acide sulfureux.

1. Récemment a été remarqué dans le département de l'Aude, le passage du *nysius senecconis*, qui attaque les jeunes vignes, particulièrement les plants américains, dont il détermine la dessication des feuilles et des pousses. On le combat par l'acide sulfurique.

III. — Les chiffres des frais

Dans l'article cité, M. Bertrand dit: « Il n'est pas douteux que sur certains points de l'Algérie, les frais de culture ne dépassent pas sensiblement 350 francs. C'est surtout sur les terrains à rendements médiocres qu'on arrive à se tenir dans cette limite, là où les terres sont légères... Mais dans les terres à grand rendement... la dépense atteint toujours 500 francs par hectare, dépasse souvent 600 francs,... et augmente d'année en année. »

M. de Redon a fixé, dans la séance du Conseil général d'Alger du 22 octobre 1910, une moyenne qui n'a pas été contestée : « Je suis, dit-il, très exactement renseigné... certains propriétaires de mes amis ont bien voulu me montrer, non seulement leur domaine et leur cave, mais leur comptabilité... Les frais de culture de la vigne sont en moyenne de 400 francs par hectare. » Acceptons ce chiffre de 400 francs, sensiblement égal à celui de 390 francs donné en 1911 par le *Bulletin de la Société des Agriculteurs d'Algérie* pour l'ensemble de la production.

Dans les 4 départements du Midi, l'enquête de 1907 donne pour la période antérieure à la crise des chiffres allant de 700 à 1.000 francs (Annexes au rapport Cazeaux-Cazalet) et depuis cette époque une hausse sensible sur les salaires et la plupart des en-

grais a relevé ces frais d'exploitation dans la proportion d'environ 10 %.

Pour la main-d'œuvre seule, dans l'Hérault, le montant des salaires pour un hectare de vigne dépasse 400 et atteint quelquefois 500 francs à l'heure actuelle, alors que dans le Nord la masse des salaires dépensés par hectare représente avec la betterave à sucre de 170 à 180 francs, et avec les céréales de 100 à 120 francs (Convert. Rapport sur la Prime d'honneur, *Revue de Viticulture*, 14 décembre 1911).

On peut donc admettre qu'entre les 4 départements, gros producteurs du Midi, régulateurs naturels du marché, et l'Algérie, l'écart des frais respectifs d'exploitation est, en moyenne, de 500 francs par hectare.

§ 3. — LE TRANSPORT SUR LES MARCHÉS DE CONSOMMATION

Il semblerait que la condition privilégiée faite au vignoble algérien par une fertilité plus grande et des charges moins lourdes dût être, dans une certaine mesure, compensée naturellement par un plus grand éloignement de marché. Mais grâce au prix peu élevé des transports maritimes, les vins d'Algérie arrivent dans nos pays de consommation à frais inférieurs ou au plus égaux aux frais qui s'appliquent sur cet article aux vins du Midi français.

Prenons par exemple l'année 1910. La production

algérienne a été de 8.400.000 hectolitres dont 7.000.000 environ ont été expédiés en France sur les ports suivants.

Rouen	3.448.349
Marseille	728.356
Cette	874.968
Bordeaux	660.936
Nantes	339.391
Le Havre	101.705
Nice	138.295
Brest.	122.326
Dunkerque.	111.355
Saint-Nazaire	92.947
La Rochelle	116.574
Bayonne.	45.285
Caen.	25.950
Toulon	41.361
Cherbourg	22.950
Saint-Louis-du-Rhône . . .	1.589
Lorient	27.316
Libourne	5.480
Saint-Malo	4.210
Saint-Brieuc	5.485
Vannes	4.492
Boulogne	3.195
Ports de la Corse	481
Port-Vendres	636
Trouville	715
Autres ports	3.849

En résumé :

Ports de la Manche et du Nord .	3.752.349
Océan.	1.390.937
Méditerranée	1.800.530
Total . . .	<u>6.953.816</u>

On voit que l'importation des vins algériens en France se concentre dans le bassin de la Seine, et spécialement à Paris, Rouen, le Havre, villes importantes sur le marché desquelles ils luttent avec avantages contre les vins méridionaux. « Pour Rouen et certaines villes du littoral comme Bordeaux, la Rochelle, le Havre, Nantes, Dunkerque, etc..., écrit M. Bertrand dans l'article cité de la *Revue de Viticulture*, les vins d'Algérie peuvent jouir de quelques avantages. »

Le fret d'Alger à Rouen	est de 11 à 12 fr. la tonne.
— à Nantes	— 14 —
— à Dunkerque	— 16 —

Le transport en fûts des principaux centres du Midi à Paris est en moyenne de 27 à 28 francs la tonne.

Les prix de transport à l'hectolitre en fûts sont :

	de Perpignan	d'Alger (via Rouen)
à Paris	4 fr. 50	2 fr. 75
à Nantes	5 fr. 00	2 fr. 75
à Nancy	7 fr. 10	6 fr. 00
à Rouen	4 fr. 75	1 fr. 60

Pour lutter contre la concurrence des transports par eau, nos chemins de fer ont à leur tour concédé aux vins d'Algérie des tarifs allégés.

De Cette à Paris, les vins français paient 27 fr. 30 la tonne.

De Cette à Paris, les vins algériens paient : au-dessous de 50.000 kilogrammes, 24 fr. 60, au-dessus, 23 fr. 60.

De plus, pour les vins français, la Compagnie fait payer le retour des fûts à raison de 5 francs par demi-muid, alors que pour les vins algériens le retour des fûts ou des wagons-réservoirs est gratuit.

L'Algérie, inversement, est désavantagée en ce que, par suite de la durée des transports, les frais de location des futailles sont un peu plus onéreux pour elle. De plus, les frais de transport du vignoble aux différents ports d'embarquement sont en général plus élevés que ceux qui sont supportés par les viticulteurs français pour aller de leurs chais à la gare la plus rapprochée. Sur certains points ces transports atteignent 1 franc, 1 fr. 50, et jusqu'à 2 francs et 2 fr. 50. La moyenne est de 0 fr. 75 à 1 franc. Mais les centres viticoles les plus productifs (1) ne sont pas dans une

1. On sait que la majeure partie de la production est concentrée autour des ports, Alger, Oran, Bône, Philippeville. Au près d'Alger, la Mitidja produit à elle seule 5 millions d'hectolitres et, comme chemins de fer, routes et ports, elle est aussi bien servie que la région de France la mieux favorisée.

situation plus désavantageuse que ceux de la métropole, de sorte qu'en règle générale la supériorité reste à l'Algérie au point de vue des frais de transport.

b) *Le monopole de pavillon.* — « Nous subissons, dit M. Bertrand, les dures conséquences du monopole de pavillon. C'est une contribution écrasante dont tous nos produits sont frappés au profit de la marine nationale dont nous sommes la rançon. »

La loi du 2 avril 1889 réserve en effet au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie. On sait que le système des restrictions sur les transports maritimes est une des exceptions qu'admet Adam Smith au principe de la liberté naturelle. Dans notre espèce la marine algérienne profite au même titre que la marine métropolitaine des avantages de cette situation. Les armateurs algériens bénéficient de ce monopole comme les armateurs métropolitains, dans une plus faible mesure sans doute, parce qu'ils disposent d'une marine d'un tonnage moins élevé, d'un matériel naval moins considérable. La marchandise française subit le monopole comme la marchandise algérienne. Le prix des vins d'Algérie n'en est pas sensiblement affecté, on a vu tout à l'heure que, d'Alger à Rouen, ils ne payent qu'un fret de 11 à 12 francs. Et aussi le monopole contribue à la prospérité de nos ports qui sont les meilleurs clients du vignoble algérien.

Pour parer aux inconvénients graves de ce mono-

pole en cas de grève, la loi du 29 juillet 1909 a donné au gouvernement la faculté de suspendre temporairement l'application de la loi du 2 avril 1889.

Cette suspension est assez fréquemment demandée. Au commencement de janvier dernier, par exemple, les quotidiens racontèrent que 52.000 fûts étaient, du fait du monopole, en souffrance sur les quais d'Alger et que 300.000 hectolitres ne pouvaient par conséquent être expédiés en France. La Chambre Syndicale des Vins de la Seine et la Chambre de Commerce de Paris envoyèrent des délégations auprès du ministre du Commerce pour demander la suspension prévue par la loi de 1909. Cette demande paraît peu justifiée d'ailleurs. Les statistiques officielles, pour les importations de vins algériens en France dans les trois dernières années, donnent les chiffres suivants, qu'il nous semble inutile de commenter :

	1911 —	1910 —	1909 —
Septembre	410.948	559.908	393.359
Octobre	564.511	313.040	275.341
Novembre	584.878	529.842	464.832
Décembre	716.425	672.430	636.677
	<u>2.276.762</u>	<u>2.074.220</u>	<u>1.770.199</u>

La suspension temporaire du monopole a été demandée de nouveau, vainement encore, au mois de juin de cette année, pendant la grève générale des inscrits maritimes.

§ 4. — LA FRAUDE ET SA RÉPRESSION

Après les trois chefs de vente différentielle de Ricardo, il convient d'en signaler un quatrième, dont Ricardo ne parle pas. Il y a des moyens artificiels d'augmenter de façon appréciable le rendement d'un vignoble. C'est là une question délicate, que nous indiquerons seulement, sans insister ni affirmer, sans en faire état dans notre discussion. Mais il ne servirait de rien que nous parussions l'ignorer.

Dans une note fournie à la Commission d'enquête le 13 mai 1907 par M. de Caumont (Annexes du rapport Cazeaux-Cazalet, p. 1043), on lit ces déclarations d'un « vieil algérien » : « La France n'a pas le monopole de la fraude, et l'Algérie, sous ce rapport, pourrait lui en apprendre... N'est-ce pas frauder qu'augmenter au moyen d'eau, pour ne citer que le procédé le plus simple, dans la proportion de 25 à 30 % le produit de sa récolte ? Ici, le mouillage à la cuve est reconnu par tous les producteurs absolument indispensable pour obtenir de bonnes fermentations. L'eau fraîche remplace les réfrigérants... Les mares sont lavés à outrance... On trouve très simple d'ajouter à l'eau 3 à 4 % d'acide sulfurique... L'acide sulfurique est également employé pour remplacer le plâtre à la vendange... Dans beaucoup de régions produisant des vins titrant 11 et 12 degrés, le commerce

s'approvisionne, avec la plus grande facilité, de vins titrant 9 degrés, qui sont établis suivant ses besoins... Le commerce algérien... contribue... à aggraver la crise... Au cours de cette dernière campagne, il recherche exclusivement et achète à vil prix les vins malades, altérés, piqués, corrompus. Il délaisse absolument les vins de bonne tenue parce que trop chers. A l'aide de toutes sortes de produits chimiques, la plupart de dangereux poisons (strontiane, permanganate, fluorures, acide sulfurique, glycérine, chaux, etc.) il retape les vins les plus mauvais, les mouille fortement pour masquer leurs défauts, les maquille et en fait une mixture qui n'a du vin que le nom et un vague aspect. Les laboratoires de douane ou autres ne peuvent arrêter ces poisons, car le commerce a des chimistes experts en l'art de composer leurs produits et qui savent donner à ces pseudo-vins une constitution paraissant naturelle... »

La Commission d'enquête a aussi entendu ou reçu les témoignages singulièrement affirmatifs de MM. Sainte (p. 1033), Villion, propriétaire à Constantine (p. 1033), Delamarre, négociant en vins (p. 1034), Ayala, viticulteur (p. 1007).

M. Bertrand répond : « On nous accuse de mouiller. Dans quel but nous livrerions-nous à cette pratique puisque nous vendons au degré et que la plus grande partie de nos raisins peuvent être vendangés alors qu'ils sont en puissance de 10 à 12 degrés d'al-

cool ? On trouve encore quelques viticulteurs dont l'outillage est incomplet et qui, faute d'installation pour pratiquer la réfrigération, font des vins dans lesquels il reste du sucre non transformé. On peut tenir pour certain qu'il n'y aurait plus un hectolitre de vin aigre-doux, le jour où le mouillage serait pratiqué. La diffusion est presque inconnue en Algérie... Nous comptons bien, pour écarter tout soupçon, réclamer au gouverneur la création d'un service de surveillance et aux Délégations des crédits pour le payer... »

Tenons ces affirmations pour fondées et ces intentions pour sincères. Il est exact aussi que, si la répression de la fraude en France est vigoureusement exercée, en Algérie elle est à peine à ses débuts. Le 15 mars 1912, M. Barthe, député, rappelait, par une question écrite, que la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes est applicable à l'Algérie et demandait au ministre de l'Agriculture si l'article 65 de la loi des finances du 27 février 1912 qui complète la loi du 1^{er} août 1905 serait également applicable à l'Algérie. Par la voie du *Journal Officiel*, numéro du 24 mars 1912, puis par lettre du 27 mars, le ministre répondit : « Ces conditions d'application ne sont pas *de plano* exécutoires dans la colonie... D'ailleurs l'organisation du service de la répression des fraudes en Algérie et son fonctionnement relèvent du Gouverneur général. »

Actuellement encore, il n'existe pas en Algérie d'inspecteur officiel du service de la répression des fraudes. Ce service est assuré par des fonctionnaires qui ont en même temps d'autres besognes. Le service des contributions diverses, en même temps qu'un service fiscal, que la régie algérienne, est un service de recouvrement de droits. Ses fonctionnaires ont parfois des conceptions singulières de nos lois. On nous a cité le cas d'un administrateur voulant qu'un particulier, agent d'une association viticole métropolitaine, portât plainte au parquet contre un récoltant pour refus d'exercice, parce que ce récoltant n'avait pas voulu lui ouvrir les portes de sa cave à sa seule réquisition.

De même, tout le monde en Algérie déclare ouvertement que l'administration a grand tort de confier les analyses à des pharmaciens qui ne sont pas des spécialistes de l'œnologie, et dont les intérêts comme pharmaciens sont presque toujours en opposition avec leur devoir d'experts judiciaires. On a pu voir ainsi des vins, reconnus mouillés par le délinquant, déclarés naturels à l'analyse. Dans la même affaire et pour le même vin, un expert déclare à la régie que le vin est mouillé et dans son rapport au juge d'instruction conclut que le vin est naturel.

Les exemples de cette ignorance et de cette mauvaise foi ne sont pas assez rares.

Il conviendrait que le service des fraudes en Algé-

rie, qui relève actuellement du Gouvernement général et par lui du ministère de l'Intérieur, fût rattaché au ministère de l'Agriculture et qu'un inspecteur régional des fraudes fût nommé par l'État en Algérie.

§ 5. — LA PRIME ALGÉRIENNE

Si délicate que soit une estimation de ce genre, il nous semble pouvoir, étant donné les chiffres fournis pour les frais d'exploitation et la rente du sol, estimer que la différence des prix de revient est, entre l'Algérie et le Midi, d'environ 500 francs par hectare.

Dès lors, sur la base d'une production moyenne de 60 hectolitres à l'hectare, résultant des déclarations de récolte des cinq dernières années, la prime assurée aux vins algériens serait de 8 francs environ par hectolitre.

CHAPITRE III

LE CONFLIT

Cette prime de 8 francs par hectolitre, dont nous venons de constater que les vins d'Algérie jouissent, explique certains phénomènes de la dernière crise. Il semble que cette perturbation économique aurait dû être ressentie en Algérie plus durement encore qu'en France, puisque le phylloxéra, dont les ravages ne sont pas terminés encore, sévissait sur notre colonie. Malgré le malaise général, malgré ses très réelles souffrances personnelles, le vignoble algérien a pu se développer et augmenter le chiffre de ses exportations, tandis que le vignoble français était obligé de se restreindre. Grâce à cet écart d'environ 8 francs, des cours désastreux pour la généralité des viticulteurs français ont été tolérables pour la généralité des viticulteurs algériens, qui y ont trouvé le moyen de vivre et la possibilité de planter. A plus forte raison, quand les prix se sont élevés en France, les vigneronns d'Algérie ont connu des suppléments de

bénéfices qui n'ont fait que les encourager encore à la plantation.

C'est cette plantation qui effraie les viticulteurs français. Les groupements viticoles se sont émus et ont sollicité l'intervention des Chambres et du gouvernement. « Si aucune intervention législative ne se produit, disent-ils, le jour n'est pas loin où une importation algérienne de 11 à 12 millions d'hectolitres produira, avec une récolte normale de 55 millions en France, la pléthore du marché, et ramènera les cours des vins du Midi à 8 ou 10 francs l'hectolitre. Avec de tels prix, maintenus pendant quelques années, aucun vignoble français producteur de vins ordinaires ne peut vivre. » Ce n'est pas d'aujourd'hui, d'ailleurs, que ces craintes se manifestent. Dans l'Enquête de 1907 (Annexes, p. 398), la Caisse Régionale du Midi, de Montpellier dénonçait la concurrence des vins algériens « redoutable parce que les viticulteurs algériens n'ont pas ou presque pas de capital terre à rétribuer, payent des impôts insignifiants et ont la main-d'œuvre à meilleur marché avec, en outre, le bénéfice de tarifs de transport réduits ». Dans la même Enquête, un viticulteur du Var, M. Madon, disait (Annexes, p. 49) : « J'ai dans le Var 30 hectares de terre, mauvaise d'ailleurs, pour lesquels je paie 730 francs d'impôt ; en Algérie, pour 1.200 hectares, je ne versais que 140 francs. Ici je paie 3 francs la journée de main-d'œuvre qui me revenait là-bas à 1 fr. 25. Comment

voulez-vous, dans ces conditions, que nous puissions lutter contre les producteurs algériens ? »

La Commission de 1907 prêta peu d'attention à ces doléances. A cette époque c'est la fraude surtout qu'il s'agissait de réprimer. Mais la question algérienne resta posée. « On constate pour la première fois dans le monde agricole, écrivait en 1908 M. Jules Pastre (*Progrès Agricole* du 19 juillet 1908), que la mère patrie laisse avilir ses produits par les produits similaires d'une de ses colonies. » M. Pastre proposait comme solution la limitation des importations algériennes. La limite qu'il indiquait était celle de 5 millions d'hectolitres, chiffre de l'importation algérienne à cette époque.

Maintenant l'Algérie importe 7 millions. Sauf dans le cas où elle ne parviendrait pas à enrayer le développement du phylloxéra, son importation sera demain de 8, 10, puis 12 millions d'hectolitres. Donc, s'il n'y a crise phylloxérique en Algérie, il y aura en France crise de surproduction. « Il est facile, écrit M. Gustave Coste, de prévoir quelle serait la conclusion de cette crise, si rien ne venait en modifier le cours : ce serait la disparition fatale du vignoble français et son remplacement par le vignoble algérien..., l'abandon progressif de la culture de la vigne en France, en même temps que l'extension continue du vignoble algérien... Les pouvoirs publics ne laisseront pas se produire une pareille révolution économique... »

Et M. Coste demande si au lieu de remettre à plus tard « des mesures de protection qui seraient peut-être brutales pour l'Algérie », il ne convient pas « dès à présent, puisque nous nous trouvons en présence d'une crise imminente, qui peut être l'occasion de secousses violentes, d'essayer de la prévenir par des mesures propres à concilier les intérêts de la métropole et ceux de la colonie ». M. Coste ajoute : « Le principe de la solution doit être le rétablissement de *l'égalité économique* entre viticulteurs français et algériens et la suppression de la prime indirecte dont bénéficient les vins d'Algérie. »

Il n'est pas douteux que si le marché se trouvait en présence d'un apport nouveau de quelques millions d'hectolitres, les cours risqueraient de subir un effondrement. Et si cet apport se trouvait être dû, non à la circonstance exceptionnelle d'une grosse récolte, mais à une cause permanente telle que l'accroissement continu de la production et de l'importation des vins africains, la mévente serait durable et déterminerait une grave crise.

Les viticulteurs français ont traduit ce raisonnement et ces craintes dans des vœux qu'ont émis à ce sujet les diverses associations viticoles de France. Signalons les principaux.

La Société d'Agriculture de la Gironde a demandé que la propriété foncière d'Algérie soit soumise aux mêmes charges que la propriété foncière française,

et que dans les concessions nouvelles la vigne fût restreinte.

La Société d'Agriculture de l'Yonne a demandé l'établissement de droits compensateurs.

La Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault a demandé un droit de 6 francs jusqu'à 8 millions d'hectolitres et le tarif étranger pour le surplus.

La Société des Viticulteurs de France et la Section de Viticulture de la Société des Agriculteurs de France ont demandé la limitation de l'importation en franchise à 7 millions d'hectolitres et subsidiairement un droit compensateur.

La Société des Agriculteurs de France, dans son assemblée générale, a demandé le rétablissement de l'équilibre entre les conditions de la production vinicole de la France et de l'Algérie, soit par la réforme du régime fiscal de l'Algérie, soit par l'établissement de droits compensateurs.

Tous les autres groupements viticoles français ont demandé la limitation de l'entrée en franchise à 7 millions d'hectolitres, l'excédent était soumis au tarif étranger.

(En ce qui concerne la Tunisie et le Maroc, tous les groupements ont demandé la limitation définitive de l'importation tunisienne à 200.000 ou 250.000 hectolitres, et le maintien du tarif étranger pour les vins du Maroc.)

Les députés des régions viticoles n'ont pu se désin-

téresser de ce mouvement. Ils forment à la Chambre un groupe dont le président est M. Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, et qui est en relations constantes avec les associations régionales. M. Barthe, député de l'Hérault, est un des membres les plus actifs de ce groupe, et c'est lui qui a signé en premier les diverses propositions de loi que nous aurons l'occasion de citer. Sur les mêmes sujets M. Emmanuel Brousse a déposé une demande d'interpellation, et peut-être le débat viendra-t-il prochainement devant la Chambre. En décembre dernier, à propos du budget des colonies, la question a été amorcée par M. Sixte-Quenin, député des Bouches-du-Rhône, et les phrases échangées alors permettent d'augurer que la discussion sera vive quand elle s'engagera à fond.

Deux choses sont à noter dans cette escarmouche de décembre 1911 :

1° Comme M. Sixte-Quenin venait de dire : « J'ai... le droit, moi qui compte un grand nombre de viticulteurs parmi mes électeurs, de faire connaître leurs préoccupations », une voix au centre répondit : « *C'est une question locale.* » A quoi M. Sixte-Quenin crut devoir répliquer : « Une question qui intéresse douze ou quinze départements n'est pas une question locale. »

Il est à peine besoin de faire remarquer l'erreur et l'ignorance de l'interrupteur du centre. Nous nous bornons à les signaler, sans rappeler les théories de l'économie nationale, sans insister aucunement sur le

malaise général que répandent dans un pays les souffrances et les dangers d'une branche importante de son agriculture ou de son industrie.

2° Dans la même séance, M. Chanot, député des Bouches-du-Rhône, s'est écrié : « A quel prix voulez-vous donc nous faire boire du vin ?... *Vous voulez donc rançonner le consommateur ?* » Autre argument qu'il suffit d'indiquer, surtout en ce temps de protection. La justice s'oppose à ce que tout soit réglé suivant l'intérêt du consommateur. Il convient que ceux qui travaillent pour lui touchent le prix de leur peine. C'est ainsi qu'ils deviennent consommateurs à leur tour, et contribuent à faire prospérer et vivre d'autres cultures et d'autres industries. Cet équilibre assure la santé économique d'un pays. Quand de médiocres politiques travaillent inconsciemment à le rompre, ils sont économistes à la façon dont Toinette, dans le *Malade imaginaire*, est médecin : « Voilà un bras que je me ferais couper tout à l'heure, si j'étais que de vous... Ne voyez-vous pas qu'il tire à soi toute la nourriture, et qu'il empêche celui-là de profiter ? — Oui, répond Argan, mais j'ai besoin de mon bras... Me couper un bras... afin que l'autre se porte mieux ! J'aime mieux qu'il ne se porte pas si bien. » La nation aussi préfère qu'on ne ruine pas ses viticulteurs, et croit que ce serait un mauvais moyen de protéger ses consommateurs.

Le raisonnement de M. Chanot, et celui de son

collègue anonyme du centre, et bien d'autres ont été recueillis, soutenus, combattus, par la presse de France et d'Algérie. Nous ne saurions citer tous les journaux ou revues, pas plus que toutes les associations, qui ont pris part à cette polémique et la poursuivent. Ils sont des centaines. En dehors des grands quotidiens, tels que le *Temps* et le *Matin*, qui enregistrent parfois quelques échos de cette lutte, et des revues spéciales, *la Revue Vinicole*, *la Revue de Viticulture*, etc...; il semble que le combat soit le plus vigoureusement mené, du côté français, par la *G. G. V. de Narbonne* (organe de la Confédération générale des Vignerons), dont les principaux articles sont signés R. Bouges, Oïnos, Raoul Devitis, l'*Action Vinicole*, où les collaborateurs s'appellent Pierre Duvin et J. Delatreille, et le *Vigneron du Sud-Est*, de Nîmes, où écrit M. Gustave Coste, président de la Société d'Agriculture du Gard, dont la science viticole et l'autorité sont grandes, et qui paraît partager avec M. Bouges la direction de cette campagne. En Algérie, les feuilles les plus engagées dans la discussion se nomment : *la Viticulture Algérienne* d'Alger, *l'Écho d'Oran*, le *Zéramna* de Philippeville, directeur M. Hontebeyrie, et surtout *les Informations Algériennes*, avec M. Perriquet, et *la Dépêche Algérienne* avec M. Jules Rouanet (1). Les arguments algériens sont condensés

1. Toutes les personnalités nommées ont mis obligeamment à notre disposition les documents et renseignements qu'elles possédaient, déjà

dans un Rapport à la Société des Agriculteurs d'Algérie et à la Société de Viticulture et d'Ampélographie de France, présenté par M. J. Bertrand, président de la Société des Agriculteurs d'Algérie, président des Délégations financières (colons), rapport qui nous a été communiqué par le Gouvernement général de l'Algérie.

Parmi les associations agricoles et viticoles d'Algérie qui sont unanimes, au point de vue fiscal, à reconnaître la nécessité d'une réforme et, au point de vue cultural et commercial, à réclamer le maintien du *statu quo*, les plus actives sont, outre la Société des Agriculteurs d'Algérie et la toute récente Confédération des Vignerons d'Algérie : le Syndicat agricole et viticole des Issers (département d'Alger), la Société d'Agriculture d'Oran, le Syndicat agricole et viticole de Mascara, le Syndicat agricole et viticole de Tlemcen, la Société d'Agriculture du département de Constantine, le Syndicat agricole et viticole de Constantine, le Syndicat des Agriculteurs et Viticul-

publiés par elles ou non. Qu'elles veulent bien trouver ici l'expression de nos vifs remerciements. Nous devons une gratitude spéciale à M. Philippe Decock, président de la Confédération des Vignerons algériens, à M. Bouges, rédacteur en chef de la *C. G. V.*, et à M. Gustave Coste, pour les précieuses et nombreuses indications qu'ils nous ont données et la courtoisie empressée de l'accueil qu'ils nous ont fait. Il nous est agréable de nommer aussi M. Calixte Reynès, de Narbonne, dont la sûre science économique nous a été d'un précieux secours.

teurs de Philippeville, le Syndicat des Viticulteurs du Sahel, le Comice agricole de Bône, etc...

La polémique est vive, comme on pense. Certaines craintes manifestées en France, certaines ripostes violentes de l'Algérie sont également excessives. En France, on a écrit, par exemple, que si, faute que le vignoble métropolitain fût protégé, le vignoble algérien devenait le seul fournisseur de notre marché, les consommateurs risqueraient de se trouver brusquement privés de vin, soit que les indigènes, plus instruits chaque jour, apprissent à boycotter unanimement les colons, rendant ainsi la cueillette impossible, soit qu'à la suite d'une guerre maritime la mer se trouvât fermée. Contre une révolte indigène, le 19^e Corps interviendrait. Les récentes mesures du ministère de la Marine, renforçant nos forces navales dans la Méditerranée, rendent plus chimérique que jamais la seconde éventualité. D'autre part, il s'est trouvé des journaux algériens pour en venir aux injures et aux menaces. Il ne faut pas attacher trop d'importance à ces terreurs ni à ces colères, nées en pays de grand soleil. Elles prouvent cependant l'acuité du conflit.

Il eût été plus aigu encore s'il se fût produit dans des conditions générales moins bonnes. Il faut se féliciter, comme le remarque justement M. Emmanuel Brousse, que ce grave et complexe problème ait été posé dans une année comme celle-ci, où le vin

se vend à un prix suffisamment rémunérateur. Cette situation satisfaisante permet, dans la mesure du possible, et, on l'a vu, sauf exceptions, qu'on examine avec calme, qu'on délibère avec sérénité, qu'on agisse sans hâte. Et cette tranquillité est nécessaire. Il est bon qu'un différend se manifeste dans les esprits avant que la crise éclate dans les faits. C'est pour avoir méconnu cette vérité qu'on a subi les troubles du Midi en 1907 et de la Champagne en 1911.

CHAPITRE IV

LES SOLUTIONS

Dans la recherche d'une solution qui ne soit ni improvisée, ni injuste, dégageons quels principes il faut suivre. Distinguons, entre les avantages dont jouit l'Algérie, ceux qui sont naturels ou légitimes et doivent être respectés, ceux qui sont excessifs et doivent disparaître. Examinons quelle réponse il convient de faire aux demandes des viticulteurs français. Étudions par quels moyens, accessoires, palliatifs, l'intensité de la crise future peut être diminuée. Exposons enfin quel serait, selon nous, le vrai et seul remède.

§ 1. — LES PRINCIPES D'UNE SOLUTION ÉQUITABLE ET DURABLE

Ces principes nous paraissent si clairs qu'il suffit, estimons-nous, de les énoncer.

Il y a en Algérie des situations acquises. A l'abri et sur la foi d'un certain régime que les lois ont contribué à créer, elles sont nées et se sont développées. Toute atteinte qui leur serait portée aurait le caractère d'une expropriation que nos codes ignorent. Elles méritent d'être respectées, à peine d'injustice.

Et parmi les faveurs dont l'Algérie profite, s'il en est dont l'opinion peut réclamer et le gouvernement décider l'abolition, il s'en trouve d'autres, naturelles ou artificielles, contre lesquelles il serait impolitique et vain de s'insurger. Les unes échappent à la volonté des hommes, les autres à celle des pouvoirs publics. Faisons la part de chacune de leurs origines.

§ 2. — LES DIVERSES ORIGINES DES AVANTAGES ALGÉRIENS

Ces avantages sont, comme on sait, une fertilité plus grande, une acquisition moins onéreuse de la propriété, un régime fiscal privilégié, des frais d'exploitation moins lourds, des transports moins coûteux sur les marchés de consommation, et, pour n'oublier rien, une répression moins sévère de la fraude.

a) Fertilité

Il nous paraît que ce point de la discussion a été également mal compris du côté algérien et du côté français. Dans chacun des vignobles on déclare que c'est l'autre qui présente le plus de fécondité. « Votre sol et votre climat conviennent mieux que les nôtres à la vigne, vos rendements à l'hectare sont meilleurs. » Voilà ce que dit la France à l'Algérie et ce que l'Algérie répète à la France.

Or, l'Algérie est vraiment des deux la plus fertile, pour la culture dont il s'agit. Mais la France a tort

de le dire, et l'Algérie de le nier. Ainsi, la Beauce produit plus de blé à l'hectare que la Bretagne et le Plateau Central, et la Beauce n'en est pas honteuse. Les Français devraient plutôt dans la discussion dissimuler ce désavantage, et les Algériens proclamer leur supériorité. Car elle est, cette supériorité, un fait devant lequel il faudra s'incliner, en tant du moins qu'elle subsistera une fois qu'auront disparu les privilèges artificiels qui l'accompagnent.

Se maintiendra-t-elle une fois l'égalité rétablie par ailleurs? Dans quelle mesure? C'est là qu'il faudra chercher la clé du problème. Les lois ont une action limitée et une existence passagère. La nature est plus forte et plus durable qu'elles. S'il lui était créé des entraves, elles ne feraient que retarder la manifestation de sa puissance, laquelle finirait par éclater un jour.

Constatons donc et inscrivons à l'actif de l'Algérie la générosité de son sol et la convenance de son climat. Il est permis de les lui envier. Mais il est illogique et maladroit aux vignerons français de se faire d'eux une arme contre elle. Et il serait de l'intérêt bien compris des Algériens de répéter hardiment dans ce débat ce qu'ils disaient avant que la discussion naquit, et par exemple ce qu'écrivait l'an dernier M. Farges : « L'Algérie est et doit être de plus en plus, suivant la parole prophétique prononcée à Philippeville en 1899 par notre éminent maître P. Viala, *le paradis de la viticulture*, Avec une culture soignée et des

vinifications appropriées, l'Algérie peut et doit obtenir des vins remarquables dans toutes les branches de la production vinicole, qui iront porter au loin le renom de la viticulture algérienne qui déjà possède des crus fort appréciés en France et à l'étranger. En somme, nous croyons fermement que la viticulture algérienne a devant elle le plus large et le plus magnifique avenir et que, si rien n'est négligé par nos viticulteurs, l'Algérie est appelée à devenir prochainement, *de par ses merveilleuses conditions naturelles*, un des premiers pays viticoles du monde. »

b) Acquisition et régime de la propriété

1° Les concessions gratuites et les ventes à vil prix sont une nécessité de la colonisation. Il serait puéril des'élever contre elles. Politiquement indispensables, elles sont, outre un encouragement offert à l'audace des colons, une équitable compensation donnée aux aléas de leurs entreprises.

2° Il est juste d'ailleurs de remarquer que, depuis les concessions et les ventes primitives, bien des terres ont changé de mains. « Ces concessions, dit M. Bertrand, avaient déjà subi plusieurs mutations lorsque la culture de la vigne fut entreprise, et les prix de vente s'étaient successivement élevés par suite des améliorations apportées par de nombreux propriétaires qui, trop souvent ruinés, avaient dû abandon-

ner la lutte... Partout où la terre nue peut porter de la vigne, ajoute M. Bertrand qui peut-être généralise un peu ses affirmations, le prix de l'hectare varie de 1.500 à 2.000 francs ; il atteint même jusqu'à 3.000 fr. pour quelques lots présumés à grosse production. »

3° Enfin M. Jules Pastre, président du Syndicat régional de Béziers-Saint-Pons, écrit : « En ce moment, quoique la propriété soit déjà très morcelée, nous assistons dans le Midi à une nouvelle division des grands domaines ; les plus modestes vigneron, de nombreux ouvriers agrandissent leurs petits vignobles, achètent des terres avec l'épargne, fruit de leur rude travail... Au contraire, dans nos colonies du Nord de l'Afrique, ce sont des capitalistes riches, français ou étrangers, de puissantes sociétés financières, françaises ou étrangères, qui créent d'immenses vignobles... » A quoi M. Perriquet, vice-président de la Société des Agriculteurs d'Algérie, répond par ce relevé pris par lui au Syndicat antiphyllloxérique d'Alger : « Propriétaires de 1 à 24 ares, 3.025 ; de 25 ares à 1 hectare, 2.656 ; de 1 à 5 hectares, 3.258 ; de 5 à 10 hectares, 1.041 ; de 10 à 20 hectares, 688 ; de 20 à 50 hectares, 746 ; de 50 à 100 hectares, 144 ; de 100 à 200 hectares, 60 ; au-dessus de 200 hectares, 24. »

Les vignobles inférieurs ou égaux à 10 hectares sont donc en grande majorité dans le département d'Alger.

Fussent-ils les moins nombreux, le régime de la grande propriété fût-il le plus pratiqué, il faudrait,

comme plus haut, reconnaître là une condition indispensable de la colonisation. Ce n'est que grâce à des capitaux abondants et largement rémunérés que la civilisation peut gagner sur le désert, et le bled se transformer en terre agricole.

c) Régime fiscal

L'Algérie est évidemment et exagérément favorisée pour ce qui est du régime fiscal. Ces faveurs furent jadis justifiées, au début de notre établissement dans la colonie. Elles ont fait leur temps. Tout le monde est d'accord sur ce point, nous l'avons noté au chapitre II. Nous traiterons cette question séparément, dans le paragraphe 3 de ce chapitre.

d) Frais d'exploitation

1° Tenons pour égales les charges imposées de part et d'autre par la lutte contre les maladies. Reste la différence des prix de la main-d'œuvre.

2° Les ouvriers indigènes sont peu exigeants. Cela tient à un état de civilisation peu avancé, à ce que la vie en Afrique est moins chère qu'en Europe. Il n'y a rien à faire là, qu'une constatation.

3° Les ouvriers étrangers qui viennent en Algérie d'Italie et d'Espagne se satisfont eux aussi de faibles salaires, pour des raisons analogues et qu'on ne saurait détruire non plus.

4° Pour la main-d'œuvre pénitentiaire, on sait quels

arguments militent en général contre le travail des prisonniers. Il ne convient pas, beaucoup l'estiment, que ce travail prive les ouvriers honnêtes et libres du leur et des salaires y afférant. Remarquons pourtant que dans notre espèce l'aspect de la question est modifié un peu, d'abord parce qu'il s'agit de choses coloniales, et puis parce que le nombre de ces travailleurs spéciaux est assez restreint, 4.000 environ. C'est peu de chose.

5° Enfin les ouvriers agricoles indigènes et étrangers sont peu ou point soumis aux charges militaires qui grèvent la main-d'œuvre française. Il y a là pour les viticulteurs d'Algérie un sérieux avantage. Les récentes dispositions gouvernementales ont eu pour un de leurs effets de le diminuer. Il sera long à disparaître mais tout se fait contre lui, qui peut se faire.

e) Transport sur les marchés de consommation

1° Les faveurs faites aux marchandises algériennes par les Compagnies de navigation et les Compagnies de chemins de fer proviennent de conventions privées. Ces conventions sont libres. Il appartient aux intéressés de négocier, de part et d'autre, soit pour qu'elles soient maintenues, soit pour qu'elles disparaissent ou qu'elles étendent leurs bénéfices aux marchandises françaises. Ce n'est point l'affaire du gouvernement.

2° Le monopole de pavillon est d'intérêt général et doit être maintenu.

f) Fraude et répression de la fraude.

La fraude peut tenter également les vigneronns de France et ceux d'Algérie. Mais nous avons vu que la répression est fort sévère en France, et qu'elle est en Algérie fort paternelle. Cela doit changer. Les plaintes des Français à ce sujet sont parfaitement légitimes, et il est du devoir des Algériens de s'y associer.

Au chapitre II, § 4, nous avons exposé l'état de choses actuel. Nous estimons que le Gouvernement doit : 1° créer un service des fraudes spécial, c'est-à-dire composé de fonctionnaires employés à ce seul service, 2° confier les expertises judiciaires à des spécialistes compétents et indépendants, 3° rattacher le service au ministère de l'Agriculture, 4° donner dès à présent à l'imparfait service actuel un inspecteur nommé par l'État.

§ 3. — LA RÉFORME DU RÉGIME FISCAL

On a vu (chap. II) que l'Algérie a entrepris cette réforme, se rendant aux observations très catégoriques qu'avait faites en 1909 le Conseil d'État lors de l'emprunt départemental d'Alger : « Le Conseil...croit devoir... insister d'une façon particulière sur les inconvénients du régime fiscal de l'Algérie, qui... ne fait supporter le poids des impositions extraordinaires que par les propriétaires d'immeubles bâtis et par les pa-

tentables, et aboutit ainsi à une répartition peu équitable des charges. »

Les colons, en effet, ne pouvaient aucunement justifier les exemptions d'impôts dont ils jouissent encore. Ils les présentaient comme des compensations nécessaires aux risques de la colonisation. Mais il est facile de voir que dans cet argument ils confondaient deux choses qui n'ont l'une avec l'autre aucune ressemblance : la propriété en voie de création et la propriété en plein rapport.

Le véritable colon est l'homme qui met en valeur une terre inculte. Il commence par défricher un coin de son champ. Puis avec le produit de sa récolte il en défriche un autre l'année suivante, et ainsi de suite jusqu'à ce que la mise en culture soit complète. Une création de ce genre, qui augmente la richesse d'un pays, mérite incontestablement d'être encouragée. Et rien ne serait plus légitime que de l'exempter d'impôts pendant une période fixée d'avance, vingt années par exemple.

Mais une fois que sa propriété est en plein rapport, en quoi un propriétaire algérien diffère-t-il d'un propriétaire métropolitain ? En 1911 les 13.201 viticulteurs européens de l'Algérie ont exporté pour 207.698.000 francs de vivres, ce qui représente environ 15.600 francs par tête. C'est là évidemment un chiffre d'affaires imposable. Au 1^{er} octobre de la même année, lisons-nous dans le *Temps* du 12 mai 1912, les

colons algériens avaient acheté 2.974 automobiles dont la valeur totale était estimée par les statistiques douanières à 28.508.000 francs. On compte donc en Algérie une automobile par 247 Européens, alors qu'en France il n'y en a qu'une par 615 habitants.

Telle était la situation avant la dernière session des Délégations Algériennes.

Actuellement, elle se résume ainsi : 1° Les Délégations ont voté un impôt foncier sur la propriété non bâtie, basée sur la valeur locative, dont le taux sera de 3,20 %, et envisagé l'établissement de centimes additionnels départementaux et communaux ; 2° elles ont adopté le principe d'un impôt sur les successions et d'un impôt sur les offices ministériels, dont le chiffre sera déterminé par une commission extradéléguataire.

Quelle est la portée de cette réforme ?

Le Gouverneur général, dans son discours prononcé le 20 juin 1912 au Conseil Supérieur, en parlait en ces termes : « Les colons ont ruiné d'un seul coup l'argumentation spécieuse, mais dangereuse, de certains groupements agricoles métropolitains, appelant contre l'Algérie des mesures coercitives et invoquant la prétendue inégalité de charges dont la colonie bénéficiait... Avec l'impôt sur la propriété non bâtie et l'impôt sur les successions, toutes les sources des revenus de la colonie se trouveront dorénavant frappées. Si l'on néglige certaines taxes directes ou

indirectes qui ne seraient que poussière, et si on laisse de côté les monopoles d'État, il ne reste plus de fissure dans la matière imposable. Le régime fiscal algérien pourra défier le regard inquisiteur de ceux que troublent la prospérité et la concurrence algériennes. »

Mais, comme nous l'avons rapporté plus haut, le Gouverneur général ajoutait que le produit de ces contributions nouvelles « serait uniquement consacré à l'outillage économique..., fournirait les éléments d'un grand emprunt destiné à créer un outillage économique complet ».

Deux observations sont à faire à ce sujet :

1° Admettons que les futurs impôts algériens rétablissent approximativement l'égalité fiscale entre les producteurs de la colonie et ceux de la métropole.

A cause de la destination exclusive de ces fonds, les viticulteurs algériens recouvreront intégralement en améliorations économiques ce qu'ils auront donné en argent. Revenons à l'exemple de l'Indo-Chine. Nous avons indiqué plus haut que sur un budget de 80 millions elle fait à la France une part de 26.750.000 fr.

De ces 26.750.000 francs, 13.650.000 sont affectés aux dépenses militaires, qui se chiffrent pour le groupe indo-chinois à 29 millions. Le 19^e Corps a, il est vrai, l'utilité nationale d'être le soutien des points d'appui de notre flotte, de contribuer ainsi à l'équilibre méditerranéen. Mais l'Algérie n'assure aucune fraction des 80 millions environ qu'il coûte chaque année.

De même, la Métropole paie une subvention de 17 millions pour les chemins de fer d'Algérie. C'est sans doute un forfait qui va décroissant d'année en année et doit s'éteindre en 1934. Mais actuellement ces 17 millions gardent leur valeur. M. Decock, président de la Confédération des Vignerons algériens, nous fait remarquer aussi les inconvénients résultant de ce fait que les voies ferrées ont été établies parallèlement à la côte dans un but stratégique, et que les voies perpendiculaires, plus utiles, sont peu nombreuses. Mais ce désavantage réel sera, grâce aux 300 millions du récent impôt, effacé avant que la subvention métropolitaine ait pris fin.

Voilà donc bien 100 millions donnés par la France à l'Algérie, don annuel auquel ne changera rien la réforme fiscale. Il apparaît donc que celle-ci, donnant et reprenant aux Algériens des bénéfices qui s'équivalent, ne modifiera point dans l'ensemble la situation actuelle. Il nous paraît au contraire que, dans une controverse comme celle-ci, les positions de l'Algérie en seront fortifiées. Sur une question d'inégalité fiscale, elle doit transiger, céder. Des avantages économiques, au contraire, une fois acquis, le seront définitivement.

2° Mais l'égalité fiscale sera-t-elle rétablie, quand les Délégations algériennes auront terminé leurs travaux sur ce point, et quand le Parlement aura sanctionné leur œuvre ? Sans qu'on puisse affirmer rien,

il est permis d'en douter. Mais les éléments dont nous disposons pour le moment ne nous autorisent pas à conclure avec netteté. Que voyons-nous en effet ? Un impôt sur la propriété non bâtie est voté par les Délégations. Il faudra voir, quand il aura commencé de fonctionner, dans quelle mesure il modifiera la fiscalité algérienne. Les principes d'un impôt sur les successions, d'un impôt sur les offices ministériels sont admis. Quels seront les taux de ces impôts ? Une commission extradélégitaire travaille actuellement à les fixer.

Sans rien préjuger des modifications futures, nous ne pouvons donc ici qu'émettre une conclusion d'ordre général. Il faut que l'égalité fiscale s'établisse. L'égalité fiscale est aussi obligatoire entre producteurs que l'inégalité économique est inéluctable. Ce principe est celui de la justice et celui du droit. C'est celui qu'on s'est toujours efforcé d'appliquer. C'est par exemple celui qui fut posé en 1843 par M. Cunin-Gridaine, ministre de l'Agriculture et du Commerce, lorsque vint devant la Chambre des Députés la fameuse discussion du projet de loi du 10 janvier 1843 sur les sucres. Il y avait alors entre les producteurs métropolitains du sucre de betterave et les producteurs coloniaux du sucre de canne un conflit qui n'est pas sans d'assez grandes analogies avec le différend des viticulteurs français et algériens. La Chambre d'il y a soixante-dix ans refusa de fermer les fabriques indi-

gènes en les indemnisant par 40 millions, comme cela lui avait été proposé. La Chambre devant qui viendra la question algérienne s'inspirera des mêmes idées de liberté. Il ne faut brimer aucune industrie. Il ne faut pas non plus en favoriser aucune. Donc respectons les inégalités économiques, et détruisons les inégalités fiscales.

Mais on n'égalise pas des charges différentes en les augmentant également. C'est à quoi tendrait la proposition, que nous trouvons dans les *Informations Algériennes*, d'un viticulteur algérien, M. Mouret. Nous la signalons pour n'oublier rien. M. Mouret pense qu'un impôt sur la vigne serait le meilleur remède contre toute crise. Il préconise une taxe progressive à l'hectolitre. Pour les vignobles plantés actuellement, l'impôt serait de 1 à 10 hectares, de 0 fr. 05 l'hectolitre ; de 10 à 20 hectares, de 0 fr. 10 ; de 20 à 30 hectares, 0 fr. 15, etc... Pour les surfaces nouvellement plantées en vigne qui viendraient augmenter le vignoble actuel, l'hectolitre paierait : de 1 à 10 hectares, 0 fr. 10 ; de 10 à 20, 0 fr. 25 ; de 20 à 30, 1 franc ; de 30 à 40, 2 francs ; de 40 à 50, 3 francs ; de 50 à 100, 5 francs, etc... « Il est à remarquer, dit M. Mouret, que les 10 premiers hectares dans ce quantum ne sont taxés que de 0 fr. 10. Je les ai considérés comme plantation en avant et très prudente, ainsi que les 10 autres hectares jusqu'à 20 hectares, les autres plantations supplémentaires sont considérées comme spéculation. »

Spéculation fâcheuse d'ailleurs, car de même que dans tel projet d'impôt sur le revenu les gros revenus seraient à partir d'un certain chiffre entièrement dévorés par l'impôt, les gros domaines futurs suffisaient à peine, en temps de prix peu élevés, à payer les taxes avec le produit total de leur production. Dureste, l'impôt suivant M. Mouret, croissant en progression beaucoup plus rapide pour les vignobles nouveaux que pour les anciens, créerait au bénéfice de ceux-ci une sorte de majorat, comme nul producteur ne doit en posséder. Enfin et surtout, comme nous l'avons dit, ce serait là un moyen, évidemment radical, pour obvier aux méfaits de la production à distance, mais, atteignant tous également, il suppose que tous sont déjà égaux devant le fisc. Cela n'est point.

Egalité fiscale d'abord. Les viticulteurs algériens doivent, en contribuant selon leurs forces réelles aux dépenses de l'État, se soumettre à la première règle de l'impôt d'Adam Smith et à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme.

§ 4. — LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES VITICULTEURS FRANÇAIS

Ces solutions peuvent être ramenées aux trois propositions suivantes : limitation des surfaces plantées en Algérie, établissement d'un droit de douane sur les vins algériens, limitation des importations en franchise des vins algériens.

Elles nous paraissent également inacceptables.

a) Limitation des surfaces plantées en Algérie

1° L'ancien régime remédiait aux crises viticoles en faisant « traire, extirper et adnuler » par les propriétaires les « mauvaiz plants » reconnus tels par les fonctionnaires royaux. Il y a de Philippe le Hardi une célèbre ordonnance prescrivant l'arrachage du « très mauvaiz et très desloyaul plant nommé (Gau-mez, duquel mauvaiz plant vient très grande abondance de vin ». Les mesures de ce genre sont nombreuses. La plus catégorique fut celle prise en 1627, par Louis XIII, qui interdit d'une manière absolue la création de tout nouveau vignoble.

Ces prescriptions ne sont plus que des curiosités historiques. La Révolution a institué la liberté des cultures. La limitation en Algérie de surfaces plantées en vignes serait attentatoire à la loi révolutionnaire et au droit de propriété.

Elle serait du reste inopérante. Elle risquerait de n'aboutir qu'à constituer une prime à la production des petits vins. Elle favoriserait la surproduction et le mouillage, le producteur ayant intérêt à obtenir sur une surface donnée la plus forte quantité possible, même aux dépens de la qualité.

En outre, les difficultés d'application seraient énormes. En l'absence de cadastre, le contrôle des surfaces plantées offrirait de grandes incertitudes. Les

fausses déclarations seraient fort à craindre, la fraude n'étant nuisible qu'au producteur français et les viticulteurs algériens n'ayant aucun intérêt à se surveiller mutuellement.

Enfin il ne peut échapper, même aux partisans de cette limitation, qu'il répugne au droit moderne de créer une hiérarchie entre les terres, les unes étant autorisées, à l'exclusion des autres, à recevoir certaines cultures. Le privilège concédé à certains propriétaires aurait un caractère féodal.

2° Dans un seul cas cette restriction est admissible et possible. Ce cas est celui des concessions gratuites. Le contrat passé à cette occasion entre l'administration et les particuliers, malgré certaines obligations qu'il spécifie pour les colons, n'est synallagmatique qu'en apparence. Aux obligations déjà inscrites l'administration peut légitimement ajouter celle de ne planter en vignes qu'une fraction désignée du terrain concédé ou d'en'y faire en vignes aucune plantation.

Il est probable que cette prescription figurera bientôt au cahier des charges. Il y a cinq ans, M. Emmanuel Brousse l'avait demandé à la Chambre par voie d'amendement. 550 voix contre 30 repoussèrent sa motion. M. Brousse, qui le rappelait récemment, ajoutait : « Deux jours après, plus de cent députés, dont deux algériens, venaient nous exprimer le regret d'avoir voté contre l'amendement. — Si nous avions su ! Nous n'avions pas bien saisi ! C'est vous qui

aviez raison !... » Le revirement s'est accentué depuis en France comme en Algérie. La Confédération des Vignerons d'Algérie a, le 11 juin 1912, émis le vœu que le Gouverneur général pose comme conditions, dans toutes les concessions gratuites de terrains, qu'on ne pourra en aucun cas planter en vignes le terrain concédé. Les droits ainsi lésés ne sont qu'éventuels, donc juridiquement inexistants.

b) Etablissement d'un droit de douane sur les vins algériens

L'établissement d'une taxe à l'entrée sur l'ensemble des vins algériens a des tenants dans certains organes de la presse française. « Un droit compensateur, écrit M. Albert Sauzède dans l'*Information*, rétablirait l'équilibre... Ce serait un excellent moyen de faire contribuer l'Algérie au budget de la Métropole. »

Et l'on cherche quel pourrait être le quantum de ce droit. Les vins étrangers paient 12 francs. Quelle réduction accorder sur ce chiffre aux vins algériens ? Les taxer à 5 francs ? Ils seraient assez avantagés encore pour que le vignoble d'Algérie continuât indéfiniment de s'accroître. Le droit ne mériterait le nom de compensateur que s'il s'élevait à un minimum de 10 francs.

Il serait facilement perçu, tandis que l'application de la limitation des surfaces eût été malaisée.

Mais une crise immobilière peut éclater en Algérie. Les producteurs ont escompté le bénéfice résultant

pour eux du régime actuel pour entreprendre, souvent avec des capitaux d'emprunt, des dépenses de création de vignobles, de construction de celliers, qui ne sont pas encore amorties. Un brusque changement de régime les mettrait dans l'impossibilité de tenir leurs engagements. M. Philippe Decock, nous écrit à ce sujet : « Toute mesure, quelle qu'elle soit, qui limiterait, uniquement chez nous (en Algérie), la production vinicole, serait le signal d'une crise immobilière effroyable. Le fait, par exemple, qu'il y aurait en Algérie un flottant de 2 millions d'hectolitres qui ne pourrait être exporté en France... permettrait au commerce de peser sans frein sur les prix et de briser les cours. Cela ne peut être mis en discussion par les Méridionaux puisque, d'après eux, un excédent de récolte de 5 à 6 millions d'hectolitres pour le territoire français tout entier suffirait à avilir les cours. La valeur des vignobles tomberait à rien. Et nos viticulteurs, qui ont payé à beaux deniers comptants la pleine propriété de leurs immeubles, se verraient brutalement privés du droit d'y planter la vigne... Ne suis-je pas en droit de répondre..., comme je l'ai fait, que, Dieu merci, le Code français ne connaît encore qu'une seule sorte d'expropriation : celle pour cause d'intérêt public, moyennant une juste et préalable indemnité ? » Mais, réplique-t-on, cette objection n'a qu'une importance relative, et pour l'immense majorité des producteurs algériens les frais de pre-

mier établissement sont amortis, surtout après les années prospères que la viticulture algérienne vient de traverser.

Tels sont les raisonnements faits.

Ils se heurtent à la loi du 17 juillet 1867. Les produits de la métropole naturels et fabriqués entrent en franchise de tous droits en Algérie, et le même traitement est appliqué par voie de réciprocité aux produits algériens pénétrant en France. Avant donc de songer à frapper d'une taxe quelconque les vins algériens importés dans la métropole, il faudrait abroger la loi de 1867, et supprimer l'union douanière qu'elle a instituée. Alors, dit une note qui nous a été adressée par le Gouvernement général, « l'Algérie redeviendrait maîtresse de ses tarifs, et aurait la faculté, soit d'établir des taxes sur les produits métropolitains, soit d'accorder certaines franchises à des produits étrangers qui prendraient ici la place actuellement réservée aux articles français ».

Donc, point de taxe à l'entrée.

c) Limitation des importations en franchise

Cette thèse est elle aussi ruinée par le seul rappel de la loi du 17 juillet 1867. C'est celle à laquelle les viticulteurs français se sont ralliés, et qui sera portée en leur nom devant la Chambre par M. Emmanuel Brousse. Elle a été exposée et soutenue avec talent par M. Gustave Coste.

L'entrée en franchise des vins algériens serait limitée à 7 millions d'hectolitres, chiffre approximatif des importations actuelles. Ces 7 millions paieraient seulement un droit de statistique de 1 franc par hectolitre. L'excédent serait soumis aux droits qui frappent les vins étrangers.

La situation respective des producteurs serait réglée par un contingentement. Le contingent annuel se fixerait aussitôt que la déclaration de récolte serait faite et contrôlée. Son chiffre résulterait de la proportion existant entre le chiffre de 7 millions et celui de la récolte. Supposons une récolte de 8.800.000 hectolitres, qui a été celle de 1911. Le contingent exportable en France, soit 7 millions, serait de 80 %. Un décret constaterait cette proportion. Le producteur, qui possède aujourd'hui à sa recette buraliste un crédit en titres de mouvement égal au chiffre de sa déclaration, aurait un crédit de 80 % en acquits ou congés d'exportation en France et de 20 % en acquits ou congés de consommation intérieure ou d'exportation à l'étranger.

Et que deviendraient ces 20 % ? Souvent ils se réduiraient à peu de chose. Actuellement la consommation intérieure et les déchets de toute nature s'élèvent précisément à 20 % environ de la production. S'il y avait des excédents importants, ils ne pourraient être introduits en France avec un tarif de faveur inférieur à 12 francs. Profitant de cette fissure, des cartels se créeraient en Algérie pour éluder le con-

tingent, en répartissant sur l'ensemble de leur exportation la charge du droit imposé aux excédents. Ceux-ci doivent donc s'écouler sur le marché international.

Ce système respecterait les situations acquises. Le propriétaire disposerait de sa terre à son gré. Le contrôle de la douane, assuré par le droit de statistique de 1 franc, donnerait aux viticulteurs français la certitude que la quantité importable en franchise ne serait pas dépassée. Quant à la fraude qu'un producteur algérien pourrait commettre en majorant sa déclaration de récolte pour accroître la quantité par lui exportable en France, elle serait énergiquement combattue par les Algériens eux-mêmes, qui en seraient victimes, et la vérification des déclarations de récolte serait sérieusement assurée.

Telle est la théorie, assertions, objections, réponses, des viticulteurs français. Mais nous savons qu'elle pêche par la base. Elle ne saurait s'étayer sur le fait que nous faisons payer des droits de douane à d'autres colonies que l'Algérie, à nos Antilles par exemple. Cela est le passé. Sauf revirement général de l'opinion, l'union douanière, qui est le présent pour l'Algérie, est l'avenir pour l'ensemble de notre empire colonial. Tous les gouvernements s'exprimeront sur ce sujet comme, au nom du gouvernement actuel, l'a fait M. Klotz, ministre des Finances, dans sa lettre du 7 février 1912 à M. Brousse : « Toute restriction opposée à la libre importation des vins algériens en

France constituerait une mesure rétrograde à laquelle il ne me paraîtrait pas possible de donner mon adhésion. »

Le système de limitation et de contingent proposé pour les vins de l'Algérie a été appliqué, il est vrai, par un décret du 28 août 1908 aux vins de la Haute-Savoie et du pays de Gex. Mais on sait que ces régions constituent une zone franche, tandis que l'Algérie fait partie de notre territoire douanier.

§ 5. — LES PALLIATIFS

a) Le marché des gros vins

1° *Le marché étranger.* — On a dit : Au lieu de faire sur le marché français cette concurrence dangereuse aux produits de la Métropole, pourquoi les Algériens ne chercheraient-ils pas à conquérir sur les vins d'Italie et d'Espagne le marché international ?

Cette idée nous paraît, théoriquement peu juste, et pratiquement peu réalisable. En principe, il est toujours périlleux de travailler pour l'étranger. Nous ne saurions citer d'exemple plus pertinent que la grave crise survenue dans le midi viticole italien après la rupture commerciale de 1888 entre la France et l'Italie. Dès le lendemain de la rupture, les statistiques signalent un véritable effondrement des importations de vins pour la France. L'effet de ce brusque changement fut lamentable. Le chiffre annuel des faillites doubla. Ce fut la misère.

Et dans quels pays, d'ailleurs, expédier les vins algériens? Les uns, tels que l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, les États-Unis, la Russie, ont des tarifs si élevés qu'ils constituent de véritables fins de non-recevoir. Pour les autres, tels que la Suisse et l'Autriche-Hongrie, les Républiques sud-américaines, etc..., l'Espagne et l'Italie sont plus favorisées, pour des raisons géographiques ou ethniques, que l'Algérie.

On a envisagé, chez les viticulteurs, un moyen d'aider cette exportation à l'étranger des vins algériens. Ceux des vins algériens qui viendraient en France paieraient à l'entrée une taxe. Les sommes ainsi recueillies serviraient à constituer une prime à l'exportation dans tout autre pays que la France.

Les tendances parlementaires actuelles sont peu favorables aux primes. Celle-ci aurait le double désavantage d'être le plus forte quand elle serait le moins utile, et inversement.

L'idée semble peu heureuse. Il est juste de dire qu'elle n'a été émise qu'officieusement, et sans précisions. Nous ne la signalons qu'à titre documentaire.

2° *Le marché français.* — Une idée meilleure est celle d'assurer à l'Algérie le marché des gros vins en France. Malgré sa forte production personnelle, malgré les 7 à 8 millions d'hectolitres de vins ordinaires que lui envoient l'Algérie et la Tunisie, la France importe annuellement d'Espagne 1 million d'hectolitres. Ces vins importés sont riches en alcool, en

couleur et en extrait, et on les emploie à couper les vins du Midi. Or il est très facile, étant données les conditions de sol et de climat, d'en produire d'analogues en Algérie. Les viticulteurs algériens, qui doivent s'attacher de plus en plus à faire que leurs produits ne concurrencent pas les produits métropolitains, pourraient profiter des pertes que leur cause ou leur causera le phylloxéra pour orienter leur reconstitution vers l'obtention de ces vins, lesquels seront alors pour les vins du Midi, suivant l'expression de M. Battanchon, inspecteur de l'Agriculture, non des concurrents, mais des adjuvants.

b) Les vins de liqueur et mistelles algériens et étrangers

C'est de notre marché encore qu'il s'agit.

Une proposition de loi, présentée par MM. Etienne, César Trouin, Gaston Thomson, Cuttoli et Broussais, demande que « les vins de liqueur naturels, les vins de liqueur d'imitation, les mistelles et autres produits de raisins frais mutés à l'alcool, acquittent à leur entrée en France le droit des vins naturels (art. 171 du tarif des douanes) augmenté de 2 fr. 25 par degré et par hectolitre sur l'alcool présenté par le sucre réducteur ou autre reconnu à l'analyse au-dessus de 150 grammes par litre ».

Le tarif des douanes est suffisant pour protéger les vins ordinaires français, c'est-à-dire les vins complètement fermentés présentant une force alcoolique infé-

rieure à 12 degrés, mais la rédaction de ce tarif qui ne vise que les vins fermentés entièrement est inopérante quand il s'agit des vins dont on a arrêté la fermentation. Or la richesse de ces vins ne réside pas seulement dans l'alcool produit par une fermentation incomplète, mais aussi dans le sucre non transformé.

A la faveur de cette imprévoyante rédaction du tarif des douanes, il s'est créé à l'étranger, notamment en Grèce, des industries vinicoles qui introduisent en France des vins dont la richesse totale dépasse 22 degrés et qui ne paient que sur les 12 degrés apparents. Cette importation a dépassé en 1911 200.000 hectolitres.

Il y a dans cette imperfection de notre tarif deux inconvénients :

1° Le Trésor est frustré des droits de douane que ces vins devraient acquitter normalement sur leur alcool latent ;

2° Les viticulteurs nationaux ne sont pas assez protégés. Or c'est surtout en Algérie que se fabriquaient les mistelles. Les Algériens, qui ne luttaient pas avec assez d'avantage contre l'étranger, abandonnèrent en grande partie cette fabrication à la suite de l'élévation des prix du vin qui a caractérisé toute la première partie de la campagne vinicole 1910-1911. Les prix offerts par le consommateur ne leur laissaient pas assez de bénéfice. De leur côté les négociants en vins de liqueur, ne trouvant pas en Algérie et en France

une provision suffisante, s'adressèrent à l'étranger, et la Grèce notamment nous expédia des quantités considérables de vins blancs, dits de Samos, qui, possédant une richesse alcoolique de 12 degrés et une richesse saccharine de 12 degrés, sont déclarés à leur entrée en France comme vins de liqueur et ne paient que le droit de 12 francs par hectolitre.

Notons que ces vins, qui arrivent toujours, à Cette par exemple, en grande quantité, sont bien estampillés par les consulats français comme étant le produit de la fermentation de raisins frais, mais offrent fréquemment à l'analyse tous les caractères de produits fabriqués avec des raisins secs.

Il convient que la rédaction du tarif des douanes soit remaniée sur ce point. On peut et on doit faciliter aux Algériens la fabrication et l'écoulement de leurs vins de liqueur.

Des mesures énergiques contre les mistelles de Grèce et d'Espagne sont justifiées et nécessaires. Les viticulteurs de France et d'Algérie sont d'accord pour les réclamer.

Le marché des vins sera dégorgé d'autant. M. Philippe Decock nous dit estimer que le seul département d'Oran aurait là l'emploi de 15.000.000 à 17.000.000 d'hectolitres de ses vins à haut degré.

On peut sans crainte orienter la viticulture algérienne vers la production des vins de liqueur. Les conditions climatiques sont éminemment favorables à

leur obtention. Ils ont un avenir assuré dans toutes les régions, nombreuses en Algérie et en Tunisie, où la richesse en sucre des moûts est très élevée. D'après M. Marès, professeur départemental d'agriculture d'Alger, plus de 40.000 hectares se prêtent admirablement à la production des vins doux.

De plus, les essais tentés ont montré qu'il était non seulement possible, mais facile, de produire en Algérie des vins ressemblant à s'y méprendre aux Madère, Marsala, Xérès, Malaga, Porto. Des types de ces différents vins, parfaitement réussis, ont été obtenus sur divers points, notamment à l'École d'Agriculture et de Viticulture de Philippeville, et en Tunisie, chez M. Potin, à Bordy-Cédria. « A Mascara, dit M. Farges, le hasard seul a permis d'obtenir matériellement des Madère qui ont été classés par des experts dégustateurs parisiens parmi les grands vins du type... Cette branche particulière de l'industrie vinicole nous paraît appelée à acquérir, dans un avenir prochain, un développement relativement considérable. »

c) L'augmentation de la consommation nationale

1° *En France.* — La moyenne individuelle de la consommation est, dans les pays gros consommateurs, en Espagne de 55 à 60 litres, en Italie de 78. En France, suivant les années et les prix du vin, elle varie de 100 à 120 litres.

Ce chiffre est très considérable, et ne semble guère

susceptible d'être augmenté. Au moyen d'une active publicité faite pour le vin, en commun, par tous ceux qui ont intérêt à augmenter le nombre des consommateurs, quelque chose pourrait sans doute être repris sur les autres boissons, sur la bière et les eaux minérales notamment. Il a été question, entre le commerce parisien et les viticulteurs méridionaux, d'entreprendre cette publicité. Mais pour en faire les frais chacune des parties comptait sur l'autre. Aucune entente n'intervint.

2° *Au Maroc*. — Le Maroc étant devenu terre française, ou considéré comme tel, M. Pourtal, de la C. G. V., a proposé ingénieusement et ingénument de faire de nos 15 millions de nouveaux sujets musulmans des buveurs de vin. « Pourquoi n'essaierait-on pas, dit-il, par la persuasion et par une pression modérée... sur les chefs religieux, d'habituer les musulmans à l'usage du vin... ? » Idée curieuse, dont *la Dépêche Algérienne* du 9 septembre 1912 déclare avec bonhomie : « On ne peut s'empêcher de penser que M. Pourtal demande la lune. »

d) La distillation

1° *La prime à la distillation*. — Elle consiste dans un droit de 0 fr. 50 par hectolitre payé par les vins non distillés et une indemnité de 0 fr. 50 par degré payée aux vins distillés.

Elle a pour but : sur le marché intérieur, de dimi-

nuer l'encombrement, de brûler les vins médiocres ou mal constitués ; sur le marché extérieur, de développer l'exportation de nos eaux-de-vie ; au point de vue général, de fixer une limite à la baisse des vins, et aussi de résoudre la question des alcools sans porter atteinte au privilège des bouilleurs.

Cette prime est désirable.

Elle ne serait guère dangereuse pour l'industrie du Nord, les alcools de betterave, de mélasse, de grains. Par exemple, sur une production totale contrôlée de 2.245.030 hectolitres, ces alcools figurent en 1908 pour 2.069.000 hectolitres, quelque 200.000 hectolitres revenant seuls à l'alcool de vin. Celui-ci n'est donc pas redoutable pour ceux-là.

La prime n'encombrerait pas le marché des alcools, elle ne provoquerait pas la baisse des alcools du Nord, ne ferait pas succéder à la crise des vins la crise des alcools. Les récoltes de la vigne sont très variables. Les statistiques officielles prouvent que pour conjurer la crise viticole ouverte en 1900 il eût suffi de distiller des quantités insignifiantes, un million d'hectolitres de vin au maximum, représentant environ 70.000 hectolitres d'alcool de plus sur une production totale de 2 millions et demi environ.

La prime n'inciterait pas les propriétaires à surproduire, à cause des déchets et des aléas que comporte la distillation d'un vin.

Il est à souhaiter qu'elle soit créée par le Parlement.

2° *La taxe différentielle.* — Citons ces lignes écrites en 1908 par M. Ottavi, député italien, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture.

« Il existe en Italie une taxe différentielle, avec divers dégrèvements consentis sur l'impôt de fabrication des esprits suivant que ceux-ci sont extraits des céréales, des betteraves, des marcs ou des vins, et *cette mesure apparaît comme indispensable pour faire cesser la crise viticole en France...* Chez nous le fisc restitue la totalité de la taxe aux exportateurs d'eaux-de-vie de vin. La fabrication des cognacs supporte des droits moins élevés. Les coopératives sont encouragées. Enfin le gouvernement est autorisé par la loi à faire jouer, pendant les années de pléthore viticole, la « soupape de sûreté » en accordant, sans avoir besoin de consulter le Parlement, des facilités extraordinaires pour la circulation des vins.

« Les Français, qui aujourd'hui envient à l'Italie sa législation sur l'alcool parce qu'ils ne jouissent pas de la taxe différentielle, savent très bien et même l'ont appris aux Italiens que *les crises dues aux grosses récoltes se liquident par la chaudière.* »

§ 6. — LA VRAIE SOLUTION

Il n'y a qu'une solution réelle à ce problème. C'est la seule qui puisse mettre fin à une crise viticole. C'est celle qui a été proposée dans toutes les crises

viticoles. C'est celle dont aucun viticulteur ne veut entendre parler. C'est faute de s'y résigner qu'ils assistent, suivant l'expression de M. Leroy-Beaulieu, à « la crise viticole universelle » qui risque d'être aussi la crise viticole perpétuelle.

C'est la limitation volontaire des plantations en vigne, avec substitution partielle d'autres cultures.

a) Limitation volontaire des plantations

C'est la solution héroïque, mais comment en parler ? Le caractère théorique de notre étude nous permet de conclure à son adoption. Il n'y a pas à se dissimuler combien ce vœu est platonique.

Les viticulteurs de tous pays croient leur ennemi celui qui leur dit : « Il ne faut plus planter. Il faudrait déplanter. Vos souffrances sont réelles. Vous êtes comme un malade pour le salut duquel une intervention chirurgicale est nécessaire. Résignez-vous à la subir. Elle vous donnera, au lieu de l'euphorie où vous entretiennent vos espérances, une satisfaisante et durable santé. Tout le reste n'est que remèdes de bonne femme. » Les vigneronns répondent que « la crise passera ». Ceux de France se rappellent leur ancienne prospérité. Ceux d'Algérie constatent la leur. Ceux de France ne doutent pas que les grasses années ne reviennent. Ceux d'Algérie envisagent le bénéfice que leur promet M. Farges à la fin de sa brochure citée, « bénéfice dont nous ne voulons pas

indiquer les limites, parce qu'ils atteignent parfois des chiffres invraisemblables ». On ne lutte pas contre cette griserie.

Un petit fait cependant nous paraît d'assez bon augure. Ces dernières années, il fut question de créer dans le bassin méridional du Rhône des canaux dérivés du fleuve. Les promoteurs du projet avaient pour dessein hautement avoué la réduction du vignoble méridional et l'instauration de cultures variées sur les terres devenues libres. Il fut décidé que l'emploi de l'eau ne serait pas autorisé au profit des viticulteurs. « Il faut, disait à Montpellier M. Millerand, alors ministre des Travaux publics, que pas une goutte d'eau ne puisse être détournée pour irriguer la vigne. » Cette déclaration était accueillie par des applaudissements unanimes.

Voilà une assez bonne chose. Les méridionaux la rappellent avec plaisir. Mais nous avons entendu certains d'entre eux ajouter : « Si, malgré cette preuve de notre sagesse, les Algériens continuent de planter, nous canaliserons telle et telle rivière, et dans plus d'une région nous décuplerons notre production. » Gribouille raisonnait ainsi, mais heureusement, sauf exception, ce n'est pas de la sorte que nos viticulteurs s'expriment. Ils sentent, sur les deux rives de la Méditerranée, combien le danger est menaçant. Tout en polémiquant les uns contre les autres, ils s'ingénient à imaginer des remèdes qui ne soient pas

trop douloureux. Nous souhaitons, sans beaucoup y croire, que leurs efforts dans ce sens ne restent pas inutiles. Tous les vignerons qui relèvent du gouvernement français sont assurés de conduire leur production dans des conditions de parfaite liberté. Leur sort est dans leurs mains.

M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, dans un banquet qui lui était offert le 16 décembre 1911 par la Chambre de commerce et le Tribunal de commerce d'Alger, a prononcé des paroles que tous doivent méditer. « La viticulture, a-t-il dit, est la passion dominante des Français... On comprend donc que les Algériens s'y adonnent et il ne faut pas les en détourner. Il faut seulement leur conseiller la prudence et une extrême circonspection. Une telle spécialisation risquerait de créer avec la mère patrie des malentendus et des conflits... Il est préférable de se diriger résolument vers des cultures d'un rendement moins élevé, mais plus régulièrement rémunérateur... »

Quelles cultures pourraient en Algérie remplacer la vigne dans les futures exploitations ?

b) Substitution de cultures

Cette question ferait fructueusement l'objet d'une longue étude. Nous ne pouvons ici qu'en indiquer les grandes lignes.

1° On ne peut guère songer aux *céréales*, pour lesquelles la France se suffit déjà. Si un effort tenté

dans ce sens réussissait, il arriverait pour le blé ce qui arrive pour le vin, un différend pareil surgirait.

Le lin donne en Algérie, nous écrit M. Decock, une fibre de qualité inférieure.

Le riz ne peut venir que dans les terrains très irrigués, et là il y a mieux à faire que du riz, puisque l'oranger est appelé à y prospérer.

Certaines cultures industrielles, telles que celles de la *bergamote*, de l'*anis*, du *safran*, du *sumac*, de la *réglisse* se développeraient facilement en Algérie, mais il est facile de se rendre compte de l'étroitesse des débouchés qui s'offrent à de semblables productions.

La sériciculture ne pourrait lutter, pas plus que celle du Midi, contre celle de l'Extrême-Orient où la main-d'œuvre est pour rien.

Le tabac s'accommode très bien du pays chaud et sec qu'est l'Algérie. Il se cultive déjà en beaucoup d'endroits. Les producteurs algériens se plaignent que, pour ménager la production française, la métropole ne leur achète que de faibles quantités par rapport à ce qu'ils produisent. « Il en résulte que la régie achète à vil prix. Et comme, d'autre part, les autres acheteurs se règlent sur les prix de la régie et payent toujours un peu moins cher, le tabac est pour nous une culture coûteuse. En fait, ajoute M. Decock, les Européens l'abandonnent de plus en plus, et les Arabes seuls, qui ne savent pas établir un prix de revient,

en font encore. » Les Algériens pourraient chercher pour ce produit des débouchés autres que la France. L'Italie, par exemple, est loin de suffire à sa consommation. D'autre part, ils pourraient créer, comme on fit en Italie, à Lecce par exemple, au cours de la grande crise viticole récente, des laboratoires de tabacs orientaux, qui remplaceraient chez nos débitants les produits que la régie achète à l'Égypte et à la Turquie.

Restent les deux plus importantes cultures auxquelles il est à souhaiter que l'Algérie puisse et veuille s'adonner : le cotonnier et l'oranger.

2° La culture du *cotonnier* est connue en Algérie depuis les temps les plus anciens. Elle avait pris un certain essor au lendemain de la conquête française, mais diverses circonstances empêchèrent de donner suite aux premiers essais pratiqués et en 1900 on semblait avoir abandonné l'idée de cultiver le coton. Un revirement s'est produit.

Depuis 1906, l'administration se préoccupe de favoriser en Algérie l'extension de cette culture. Des subventions ont été allouées pour création de coopératives cotonnières à Bône, Philippeville et Oran.

En 1910, la coopérative d'Orléansville a bénéficié, en outre, d'une avance de 30.000 francs sur les fonds mis à la disposition de la colonie par la Banque d'Algérie en vue de développer l'outillage et pour faciliter la construction d'une huilerie destinée à traiter les graines. Le Gouvernement général s'efforce, en

outre, de protéger les cultures de coton contre les parasites. Récemment un professeur de l'École d'Agriculture de Maison Carrée a été chargé d'une mission en vue de rechercher par sélection les graines appartenant aux variétés susceptibles de donner les plants les mieux adaptés aux conditions de climat et de sol et fournissant les cotons les plus recherchés par l'industrie. Les essais effectués dans cet ordre d'idées, notamment dans la région d'Orléansville, ont déjà donné des résultats intéressants.

M. Brunel, délégué financier et président du Comice agricole d'Orléansville, s'est dévoué à la résurrection du coton avec une foi d'apôtre. Il a eu à lutter contre des oppositions violentes. Pour désarmer les malveillants, pour éclairer les hésitants, le Comice agricole d'Orléansville a pris en 1911 l'initiative de convoquer dans ses champs de coton, et aussi dans ses usines, tous ceux qui s'intéressent à la culture du cotonnier. Cette première Conférence cotonnière, dont les *Informations algériennes* ont rendu compte en son temps, fut très intéressante. Les assistants arrivent fort nombreux, l'Association Cotonnière Coloniale s'était fait représenter. Deux journées ont été consacrées à l'étude des conditions de cette culture, qui ouvre des horizons nouveaux aux colons du Nord de l'Afrique. M. Brunel fit d'abord visiter aux congressistes 400 hectares de cultures et 200 hectares d'essais de recépages, et l'usine d'égrenage et d'emballage, l'huilerie et

la raffinerie de la coopérative. Puis il raconta avec précision les persévérants et méthodiques efforts des colons d'Orléansville, et expliqua leur groupement en coopérative d'égrenage et de vente qui les met à l'abri des spéculateurs. La deuxième journée de la conférence fut consacrée à une série de communications et aux discussions qu'elles soulevaient. « On comprit, dit le compte rendu, ce que peut faire, pour le progrès en agriculture, un homme énergique et clairvoyant. » Parmi les communications faites, notons celle de M. Godard sur les importants et probants résultats obtenus en terrain non irrigué dans le département de Constantine. La culture du coton a pu être réalisée avec plein succès, à El Arrouch, jusqu'à la limite de la zone de l'olivier. De cette communication et de celle, analogue, de M. Gonnot, il résulte nettement que la culture du coton, en sol non irrigué, peut prendre une très grande importance, surtout grâce à l'application des principes du dry-farming.

Tous les essais ne réussissent pas sans doute, du moins immédiatement. M. Decock nous écrit à ce sujet : « ... Je suis un partisan déterminé de cette culture, l'ayant essayée moi-même depuis trois ans, et ayant aidé de toutes mes forces à sa propagation. Mais... dans la Mitidja... je puis vous indiquer que j'ai obtenu l'an dernier, dans les conditions de culture les plus favorables, un rendement brut à l'hectare de 425 francs pour 450 francs de frais. »

Il y a cependant, conformément aux résultats de la Conférence d'Orléansville, beaucoup à attendre d'une culture du coton habilement conduite. Aux environs de Philippeville où on n'arrose pas, la dépense s'élève à 250 ou 300 francs l'hectare. Sur les bords du Chélif, région qui possède la plus grande partie des champs cotonniers (411 hectares), l'arrosage fait monter la dépense à 500 francs, mais le résultat est plus certain. Tandis que la culture en terre sèche donne 1.000 kilogrammes à l'hectare, on en obtient 1.200 dans les champs irrigués. Même un planteur de Bou-Roumi, non loin de Blida, M. Aversenq a obtenu 1.700 kilogrammes, ce qui équivaut à un revenu brut de 1.500 francs à l'hectare pour une dépense de 500 francs environ.

Ce sont là des chiffres très encourageants.

En 1910, les superficies complantées en coton s'élevaient à 533 hectares dont 410 pour la région d'Orléansville, ayant produit 7.000 kilogrammes bruts environ, soit une moyenne supérieure à 13 quintaux à l'hectare.

En 1911, les superficies ont atteint 779 hectares, dont 645 pour les départements d'Oran et d'Alger et 129 pour celui de Constantine (1).

1. Notons ici, afin de n'avoir pas à y revenir plus loin, que des résultats et des espérances analogues sont possibles en Tunisie, pour ce qui est des cultures à substituer à la vigne. Spécialement, pour ce qui est du coton, signalons l'étude parue à ce sujet dans l'*Officiel* du 11 mars 1912.

3° C'est surtout vers la plantation de *l'oranger* que devraient se tourner les initiatives et les capitaux.

La France consomme environ 66 millions de kilogrammes d'oranges. L'Algérie n'en fournit encore que 6 millions environ. Le reste nous est envoyé par l'étranger. Donc le champ est vaste devant l'activité des Algériens.

Le mouvement est commencé. M. Perriquet, vice-président de la Société des Agriculteurs d'Algérie, directeur des *Informations algériennes*, écrit : « Notre Société s'occupe activement d'étudier les conditions nouvelles dans lesquelles la culture de l'oranger peut être désormais abordée avec les perfectionnements imaginés en Amérique. *Toutes les terres profondes et irrigables peuvent y être avantageusement employées ; ce sont les terres à grands rendements pour la vigne. Lorsque la reconstitution du vignoble aura lieu, on peut penser qu'il y aura avantage à remplacer les vignes par l'oranger.* »

Les pouvoirs publics peuvent singulièrement accélérer cette transformation. Il suffirait d'élever les droits presque insignifiants dont sont grevées à l'entrée en France les oranges d'Espagne. Actuellement, cette taxe est de 5 francs le quintal (elle est de 5 francs au tarif minimum et de 15 francs au tarif maximum). Il suffirait de porter le tarif minimum à 10 francs « pourque, dit M. Perriquet, la moitié des viticulteurs, sinon plus, qui ont des terres profondes, substituent,

lors de la reconstitution, les oranges à la vigne ».

Le gouvernement le fera-t-il ? A propos de la loi douanière du 29 mars 1910, M. Decock nous dit à ce sujet : « Depuis des années nous réclamions l'élévation du droit sur les agrumes, et nous espérions bien à ce moment obtenir quelque chose. Il n'en a rien été. Le ministre des Affaires étrangères s'est opposé à toute modification dans l'intérêt des bonnes relations avec l'Espagne, et ce, à raison des négociations marocaines. » Il ne paraît pas, convenons-en, que l'Espagne nous ait su un gré très vif de ce procédé si amical. Mais puisque les négociations marocaines ont pris fin, les viticulteurs algériens et français doivent reprendre sur ce point leurs campagnes parallèles, et le gouvernement se verra dans l'obligation de céder à leurs justes désirs. Du reste, avant que cette modification soit faite, une période transitoire s'écoulera. L'Algérie ne produit actuellement que le dixième de ce qui est nécessaire à la consommation française. Les Algériens se déclarent prêts à planter des orangers pourvu qu'ils y soient encouragés par une protection sérieuse. Mais il faudra de huit à dix ans pour qu'ils puissent arriver à fournir de quantités suffisantes le marché français, l'oranger ne donnant pas de récolte avant un minimum de sept ans. Si le droit sur les oranges espagnoles est élevé à 10 francs (ou seulement à 7 fr. 50, comme s'en contentent les Algériens), leur exportation, gênée, diminuera, et la

consommation française ne pourra être satisfaite.

Il suffirait (cette idée appartient à M. Decock) de n'élever les droits que lorsque l'Algérie aurait à peu près décuplé sa production. Pendant la période transitoire, des primes seraient allouées, soit à la culture, soit à l'exportation en France. Le montant de ces primes représenterait exactement celui des futurs droits de douane. Lorsque ceux-ci joueraient, dans quelque dix ans, les primes seraient supprimées.

Nous savons bien que les tendances actuelles sont peu favorables aux primes. Il en existe pourtant, à l'oléiculture, à la sériciculture, etc... La viticulture et l'agrumiculture, toutes deux intéressées à la création des primes que nous proposons avec M. Decock, ne méritent pas moins de sympathie que la production de l'huile et celle de la soie. Ces primes seraient justifiées, ainsi que les futures élévations du tarif, du fait qu'on n'entreprend une culture qui ne donne rien pendant les sept ou huit premières années que si elle a des chances sérieuses d'être rémunératrice, et que, d'autre part, dans l'intervalle il faut vivre.

Le gouvernement ne peut refuser sur ce point ni son attention ni son aide.

CHAPITRE V

LA TUNISIE ET LE MAROC

Pour ce qui est de la Tunisie et du Maroc, le problème est plus simple que pour l'Algérie, parce que les conditions douanières sont moins favorables à la Régence et à l'Empire qu'à la colonie, et le danger est moins urgent, parce que les surfaces plantées en vignes dans les deux protectorats sont actuellement très restreintes.

§ 1. — LA TUNISIE

A. — *La vigne en Tunisie*

La Tunisie n'est pas moins favorable que l'Algérie à la production du vin. Les terres y sont même, d'ordinaire, plus profondes, les vallées plus ouvertes, les pluies plus abondantes. Cinq ans après l'établissement de notre protectorat, dans un rapport du mois d'août 1886, M. Gastine, délégué du ministre de l'Agriculture, parlait de « l'extrême abondance des terres propres à la culture de la vigne dans les meilleures conditions d'économie ». Et il ajoutait : « Partout la

charrue peut être employée, tant pour la préparation des terrains, leur défonçage, que pour la culture proprement dite. Les terres en coteaux offrent des pentes douces, développées dans de longues vallées larges et ouvertes ; elles équivalent comme facilité de travail aux terres de plaine. C'est donc à bon droit que l'on a dit que la Tunisie offrait un milieu presque partout favorable à la création des vignobles... La fructification de la vigne est abondante en Tunisie. Quant au climat, il serait plutôt de nature à faire concevoir des espérances que des craintes. La caractéristique peut se résumer en ces termes : pluies abondantes et régulières l'hiver, chaleur et sécheresse l'été. »

L'histoire est d'accord avec le délégué ministériel de 1886. On a fait remarquer que la culture de la vigne en Afrique, comme celle de l'olivier, date vraisemblablement des premières migrations orientales. Suivant Pline, cité par M. Leroy-Beaulieu d'après l'*Exploration scientifique de la Tunisie* de Charles Tissot, les seuls vestiges que les anciennes colonies phéniciennes de la côte orientale de la Maurétanie avaient laissés étaient des plantations de vignes et de palmiers. Dans l'antiquité le cap Spartel s'appelait Ampelusia, le promontoire des vignes. Les monnaies d'une des plus anciennes colonies phéniciennes de cette contrée, Lix, portaient pour emblème une grappe de raisin. Les vignes formaient la moitié des vergers du territoire de Carthage, elles étaient également cul-

tivées sur le littoral voisin de la Cyrénaïque, particulièrement à Tacape où, dit Pline, « on vendangeait deux fois par an une vigne qui portait deux récoltes », et aussi à Tripoli dont les vins étaient estimés. Le raisin de Numidie était renommé à cause de son rendement considérable.

L'occupation musulmane réduisit la production vinicole. La Tunisie, au moment de l'établissement du protectorat, possédait environ 1.500 hectares de vignes indigènes, dont le fruit était consommé surtout à l'état de raisin. La création du vignoble européen commença avec le protectorat français et n'eut d'abord pour objet que d'assurer la consommation locale européenne. C'est que l'exportation en France était alors entravée par le régime douanier. A raison des traités tunisiens qui avaient concédé à plusieurs nations le traitement de la nation la plus favorisée, les produits tunisiens étaient soumis, à leur entrée en France, à notre tarif général. Les vins tunisiens, en conséquence, payaient 4 fr. 50 par hectolitre, tandis que les vins d'Espagne étaient à 2 francs.

Ce régime fut modifié par la loi du 29 juillet 1890.

Actuellement la Tunisie, sur une superficie d'environ 13 millions d'hectares dont 9 millions d'hectares de territoire agricole, et 2.600.000 hectares de terres arables, 220.000 hectares d'olivettes, 19.000 hectares de palmeraies, etc., compte de 15.000 à 16.000 hectares de vignes et produit en moyenne 350.000 hec-

tolitres de vin dont 200.000 à 300.000 sont absorbés par la consommation locale.

B. — *Les conditions économiques de la viticulture tunisienne*

Elles sont assez analogues à celles que nous avons rencontrées en Algérie. Nous les résumerons sommairement.

a) **Fertilité naturelle**

La production de la vigne s'élève en moyenne à une trentaine d'hectolitres par hectare, mais atteint en certains points des chiffres sensiblement plus élevés. Quelques vignobles accusent en effet une production à peu près régulière de 70, 80, et même de 100 hectolitres à l'hectare. Les vins rouges représentent les neuf dixièmes de la production. Ils sont naturellement de fort degré, hauts en couleur et bien corsés, titrant de 10 à 12 degrés pour les vins ordinaires, et jusqu'à 14 et 15 degrés pour les vins de coupage.

La Tunisie pourrait exporter de grandes quantités de raisin muscat. Mais pour le moment elle n'exporte guère que du chasselas, en quantité du reste médiocre : 146.041 kilogrammes d'une valeur de 32.000 francs en 1909, d'après une Notice publiée à Tunis en 1909 par la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, qui fut distribuée en février 1912

au Concours agricole. Mais l'attention des intéressés est de plus en plus attirée vers ce commerce, et tout porte à croire que la Tunisie finira, elle aussi, par s'engager résolument dans une voie que lui a déjà tracée l'Algérie.

b) Acquisition de la propriété

La Direction de l'Agriculture met à la disposition des immigrants des terrains appartenant à l'État ou que celui-ci se procure en vue de leur rétrocession aux particuliers. Les conditions de vente rappellent d'assez près celles qui sont pratiquées en Algérie.

Abstraction faite des lotissements urbains (241 hectares), des concessions de biens habous (19.509 hectares), des ventes spécialement faites en vue de plantations d'oliviers dans le Centre et le Sud (87.376 hectares), les superficies de terrains domaniaux que, d'après la Notice citée, l'État a vendus à la colonisation française avec obligation d'habitation et de culture atteignent, depuis 1902 jusqu'à 1908, 93.445 hectares.

En présence de ces chiffres, on est surpris de voir le peu d'importance de la colonisation française, si réduite qu'elle éveille les inquiétudes des colons. Ceux-ci conçoivent et manifestent des craintes pour leur sécurité et demandent à constituer des Sociétés franches, capables en cas d'insurrection ou de guerre extérieure d'organiser la défense. « Nous ne sommes, écrit M. Edouard de Varenne, promoteur de

ce projet, dans les *Informations Algériennes* du 11 février 1912, que 40.000 Français, dont quelques centaines d'agriculteurs seulement habitent les terres, au milieu de près de deux millions d'Arabes et de plus de cent mille Italiens. » Craintes d'ailleurs exagérées, car la police en Tunisie est assurée efficacement par la gendarmerie et la direction de la Sûreté publique. Des gardes de police à cheval et des agents cyclistes veillent, en particulier, à la sécurité des campagnes. Le respect des personnes et des biens est aussi complet qu'en France, le Consul général d'Angleterre à Tunis le constatait dès 1898 dans un rapport à son gouvernement.

Mais, si la proportion des Français dans la colonisation tunisienne est relativement plus considérable, on est en droit de se demander à qui pourra profiter l'extension du vignoble tunisien, si elle se poursuit.

c) Frais d'exploitation

Les conditions du travail sont sensiblement les mêmes en Tunisie qu'en France. D'une façon générale cependant, et en raison de la concurrence des indigènes et des Italiens, le prix de la main-d'œuvre est moins élevé que dans la métropole.

Le salaire quotidien des ouvriers agricoles européens est d'environ 2 francs, 2 fr. 50. Ces chiffres n'ont évidemment rien d'absolu, c'est ainsi que les tailleurs de vignes qui viennent chaque année de France s'em-

baucher en Tunisie, reçoivent de 4 à 5 francs par jour. Les indigènes gagnent de 1 à 1 fr. 20, nourriture non comprise et, bien dirigés, fournissent de bons services. Les colons apprécient aussi particulièrement la main-d'œuvre, très peu coûteuse, des nègres du Soudan, du Fezzan et du Touat, que l'on emploie avec profit à tous les travaux des champs.

Les instruments agricoles, les harnais sont payés aux prix de France. Les bœufs valent de 250 à 400 fr. la paire, les vaches 90 à 180 francs par tête. On trouve des chevaux à tous les prix, mais un bon cheval de service se paie de 350 à 400 francs.

Le chiffre des frais culturaux de la vigne peut être évalué à 350 francs par hectare.

d) Régime Fiscal

La taxe personnelle et mobilière, l'impôt des portes et fenêtres et celui des patentes n'existent pas en Tunisie pour les Européens. Quant à l'impôt foncier, il ne constitue qu'une infime exception, propre à l'île de Djerba et à certaines parcelles de terres consacrées à la culture maraîchère dans le Cap Bon et les environs de Sfax.

Les seules cultures imposées sont le blé et l'orge. Lorsque ces cultures sont effectuées à l'aide de la charrue française et sur des terres entièrement défrichées, l'impôt est réduit des neuf dixièmes, c'est-à-dire que s'il atteint normalement 6 fr. 40 par hectare,

il est réduit à 0 fr. 64. L'olivier est taxé sur une base de 5 à 50 centimes par pied, avec affranchissement des nouvelles plantations pendant vingt ans et des oliviers nouvellement greffés pendant dix ans.

Les autres cultures, notamment *la vigne*, les cultures maraîchères et fruitières, l'avoine, etc..., sont affranchies d'impôt.

Certains produits, tel que les céréales, sauf l'avoine, supportent un droit de circulation de 25 à 35 centimes les 100 kilogrammes.

Des droits existent, soit sur la consommation dans les centres urbains, soit sur la circulation et la fabrication de divers produits. Ainsi l'alcool supporte un droit de 125 francs par hectolitre d'alcool pur, le sucre brut 6 francs et le sucre raffiné 10 francs les 100 kilogrammes, la viande 6 francs.

La propriété bâtie urbaine et suburbaine supporte une taxe locative, dont le produit est attribué aux municipalités.

Les tarifs de l'enregistrement sont extrêmement modérés et le papier timbré coûte moitié moins qu'en France. Les mutations d'immeubles paient un droit de 4 %, à moins qu'elles n'aient lieu en ligne directe ou bien entre époux entre vifs et à titre gratuit ou par décès, auxquels cas le droit est réduit à 0 fr. 20. Le droit est réduit à 2 % pour la vente des terres de colonisation.

Le tabac, les poudres à feu, les allumettes et les cartes à jouer font l'objet d'un monopole d'État.

Néanmoins les prix de vente sont beaucoup moins élevés qu'en France.

C. — *L'importation des vins tunisiens en France
et en Algérie*

a) La loi du 29 juillet 1890

Cette importation est actuellement régie par la loi du 29 juillet 1890, portant modification du tarif général des douanes en faveur de certains produits originaires de Tunisie.

Cette loi dispose :

1° Dans son article 2, que « les vins de raisins frais d'origine et de provenance tunisiennes payeront, à leur entrée en France, un droit de 0 fr. 60 par hectolitre en tant que leur titre alcoolique ne dépassera pas 11°9 ; ceux dont le titre sera supérieur à 11°9 payeront une taxe supplémentaire à 0 fr. 70 par degré ».

2° Dans son article 5, alinéa a, que « chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce et de l'Agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1^{er}, 2, et 3 de la présente loi ».

La loi du 29 juillet 1890 fut votée le 5 juillet, après une discussion qui occupa les séances des 4 et 5 juillet.

let. Deux autres systèmes avaient été proposés : 1^o assimilation de la Tunisie et de l'Algérie, c'est-à-dire franchise complète ; 2^o diminution des droits perçus jusqu'alors sur les produits tunisiens à leur entrée en France et sur les produits français à leur entrée en Tunisie.

Ces deux systèmes furent repoussés. Il n'était pas possible, d'une part, vu les conventions existant entre la Tunisie et la plupart des pays étrangers, d'exonérer en principe les produits venant en France des droits payés par les nations les plus favorisées, ni, d'autre part, de diminuer ces droits dans les proportions demandées par les amendements présentés à la Chambre. Aussi, tout en décidant que rien ne serait changé aux taxes perçues en France, le Parlement résolut qu'une partie des récoltes, fixée chaque année par le Gouvernement, jouirait d'un taux de faveur, ne paierait que des tarifs insignifiants.

Quelle répercussion cette loi devait-elle avoir sur l'entrée des vins en France ? Dans la discussion de juillet 1890, M. Thomson, député de Constantine, partisan de l'assimilation complète de la Tunisie et de l'Algérie, disait : « Nos 3 millions d'hectolitres de vins (algériens) ne redoutent pas la concurrence des 50.000, des 100.000 hectolitres que produira demain la Tunisie. Le marché français est assez riche et, malheureusement, la marge entre la production actuelle de la métropole est encore assez large pour

que l'on puisse sans inconvénient faire place à la Tunisie. » Et M. Jonnart, rapporteur du projet, s'exprimait ainsi : « Je ne crois pas qu'il y ait lieu de prévoir un développement considérable des vignobles tunisiens. L'avenir pour nos colons, à mon avis, n'est pas là... Dans dix ou quinze ans, c'est tout au plus si la Tunisie pourra envoyer 200.000 à 250.000 hectolitres, c'est-à-dire de quoi alimenter une maison importante faisant le commerce des vins. Le Gouvernement devra fixer l'importation d'après la production totale de la Régence. »

M. Turrel ayant déposé un amendement stipulant que les quantités de vin exonérées ne pourraient dépasser les trois quarts de la production totale, amendement accepté par la commission, le retira à la demande du Gouvernement, qui s'engagea à ne pas dépasser cette proportion.

Done, au moment du vote de la loi, il était estimé que 150.000 hectolitres environ pourraient être exonérés.

b) Les importations après la loi du 29 juillet 1890

Tandis que le vignoble français retrouvait des récoltes abondantes, que la production algérienne, presque entièrement envoyée en France; passait de 3 millions à près de 9 millions, les plantations et le rendement de la Tunisie se développèrent aussi. Voici des chiffres :

ANNÉES	Vignobles européens	Récoltes	Prix	Importation en France	Quantités exonérées par décret
	<i>hectares</i>	<i>hectos</i>	<i>fr. c.</i>	<i>francs</i>	<i>hectos</i>
1882 . .	100	»	»	»	»
1890 . .	4.500	»	»	»	»
1891 . .	5.159	»	»	»	»
1892 . .	5.475	95.000	25 »	1.178.360	70.000
1893 . .	5.810	140.000	25 »	1.106.885	100.000
1894 . .	5.854	170.000	15 »	584.785	60.000
1895 . .	6.072	190.000	18 »	2.534.956	40.000
1896 . .	6.253	150.000	18 »	1.568.306	40.000
1897 . .	6.553	180.000	18 »	1.102.884	175.000
1898 . .	6.903	210.000	18 »	1.542.264	185.000
1899 . .	7.645	170.000	18 »	1.759.260	185.000
1900 . .	9.708	225.000	18 »	817.074	185.000
1901 . .	10.341	170.000	15 »	539.231	200.000
1902 . .	12.145	100.000	15 »	446.747	200.000
1903 . .	12.580	300.000	15 »	1.326.092	200.000
1904 . .	14.107	280.000	15 50	1.904.605	220.000
1905 . .	14.535	300.000	10 »	403.940	200.000
1906 . .	15.000	410.000	10 »	489.680	200.000
1907 . .	14.759	357.320	10 »	1.249.920	200.000
1908 . .	14.785	345.000	10 »	1.365.000	200.000
1909 . .	14.465	350.000	10 »	1.382.680	200.000
1910 . .	14.100	350.000	10 »	1.479.270	200.000

De ce tableau il résulte que :

1° La superficie du vignoble tunisien a crû jusqu'en 1906. Depuis cette date, elle a diminué;

2° La récolte a augmenté proportionnellement à l'étendue du vignoble. Elle est stationnaire pendant les dernières années, sans doute parce qu'on a surtout arraché les vignes épuisées;

3° L'exportation en France est considérable. En

1900 et en 1905 elle a fléchi par suite de la baisse des prix en France ;

4° Une bonne partie des vins tunisiens, plus de la moitié de la production dans certaines années, est, soit consommée sur place, soit exportée dans des pays autres que la France ;

5° Il n'a pas été tenu compte des déclarations ministérielles de 1890, limitant la proportion des vins admis en France en quasi-franchise, puisque nous voyons que de 1897 à 1902, la quantité de vin exonérée est égale à la quantité récoltée en Tunisie. Il est curieux de constater qu'en 1899, 1901 et 1902 elle est même supérieure.

6° Depuis 1903, les quantités entrées effectivement en France avec le bénéfice de l'exonération sont inférieures à celles qui pouvaient chaque année jouir de ce privilège.

Cette année, pour la première fois, la quantité des vins tunisiens qui pourra être admise en France du 1^{er} août 1912 au 31 juillet 1913, avec l'exonération prévue par l'article 2 de la loi du 29 juillet 1890 atteint 250.000 hectolitres. C'est le chiffre qui a été fixé par le décret du 15 août dernier.

c) L'entrée des vins tunisiens en Algérie

La loi du 17 juillet 1867, révisée en 1875 et 1884, qui détermine le régime douanier de l'Algérie, dispose dans son article 1^{er} que « les produits naturels ou fabri-

qués, originaires de l'Algérie, seront, à leur importation directe dans les ports de France, admis en franchise des droits de douane. La franchise sera également appliquée aux produits étrangers introduits d'Algérie en France qui auront été nationalisés, à leur entrée en Algérie, par le paiement intégral des droits de douane tels qu'ils sont fixés » par le tarif de France.

L'article 6 stipule que « les produits étrangers importés en Algérie par les frontières de terre seront soumis au régime établi par le tableau annexé à la présente loi ».

Voici le texte du tableau D :

« Produits naturels ou fabriqués : 1° Originaires de la Régence de Tunis, de l'Empire du Maroc, et du Sud de l'Algérie, exempts ; 2° De toute autre origine : même régime qu'à l'importation par mer. »

En 1867, lorsque la loi fut votée, on objecta qu'une fraude serait possible : les produits tunisiens et marocains pourraient emprunter la voie de l'Algérie pour échapper aux taxes douanières dues lors de leur entrée en France.

Le rapporteur de la loi répondit que cette crainte était peu justifiée. Il montra que le défaut de routes, la difficulté de transporter de grandes quantités de produits, l'insécurité du pays, sillonné alors par des bandes de pillards, étaient de sûrs garants de l'impossibilité d'une telle fraude.

Les choses ont changé aujourd'hui. La Tunisie est

entièrement pacifiée. Une voie ferrée relie Tunis au port de Bône et traverse le territoire de la Régence, Des routes carrossables sillonnent le pays. De nombreuses relations existent entre l'Algérie et la Tunisie.

Et les craintes exprimées en 1867 se font jour de nouveau. On redoute que les vins de Tunisie, si l'on n'y prend garde, empruntent la voie de l'Algérie. Par cette fraude serait pratiquement annulé l'article 5, alinéa d, de la loi du 29 juillet 1890.

D. — *Les protestations et les vœux de la viticulture franco-algérienne*

a) L'entrée des vins tunisiens en France

M. Barthe, député de l'Hérault, s'est fait l'interprète des craintes et des désirs de nos viticulteurs. Il est l'auteur de la proposition de loi suivante, en date du 18 décembre 1911, qu'il a soumise au Conseil d'administration de la Confédération générale des Vignerons, lequel l'a votée à l'unanimité :

Article unique. — L'alinéa d de l'article 5 de la loi du 29 juillet 1890 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

d) Chaque année, des décrets du Président de la République rendus sur la proposition des ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce et de l'Agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des arti-

cles 1 et 3 de la présente loi. La quantité de vin maxima à laquelle s'appliquent les dispositions de l'article 2 et de la présente loi est fixée à 200.000 hectolitres par an.

Il nous faut, au sujet de cette proposition de loi, répéter ce que nous avons dit précédemment au sujet des propositions tendant à restreindre en Algérie soit la liberté des cultures, soit la liberté des importations. On ne pourrait donner satisfaction au désir de M. Barthe et de ses collègues sans violer, d'une part, des droits légitimes, et d'autre part sans remonter un courant d'idées toujours plus puissant. C'est à propos de cette demande que M. Klotz, ministre des Finances, disait à M. Brousse dans la lettre plusieurs fois citée : « ...Il ne faut pas perdre de vue que la plupart des marchandises françaises sont admises en franchise dans la Régence, dont le marché est, par conséquent, largement ouvert à notre commerce. Dans ces conditions j'estime qu'il serait peu équitable de restreindre les immunités dont bénéficie aujourd'hui la Tunisie, d'autant plus que les tendances générales sont pour la réalisation de l'union douanière intégrale. »

Il faut respecter le statut mutuel qui existe entre la Tunisie et la France, et sur la foi duquel des Français sont allés planter de la vigne en Tunisie.

b) L'entrée des vins tunisiens en Algérie

Ici, au contraire, il semble que les dispositions de l'article 6 et du tableau D de la loi du 17 juillet 1876

ont fait leur temps. Elles ont été maintenues, comme on sait, par l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, portant fixation du budget ordinaire des recettes de l'exercice 1885, et par la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes.

La coexistence de ces dispositions et de celle qui limite annuellement à 200.000 ou 250.000 hectolitres l'entrée en quasi-franchise dans nos ports des produits tunisiens ne s'explique que dans un certain état, peu avancé, de civilisation économique, d'une part, et d'un autre côté, par la superficie restreinte (5.475 hectares en 1892) du vignoble tunisien. Si le vignoble tunisien, qui compte actuellement une surface triple de celle qu'il avait il y a vingt ans, continue à se développer, si, grâce aux progrès de la civilisation, il y a des voies ferrées et des routes carrossables là où passaient naguère les caravanes des tribus, le tableau D et le décret annuel du Président de la République sur l'importation des vins tunisiens en France sont contradictoires. L'Algérie et la France ne forment qu'un seul territoire douanier. Pour transiter par l'Algérie, les vins tunisiens venant en France ne subiront qu'une charge assez légère. Ils pourront n'en subir aucune, en se substituant pour la consommation algérienne locale aux vins algériens, tandis que ces derniers s'en iront en France. Les restrictions du décret présidentiel deviennent parfaitement illusoires.

Il y a donc lieu, croyons-nous, de modifier sur ce point la loi de 1867. Une proposition de loi de M. Edouard Barthe en date du 20 décembre 1911, est ainsi conçue :

Article unique. — Le tableau D, annexé à la loi du 17 juillet 1867, fixant le régime douanier de l'Algérie, est révisé ainsi qu'il suit :

Vins, moûts et raisins originaires de la Régence de Tunis et de l'empire du Maroc : même tarif que les vins étrangers ;

Produits naturels ou fabriqués autres que les vins originaires de la Régence de Tunis, de l'empire du Maroc et du sud algérien : exempts ;

Produits naturels ou fabriqués de toute autre origine : même régime qu'à l'importation par mer.

Nous sommes disposés à nous rallier à cette proposition.

Mais nous estimons qu'il serait plus simple et plus logique de constater purement et simplement que l'Algérie et la France sont un seul et même territoire douanier.

La conséquence serait pour la Tunisie que ses vins, qu'ils entrent dans notre territoire douanier par la frontière algéro-tunisienne ou par nos ports méditerranéens, paieraient 0,60 par hectolitre jusqu'à 250.000 hectolitres environ admis annuellement à ce traitement. Le reste paierait 12 francs.

E. — *L'avenir de la viticulture tunisienne*

Statu quo pour l'entrée en France. Application à l'entrée en Algérie des faveurs et restrictions que comporte l'entrée en France, le chiffre des hectolitres favorisés n'étant pas augmenté de ce fait et variant seulement, comme par le passé, suivant les conditions générales de la viticulture tunisienne et du marché algéro-français.

C'est à cela que nous concluons.

Afin de ne pas tomber dans des redites, les choses étant semblables dans la colonie et dans le protectorat, et la question ayant été traitée à propos de la colonie, bornons nous à transcrire ce que M. Paul Leroy-Beaulieu écrivait en 1903 sur l'avenir de la viticulture tunisienne :

« Si la culture de la vigne doit se répandre en Tunisie, il n'est pas à souhaiter, avec la crise viticole universelle, qu'elle dépasse notablement dans un temps prochain les 15.773 hectares existant en 1904, et il est désirable que les colons, surtout ceux qui placent toute leur fortune ou une partie de leur fortune dans une exploitation agricole, ne se fient pas uniquement, ni peut-être principalement, à cette culture si séduisante et si aléatoire. Il conviendrait aussi que les colons ne se missent pas à produire

presque uniquement des vins rouges communs, mais qu'ils s'efforcent de faire quelques vins de choix, notamment des vins blancs dans le genre de ceux de Sicile, ces qualités étant très appropriées au climat et la vinification en étant plus facile. »

§ 2. — LE MAROC

A. — *Le futur vignoble marocain*

La production viticole au Maroc se réduit pour le moment à fort peu de chose, et la concurrence des vins marocains n'est guère à redouter encore. Il n'y a guère que la population israélite qui en produise pour sa consommation. L'exportation est nulle.

Mais la situation actuelle est appelée à se modifier très rapidement. Par application de nos conventions diplomatiques et spécialement de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, l'égalité économique sera assurée au Maroc aux ressortissants de toutes les puissances. De vastes domaines agricoles vont se créer, se multiplier rapidement. Les procédés modernes de culture, appliqués à une terre naturellement douée d'une remarquable fertilité, obtiendront d'elle des rendements considérables.

Il est à prévoir que la culture marocaine sera, dans

son ensemble, analogue à la culture algérienne. La vigne exercera sur les colons de notre nouveau protectorat son pouvoir habituel de séduction. Les ceps ont apparu déjà. A l'heure actuelle il y a de la vigne plantée en Chaouïa et on trouve de jeunes plantiers jusqu'au delà de Settat.

Et les inquiétudes naissent. On remarque que les plantations se poursuivent à Oudjda. Cette oasis, qui comprend plusieurs milliers d'hectares d'une grande fertilité, arrosables pour la plupart, se prête merveilleusement à la culture de la vigne, qui peut y donner les rendements les plus élevés. La valeur des terres y a passé rapidement de 40 francs l'hectare à 80 et 100 francs. La surface plantée cet hiver s'élève à un millier d'hectares. Les viticulteurs français et algériens s'effraient de tels commencements, et écrivent : « Il n'est pas excessif de dire qu'avant dix ans il y aura un vignoble marocain, et ce vignoble ne cherchera qu'à croître et à s'étendre... Dans quelques lustres à peine c'est par centaines de milliers que se compteront au Maroc les hectares plantés en vignes, et c'est par millions d'hectolitres que se chiffrera la production vinicole... Une nouvelle production va surgir, qui ne connaîtra ni les impôts écrasants, ni la main-d'œuvre coûteuse, ni les charges foncières accablantes, et qui sera d'autant plus considérable qu'elle sera encouragée par une exportation facile et lucrative. »

Il est certain, d'une part, que le Maroc n'est pas moins apte que l'Algérie à porter de la vigne, d'autre part que la propriété s'y acquiert à meilleur compte, que les impôts sont moins lourds, la main-d'œuvre moins chère qu'en Algérie. Mais il est malaisé d'établir quelle est dans les inquiétudes des viticulteurs français la part de l'exagération, et ce qui s'y rencontre d'exact.

Quoi qu'il en soit, l'extension plus ou moins rapide et considérable du prochain vignoble marocain dépend de la seule volonté des colons. Nous pouvons examiner au contraire avec intérêt quel est et quel doit être pour les vins marocains le régime de l'importation dans notre pays.

B. — *L'entrée des produits marocains en France*

Nos rapports douaniers avec le Maroc sont régis par la loi du 6 février 1893, qui accorde aux produits du Maroc notre tarif minimum.

La conquête française ne doit ni ne peut rien changer aux dispositions de cette loi. Les colons, français ou non, qui iront planter de la vigne sur le territoire de l'empire protégé acquitteront, à l'entrée de leurs vins en France, les mêmes droits exactement que les vins étrangers.

Il n'y a point là matière à discussion, il n'y a qu'une constatation à faire. Elle résulte avec évidence que le

Maroc sera sous le régime de l'égalité économique (1). Il n'était pas besoin que cette vérité reçût une considération officielle. Cependant nous lisons, dans la lettre qu'écrivait le 7 février dernier M. Klotz, ministre des Finances, à M. Emmanuel Brousse, député, qui l'avait questionné à ce sujet : « D'une manière générale, nos produits ne seront pas plus favorisés que leurs similaires étrangers à l'entrée au Maroc. On n'aperçoit donc pas les raisons qui pourraient motiver la concession de la franchise douanière aux vins du Maroc sur le marché français. » Cela est fort clair, et définitif.

C. — *L'entrée des produits marocains en Algérie*

Mais il y a la loi du 17 juillet 1867, qui, établissant une franchise douanière réciproque entre la France et l'Algérie, et stipulant que « les produits importés en Algérie par les frontières de terre seront soumis au régime établi par le tableau annexé à la présente loi », excepte de cette dernière disposition

1. L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 dit dans son article 4 : « Le gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale, il ne se prêtera à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane que dans l'établissement des tarifs de transport... et notamment dans toutes les questions de transit. »

« les produits naturels ou fabriqués, originaires... de l'Empire du Maroc ».

Le législateur de 1867 craignait que des taxes douanières fissent obstacle aux relations qu'établissaient les caravanes entre notre colonie et l'intérieur de l'Afrique. Les tentatives faites dans ce sens avaient eu pour résultat de faire détourner le trafic, et les droits perçus n'avaient pas couvert les frais de perception. Ce trafic n'avait d'ailleurs que très peu d'importance, en raison de l'insécurité du pays et de l'absence de routes. Depuis 1905, date de notre établissement à Oudjda, la sécurité de cette région est assurée. Nous avons relié par une route Oudjda à la frontière oranaise qui est toute voisine. Et cette route va être doublée d'un chemin de fer qui rattachera Oudjda au réseau algérien.

Il va donc devenir possible et facile d'écouler en Algérie, avec des frais de transport relativement minimes, les produits du pays. Il est à craindre que cette facilité donne un jour aux vins marocains le moyen d'arriver sur notre marché par une voie détournée.

Ce moyen est double :

1° La fraude peut intervenir. Les produits marocains, une fois entrés en Algérie, ne peuvent, comme on sait, être régulièrement réexportés en France en bénéficiant de la franchise. Celle-ci n'est acquise qu'aux produits algériens de provenance et d'ori-

gine, ou aux produits étrangers nationalisés en Algérie par le paiement intégral des droits. Mais la fraude pourrait donner à ces vins marocains un faux état civil algérien pour les introduire à ce titre en France avec les mêmes avantages que les vins algériens. La fraude sur l'origine se produit chez nous avec tant de facilité, malgré une législation sévère et aussi rigoureusement appliquée que possible, qu'il est permis de craindre qu'elle intervienne en Algérie et au Maroc. De la seule région d'Oudjda pourraient un jour sortir ainsi des centaines de milliers d'hectolitres.

2° Les vins marocains, entrés librement en Algérie, pourront se substituer aux vins algériens pour la consommation locale, ce qui aurait pour conséquence, en définitive, de grossir le stock franco-algérien. Cette importation marocaine en Algérie ferait refluer sur le marché français une quantité équivalente de vins algériens, ou, si la proposition de loi Barthe était votée, si l'importation algérienne en France se trouvait réglementée, elle produirait l'encombrement du marché et l'abaissement des cours en Algérie.

Nous croyons juste et utile que ces dangers soient prévenus.

L'accord n'est pas complet sur ce point. Dans l'*Information* du 18 mai dernier, M. André Sayons, directeur des services économiques de la Fédération des industriels et commerçants, met en avant l'intérêt de l'industrie française et celui des colons. Il écrit :

« Supposons que les Marocains ne puissent plus nous vendre leurs produits dans les anciennes conditions. Un coup grave serait porté à ceux d'entre eux qui amènent aujourd'hui leurs bêtes et leurs céréales sur les marchés algériens ; ils seront démoralisés. Vendant moins, ils achèteront moins, et nos industriels qui ont su prendre une position assez forte dans tout le Maroc seront les premières victimes d'une politique à si courte vue. »

Ce n'est là, appliqué à une espèce, qu'un des arguments habituels du libre-échangeisme. Fondé ou non, le protectionnisme règne aujourd'hui dans l'univers économique. Une discussion à ce sujet serait ici de théorie pure et d'une parfaite inutilité.

Les faits parlent d'eux-mêmes :

1° D'une part, les craintes qui furent manifestées par le législateur de 1867 n'ont plus de raison d'être. C'est par des Européens que le Maroc va être mis en valeur. On peut compter que son développement économique sera très rapide. Pour n'en donner qu'une preuve, regardons dans la *Dépêche algérienne* du 7 juillet 1912, un Communiqué de la Compagnie Générale Française du Maroc. Nous y voyons que « cette Société s'est assurée la possession de 36.000 hectares environ, achetés ferme ou pris à option, situés dans les plaines fertiles d'Angado, d'Assla, de Djefira, de Tafrata, etc., dans la région algéro-marocaine, où le mouvement de colonisation prend chaque jour plus

d'extension ». Les terrains de la Société, « par rapport à leur prix de revient, accusent des plus-values importantes, 100 à 150 %... Achetés à des prix variant de 20 à 35 francs l'hectare, ils sont estimés plus fertiles encore, étant mieux irrigués, que les terres de l'Oranie qui en sont la continuation et qui valent de 1.000 à 2.000 francs l'hectare. Par la vente de quelques-uns de ces lots, la Société a déjà réalisé en un semestre des bénéfices évalués à 284.000 fr. sur les ventes dont le produit est encaissé, et de 574.000 francs en comptant les ventes en cours de règlement. Ce résultat est d'autant plus intéressant que sur son capital de 1 million de francs, les trois quarts sont encore inemployés. »

On voit à quelle distance le Maroc d'aujourd'hui, champ d'affaires de telles Sociétés, est du sauvage Maroc d'il y a cinquante ans et de ses transactions aux chiffres modestes et aux procédés primitifs. Ce n'est pas contre un régime douanier normal, et prochain sans doute, que les colons marocains doivent s'armer, mais contre la rude concurrence qui existe déjà dans cette terre si nouvellement ouverte à la civilisation et qui ira toujours croissant.

Ce n'est pas du débonnaire régime douanier actuel qu'ils doivent attendre aide et fortune, c'est sur leur seule intelligence et leurs capitaux qu'ils doivent compter.

2° Il n'y a donc pas de raison pour maintenir au

profit de l'Empire du Maroc le privilège du tableau D. Et il est urgent que ce privilège soit aboli. Plus on a joui d'une faveur, plus on se croit le droit d'en jouir encore. Si l'on tardait à modifier la loi de 1867 dans le sens que nous indiquons, le jour qu'on se verrait forcé d'opérer cette modification les protestations des intéressés seraient autrement vives qu'aujourd'hui, et les intéressés seraient autrement nombreux. « Bien des viticulteurs, dit M. André Sayons, se sont établis dans l'amalat d'Oudjda... » Qu'est leur nombre, pourtant, auprès de ce que sera dans quelques années le nombre des viticulteurs du Maroc ?

3^e Et ces viticulteurs, installés sur un territoire économiquement internationalisé, appartiendront à toutes les nations du monde. Les Français seront parmi eux, sans doute, en proportion importante. Mais, en se rappelant ce que nous constatons de la Tunisie au paragraphe précédent, on peut penser que leur supériorité numérique ne sera pas écrasante, et s'estimer satisfait si elle existe. Quoi qu'il en soit, la loi de 1867 et son exception du tableau D joueraient au profit de cette viticulture internationale. Et, suivant le rejet ou le vote de la proposition de loi Barthe sur la limitation de l'importation des vins algériens en France, elles joueraient contre la viticulture franco-algérienne ou contre la viticulture algérienne.

D. — *La modification à opérer dans la loi
du 17 juillet 1867.*

Contre cette modification, on ne peut donc exciper de droits fondés en raison. Il n'y a pas non plus contre elle de droits acquis. Les colons qui se sont installés au Maroc avant la conquête ignoraient ce que seraient les événements futurs. Ils se sont établis en pays étranger, acceptant les lois en vigueur. On ne leur a pas dit que l'Empire chérifien deviendrait protectorat français. Si le Sultan fût devenu le protégé d'une nation autre que la France, ils eussent trouvé tout naturel que la frontière oranaise leur fût fermée. Il ne leur est nullement dû qu'elle reste ouverte.

Autant qu'on peut le présumer, ce sera l'avis du gouvernement. Il est permis de croire que M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, reflétait l'opinion ministérielle lorsque, causant avec un journaliste, il se montrait favorable à la révision de la loi de 1867. Mais M. Lutaud, en acceptant la radiation dans le tableau D des mots « et fabriqués », y conserve la mention « naturels ». Rien ne serait donc changé en ce qui concerne l'agriculture. La porte étant fermée aux produits fabriqués, on la laisserait largement ouverte pour les blés, le bétail et le vin.

Dans l'état présent des choses, il n'y aurait là pour

nous, évidemment, qu'une satisfaction de pure forme. Il est bon de protéger l'industrie et le commerce, mais il ne faut pas négliger l'agriculture. C'est du blé et du bétail que le Maroc exporte, ce sera plus tard du vin, et non des produits fabriqués. Il est difficile de savoir quelles marchandises d'origine marocaine sont importées en Algérie et réexpédiées ensuite en France. Cependant il est bien certain que tel est le cas pour une très grande partie du blé (environ 7.500.000 fr. en 1911), des peaux (22.388 francs), de la laine (12.155 francs), etc..., embarqués à Nemours pour Marseille. De même, si l'Algérie nous a envoyé en 1911 des bœufs pour une valeur de plus de 5 millions de francs, c'est dans une grande mesure parce qu'elle en a reçu du Maroc, pour 3 millions de francs dit-on.

A la fin de l'article cité, où sont résumées les raisons et les espérances de ceux qui veulent le maintien du *statu quo* en ces matières, M. Sayons écrit : « Il est bien entendu impossible, tout en conservant la loi de 1867, de taxer les produits marocains à l'entrée de la métropole, car, après qu'ils ont pénétré en Algérie, nul n'est en mesure d'en connaître l'origine. »

Donc, il est évidemment nécessaire d'arrêter ces produits marocains à l'entrée de l'Algérie, et de mettre fin à cet anachronisme douanier. Il est nécessaire que l'Algérie soit fermée à l'ouest comme elle l'est au

nord, comme la France l'est sur toutes ses frontières.

Et il conviendra de surveiller aussi activement que possible la contrebande qui, sur la vaste frontière algéro-marocaine, ne manquera pas de s'exercer largement.

CONCLUSION

Nous avons conclu :

1° Pour l'Algérie, au maintien des conditions commerciales actuelles, et à l'égalisation aussi exacte que possible des charges fiscales ;

2° Pour la Tunisie, à ce que le décret annuel sur l'importation en quasi-franchise de ses vins en France vise l'ensemble du territoire douanier, et non plus seulement la fraction métropolitaine de ce territoire ;

3° Pour le Maroc, à ce que ses produits, qu'ils entrent chez nous par les ports français ou par la frontière algéro-marocaine, soient soumis au régime des produits étrangers.

Nous ne croyons pas que ces vœux aient rien d'exagéré, ni que le gouvernement puisse se refuser à les entendre. Nous croyons qu'il serait sage en les réalisant rapidement. Il éviterait ainsi qu'on lui rappelât avec trop d'insistance sa propre responsabilité dans un fâcheux état de choses, responsabilité qui est grande. Dans de telles questions tous les cabinets sont solidaires. Lorsque le ministère d'il y a quelque trente

ans, effrayé par les ravages du phylloxéra et les menaces du mildiou, chercha un moyen de salut, le département de l'Agriculture se tourna vers l'Algérie. Il aida et présida à la création d'un vaste vignoble. C'était méconnaître que les vignes françaises se reconstitueraient. C'était donner à un mal passager un remède qu'on ne pourrait interrompre, et qui, le mal initial fini, deviendrait à son tour le pire des maux. C'était compromettre gravement l'avenir. Il suffisait d'abaisser toutes les barrières devant les vins étrangers. Tandis qu'on replantait en France, c'est à l'étranger que l'on eût surplanté, comme en Italie, c'est, comme en Italie, à l'étranger exclusivement que la crise eût éclaté, le jour venu. Il y a eu là de la part de nos pouvoirs publics une lourde gaucherie. Ils ont manqué autant qu'il était possible de cette prévoyance qui est proverbialement la qualité hypercardinale des hommes d'État.

Que le gouvernement répare sa faute ancienne en intervenant aujourd'hui avec sagesse et fermeté, qu'il contribue à résoudre le conflit qu'il a contribué à créer. Que, sur ses conseils, les viticulteurs français se résignent à des inégalités économiques et les viticulteurs algériens à l'égalité fiscale. Qu'il opère les remaniements désirés dans nos tarifs douaniers, pour assurer une protection nécessaire. Son devoir sera fait.

Et puis ?

Nous devons être très attentifs aux dommages que cause actuellement le phylloxéra dans le département d'Alger. Si l'on ne parvient pas à dompter le fléau, les événements qui nous intéressent subiront un arrêt dans leur marche. Il n'y aura point de régression, l'exemple des trois dernières années montrant que malgré les ravages phylloxériques dans les départements d'Oran et de Constantine, la production et l'exportation générales de l'Algérie n'ont cessé de s'accroître. Mais à cause des pertes subies dans la colonie, le marché métropolitain sera moins rapidement et moins lourdement encombré. Il y aura une certaine remission, de quoi réfléchir et s'armer.

Car, le phylloxéra algérien fini, l'égalité fiscale instaurée, la question ne sera pas close. Le vrai combat commencera. Il sera extrêmement intéressant à suivre.

Bon gré mal gré, la vive concurrence qui se produira exigera qu'une sélection s'opère. Pourront seuls conserver des exploitations viticoles ceux qui les dirigeront avec le plus d'intelligence et de capitaux, et qui posséderont les terres les plus riches. Il faudra, en France comme en Algérie, que les vignerons les moins favorisés, constatant que la production de leurs concurrents plus heureux suffit aux besoins du marché, s'inclinent devant des prix de revient moindres que les leurs, cessent de crier misère tout en conservant secrètement des espérances chimériques,

reconnaissent qu'on n'élude pas les conséquences de la loi de l'offre et de la demande, et acceptent la nécessité d'arracher leurs ceps.

Et nous verrons sans doute se produire avec plus d'intensité que jamais, dans la colonie et dans la métropole, les phénomènes de localisation et de monoculture que nous avons signalés en France comme une des suites de la crise phylloxérique. Faut-il s'en louer ? Assurément non. Le consommateur boira un vin admirablement soigné et qui viendra des terres à vigne les plus généreuses qui soient au monde. Mais ces champs immenses et presque d'un seul tenant où les plants se pressent en nombre infini sont le terrain le plus favorable à de terribles crises futures.

L'avenir de la viticulture ne sera pas paisible.

Cependant on plante, on plante toujours. Partout où l'on peut se flatter qu'elle prospérera, la vigne incessamment se développe, avec une suractivité qui, autant que les phénomènes économiques sont comparables aux phénomènes physiologiques, n'est pas sans quelque analogie avec celle du cancer. Les illusions sont bien nombreuses et bien profondes. Quand la réalité imposera qu'on les abandonne, la douleur sera très vive. Pourtant il ne faut rien faire pour les entretenir. En 1843, dans la discussion de la loi sur les sucres, Lamartine, parlant des betteraviers, terminait ainsi son discours : « Je ne dissimulerai pas ma pensée. Je

veux que cette industrie meure, si elle est fausse. Mais je lui veux une mort naturelle, et non un étranglement hypocrite par la loi. » Il faut vouloir aussi, quoique nous le regrettions, que beaucoup de vignes meurent de leur mort naturelle. Il faut espérer que la sagesse des viticulteurs adoucira le renoncement obligé et facilitera l'acheminement vers d'autres cultures moins séduisantes et moins incertaines. C'est par ce regret que nous devons conclure et sur cette espérance que nous voulons finir.

Septembre 1912.

PAUL RAYNAL.

Vu : le Président de la thèse,

A. SOUCHON

Vu et approuvé : l'Assesseur,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

1° Ouvrages

BERTRAND (J.). — *Rapport à la Société des Agriculteurs d'Algérie* au sujet des demandes introduites par la Confédération générale des Vignerons en vue d'obtenir la limitation de l'importation des vins d'Algérie.

BOUSQUET (Adrien). — *Le régime économique du vin*, thèse Paris, 1904.

CHANCRIN. — *Traité de viticulture moderne*.

DUBOIS (Marcel) et J. G. KERGOMARD. — *Précis de Géographie économique*.

FARGES. — *La viticulture en Algérie et en Tunisie*.

HITIER. — *Cours de Législation et Économie rurales* professé à la Faculté de Droit de Paris en 1910-1911.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — *L'Algérie et la Tunisie*.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — *La Colonisation chez les peuples modernes*.

PIETRI (François Jourdan). — *La Question des Vins en Italie*, thèse Paris, 1906.

VIALA (P.). — *Les maladies de la vigne*.

Musée rétrospectif des classes 36 et 60. Exposition universelle internationale de 1900.

2° Périodiques

Publications officielles

Le Journal Officiel.

Le Moniteur Universel.

Revuev spéciales

La Revue Vinicole.

La Revue de Viticulture.

Journaux du Midi viticole

L'Action Vinicole.

La C. G. V.

Le Vigneron du Sud-Est.

Journaux algériens

La Dépêche Algérienne.

L'Echo d'Oran.

Les Informations Algériennes.

La Viticulture Algérienne.

Le Zeramna.

3° Documents Parlementaires

Enquête de 1907 sur la viticulture.

Propositions de loi Barthe (18 décembre 1911), Barthe (20 décembre 1901), Etienne (1903).

Rapport à la Chambre des Députés sur le budget de l'Agriculture pour l'exercice 1912, M. Albert Métin, rapporteur.

Rapport à la Chambre des Députés sur le budget de l'Algérie pour l'exercice 1912, M. Saumande, rapporteur.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Le Vignoble français et l'Afrique du Nord	
INTRODUCTION.	7
CHAPITRE PREMIER. — Les causes	9
§ 1. — LES CAUSES LOINTAINES.	9
A. — <i>La colonisation de l'Algérie</i>	9
a) Les autres colonisations: Espagne, Portugal, Hollande, Angleterre	9
Les singularités, les difficultés et les dangers de la colonisation algérienne.	9
b) Le régime douanier	18
La loi du 17 juillet 1867.	18
B. — <i>Le vignoble français</i>	20
a) La production	20
1° Conditions naturelles: les fléaux climaté- riques, les maladies de la vigne, les maladies du vin	20
2° Conditions économiques: le régime de la propriété, la coopération, les condi- tions du travail, le crédit	27
b) Le commerce	30
Les courtiers, les commissionnaires, les ven- deurs au détail, les négociants	30
c) La répression des fraudes	36
La législation	36
Les associations viticoles.	36

§ 2. — LES CAUSES PROCHAINES.	38
LA CRISE PHYLLOXÉRIQUE FRANÇAISE	38
A. — <i>Ses conséquences en France</i> : Localisation et monoculture.	38
B. — <i>Ses conséquences en Algérie</i> : Extension rapide du vignoble.	41
a) Le vignoble avant 1875.	41
b) Le vignoble après la crise phylloxérique française	43
c) Le vignoble actuel.	47
CHAPITRE II. — Les faits.	53
LES CHEFS DE LA PRIME ALGÉRIENNE	53
§ 1. — LA FERTILITÉ NATURELLE	55
§ 2. — LES CHARGES COMPARÉES DES VITICULTURES FRANÇAISE ET ALGÉRIENNE	59
A. — <i>L'acquisition de la propriété.</i>	59
a) Comment le colon algérien est devenu pro- priétaire	59
b) La rente du sol.	62
B. — <i>Le régime fiscal</i>	63
a) Le régime actuel	63
b) La réforme projetée	70
c) Le caractère de la réforme	75
C. — <i>Les frais d'exploitation</i>	77
I. — <i>La main-d'œuvre</i>	77
a) La main-d'œuvre indigène	77
b) La main-d'œuvre militaire et pénitentiaire	79
c) La main-d'œuvre étrangère	79
d) Les charges comparées des ouvriers agri- coles	80
II. — <i>La lutte contre les maladies de la vigne.</i>	82
III. — <i>Le chiffre des frais.</i>	84
§ 3. — LE TRANSPORT SUR LES MARCHÉS DE CON- SOMMATION.	85
§ 4. — LA FRAUDE ET SA RÉPRESSION	91

§ 5. — LA PRIME ALGÉRIENNE.	95
CHAPITRE III. — Le conflit.	96
CHAPITRE IV. — Les solutions.	107
§ 1. — LES PRINCIPES D'UNE SOLUTION ÉQUITABLE ET DURABLE	107
a) Respecter les situations acquises.	
b) Respecter la part de la nature dans les avantages algériens.	
§ 2. — LES DIVERSES ORIGINES DES AVANTAGES ALGÉRIENS.	108
a) Fertilité : avantage naturel.	108
b) Acquisition de la propriété : nécessité de la colonisation	110
c) Régime fiscal.	112
d) Frais d'exploitation : avantage dû aux mœurs, à un certain état de civilisation.	112
e) Transport sur les marchés : avantage fait par des conventions privées	113
f) Fraude : à réprimer sévèrement	114
§ 3. — LA RÉFORME DU RÉGIME FISCAL.	114
§ 4. — LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES VITICUL- TEURS FRANÇAIS	121
a) La limitation des plantations en Algérie.	122
b) L'établissement d'un droit compensateur.	124
c) La limitation des importations en France.	126
§ 5. — LES PALLIATIFS	129
a) Le marché international des gros vins Idée d'une taxe réversible.	129
b) La fabrication des mistelles.	131
c) L'augmentation de la consommation natio- nale.	134
d) La distillation	135
§ 6. — LA VRAIE SOLUTION.	137
a) Arrêt volontaire des plantations	138
b) Substitution de cultures :	
1° Les céréales, le lin, le riz, la bergamote,	

l'anis, le safran, le sumac, la réglisse,
le mûrier, le tabac.

2° Le cotonnier.

3° L'oranger 140

CHAPITRE V. — **La Tunisie et le Maroc.** . . . 149

§ 1. — **LA TUNISIE** 149

A. — *La vigne en Tunisie.* 149

B. — *Les conditions économiques de la viticul-*
ture tunisienne 152

a) Fertilité naturelle 152

b) Acquisition de la propriété. 153

c) Frais d'exploitation 154

d) Régime fiscal. 155

C. — *L'importation des vins tunisiens en*
France et en Algérie. 157

a) La loi du 29 juillet 1890. 157

b) Les importations après la loi du 29 juillet
1890. 159

c) L'entrée des vins tunisiens en Algérie. . 161

D. — *Les protestations et les vœux de la viticul-*
ture franco-algérienne 163

a) L'entrée des vins tunisiens en France . . 163

b) L'entrée des vins tunisiens en Algérie. . 164

E. — *L'avenir de la viticulture tunisienne.* . 167

§ 2. — **LE MAROC** 168

A. — *Le futur vignoble marocain* 168

B. — *L'entrée des produits marocains en France.* 170

C. — *L'entrée des produits marocains en Algérie.* 171

D. — *La modification à opérer dans la loi du*
17 juillet 1867 177

CONCLUSION. 180

BIBLIOGRAPHIE 185

TABLE DES MATIÈRES. 187

